UNIVERSITÉ DU BURUNDI

GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI

Dépôt institutionnel officiel

https://repository.ub.edu.bi

Développement financier et croissance économique au sein des pays de l'Afrique subsaharienne

Nshimirimana, Dieudonné; Sous la direction de: Pr. Arcade Ndoricimpa

2024-08

UB, FSEA

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/2016

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT

DEVELOPPEMENT FINANCIER ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU SEIN DES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Par :

NSHIMIRIMANA Dieudonné

Mémoire

présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention d'un Diplôme de Master en Analyse Economique et Développement

Option : Analyse Economique

Sous la direction de:

Pr. Arcade NDORICIMPA

Bujumbura, Août 2024

==========

MEMBRES DU JURY

Président : Dr. Salomon NSABIMANA

Directeur : Pr. Arcade NDORICIMPA

Secrétaire : Dr. Michel Armel NDAYIKEZA

==========

DEDICACES

A mes chers parents ;

A ma chère épouse

A mes chers enfants ;

A mes frères et sœurs ;

Et à tous ceux qui me sont chers ;

Pour tout ce qu'ils ont fait pour moi, je dédie ce mémoire.

NSHIMIRIMANA Dieudonné

REMERCIEMENTS

Permettez-moi d'abord de remercier le Dieu Tout Puissant créateur du ciel et de la terre, qui m'a permis d'arriver à l'étape déjà franchie. Mes sincères remerciements vont d'abord à l'endroit de Pr Arcade NDORICIMPA, mon Directeur de mémoire et Professeur à la FSEG qui, malgré ses nombreuses occupations, a bien voulu suivre de près l'élaboration de ce travail. Ses compétences, sa disponibilité et surtout ses conseils pertinents nous ont été d'une grande utilité. Avec le respect que je vous dois, veuillez trouver ici l'expression de ma profonde gratitude.

Je remercie également Pr. Willy Marcel NDAYITWAYEKO, ancien Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, actuellement Directeur Général de l'Enseignement Supérieur pour ses encouragements et conseils qu'il m'a donnés sans reproche. Mes remerciements s'adressent particulièrement à tous les Professeurs de la FSEG pour l'enseignement de qualité que j'ai reçu ainsi qu'à tous mes éducateurs dès l'école primaire jusqu'à l'école secondaire, qu'ils trouvent ici eux aussi mes profonds remerciements. Je remercie mes parents NDORERAHO Fidèle et MPOBAGI Marceline ainsi que mon épouse NKURIKIYE Capitoline et mes chers enfants pour leurs soutiens, leurs encouragements et leur patience sans limite.

Je ne peux pas oublier les remerciements à mes frères NIYONZIMA Salvator et NDAYIZEYE Désiré pour les conseils qu'ils n'ont cessés de m'accorder, qu'ils trouvent eux aussi une place bien considérable dans ce travail. A madame GATORE Chantal, je dis aussi merci pour ses conseils très pertinents.

Que l'ensemble de ma famille, mes amis (es) et camarades de la 4ème promotion de Master trouvent ici leur remerciement pour leur affection et leur soutien. Enfin, que tous ceux qui, de près ou de loin ont contribué à la réussite de notre travail soient satisfaits par notre profonde gratitude.

RESUME

Bien que plusieurs chercheurs ont mené pas mal d'études sur le développement financier et la croissance économique, la recherche sur ce sujet reste toujours nécessaire pour la bonne marche des économies. L'objet de ce travail consistait à analyser la contribution du développement financier sur la croissance économique au sein des pays de l'Afrique Subsaharienne. C'est ainsi que nous avons analysé cette contribution à travers les indicateurs du développement financier en y insérant le rôle de la qualité institutionnelle pour laquelle nous avons utilisé les variables stabilité politique et contrôle de la corruption afin de mesurer le rôle joué par la qualité des institutions dans la mesure de l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. En plus de ces variables institutionnelles, nous avons aussi utilisé la variable abonnement à l'internet pour capter les TIC qu'on ne peut pas épargner aujourd'hui dans l'étude de l'effet du développement financier sur la croissance économique. Les différentes estimations ont été effectuées par la méthode des moments généralisés (GMM), sur la période allant de 2002 à 2020 pour 31 pays de l'Afrique subsaharienne. Les résultats obtenus montrent que l'effet direct du développement financier est positif mais non significatif. Cependant, avec introduction de la variable institutionnelle dans nos estimations, les résultats montrent que le terme d'interaction entre le crédit accordé au secteur privé et la stabilité politique exerce une influence positive et significative sur la croissance économique en Afrique subsaharienne au moment où le terme d'interaction entre l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption a des effets positifs mais non significatifs. De même, le terme d'interaction entre le développement financier et l'abonnement à l'internet influence positivement la croissance économique en Afrique subsaharienne mais cette influence n'est pas significative. Les résultats trouvés suggèrent alors que les effets du développement financier sur la croissance économique sont en quelques sortes conditionnés par les facteurs institutionnels. Dans cette perspective, les gouvernements des pays africains sont invités à améliorer la qualité de leurs institutions ainsi qu'à promouvoir les TIC pour profiter pleinement les avantages issus du développement financier. De ce fait, notre travail contribue aux débats existants concernant les avantages du développement financier sur la croissance économique.

Mots-clés : développement financier, croissance économique et l'Afrique subsaharienne

ABSTRACT

Although several researchers have conducted quite a few studies on financial development and economic growth, research on this subject is still necessary for the proper functioning of economies. The purpose of this work was to analyze the contribution of financial development on economic growth in sub-Saharan African countries. Thus, we analyzed this contribution through the indicators of financial development by inserting the role of institutional quality, for which we used the variables political stability and corruption control in order to measure the role played by the quality of institutions in measuring the effect of financial development on economic growth in sub-Saharan Africa. In addition to these institutional variables, we have also used the Internet subscription variable to capture ICTs that cannot be spared today in the study of the effect of financial development on economic growth. The different estimates were made using the Generalized Moments Method (GMM), over the period from 2002 to 2020 for 31 countries in sub-Saharan Africa. The results obtained show that the direct effect of financial development is positive but not significant. However, with the introduction of the institutional variable in our estimates, The results show that the term interaction between credit to the private sector and political stability exerts a positive and significant influence on economic growth in sub-Saharan Africa at a time when the term interaction between the financial development index and the control of corruption has positive but not significant effects. Similarly, the term interaction between financial development and internet subscription has a positive influence on economic growth in sub-Saharan Africa, but this influence is not significant. The results suggest that the effects of financial development on economic growth are in some ways conditioned by institutional factors. In this perspective, the governments of African countries are invited to improve the quality of their institutions as well as to promote ICTs in order to take full advantage of the benefits of financial development. As a result, our work contributes to existing debates about the benefits of financial development on economic growth.

Keywords: financial development, economic growth and sub-Saharan Africa

==========

TABLE DES MATIERES

MEMBRES DU JURY ..... **i**
DEDICACES ..... **ii**
REMERCIEMENTS ..... **iii**
RESUME ..... **iv**
ABSTRACT……..…….**v**
TABLE DES MATIERES ..... **vi**
LISTE DES TABLEAUX ..... **x**
LISTE DES GRAPHIQUES ..... **xi**
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **xii**
AVANT-PROPOS ..... **xiii**
0. INTRODUCTION GENERALE **1**
1. Problématique 4
2. Objectifs de la recherche 5
3. Hypothèses du travail 6
4. Intérêt et motivation du choix du sujet 6
5. Méthodologie 7
6. Délimitation et articulation du travail 8
CHAPITRE I. REVUE DE LITTERATURE SUR LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE **9**
Section 1. Littérature théorique sur le développement financier 9
I.1.1. Définition des concepts 9
I.1.1.1. Concept de développement financier 9
I.1.1.2. Concept de système financier 10
I.1.2. Les banques au cœur de la finance moderne 10
I.1.2.1. Rôle des banques dans la gestion de l'épargne liquide 11
I.1.2.2. Rôle des banques dans le financement de l'économie 11
I.1.3. Institutions comme catalyseur du développement financier 12
I.1.4. Les indicateurs du développement financier 14
I.1.5. L'inflation frein du développement financier 16
Section 2. Littérature sur croissance économique 17
I.2.1. Concept de croissance économique 17
I.2.2. La mesure de la croissance économique 19

==========

I.2.3. La formation Brute de Capital Fixe 20
I.2.4. Le Produit Intérieur Brut par habitant et le bien être 20
Section 3. Développement financier et croissance économique 21
I.3.1. Intermédiation financière et croissance économique 21
I.3.2. Rôle du crédit bancaire dans le développement économique 22
I.3.3. Relation entre développement financier et croissance économique 23
I.3.3.1. Relation entre le seuil de développement financier et la croissance économique 24
I.3.4. L'impact du développement financier et de son instabilité sur la croissance économique 26
I.3.4.1. L'impact positif du développement financier sur la croissance économique 26
I.3.4.2. Impact négatif du développement financier sur la croissance économique par l'instabilité financière 28
I.3.5. Développement financier, Technologie de l'Information et de la Communication et Croissance économique 29
Section 4. Résultats empiriques sur contribution du développement financier sur la croissance économique 30
Conclusion du premier chapitre 35
CHAPITRE II. ETAT DES LIEUX DU DEVELOPPEMENT FINANCIER ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.. 36
Section 1. Evolution des indicateurs du développement financier en Afrique subsaharienne 36
II.1.1. Evolution du crédit privé rapporté au PIB en Afrique Subsaharienne 36
II.1.2. Evolution de l'agrégat monétaire M2 en % du PIB en Afrique Subsaharienne 38
Section 2. Evolution des indicateurs de la croissance économique en Afrique Subsaharienne 39
II.2.1. Evolution du taux de croissance du PIB en Afrique Subsaharienne 39
II.2.2. Evolution du PIB par habitant ($ US constants de 2015) en Afrique Subsaharienne 40
Section 3. Comparaison du développement financier et de la croissance économique entre les pays de l'Afrique Subsaharienne 41
II.3.1. Comparaison du développement financier entre les pays de l'Afrique subsaharienne 41

==========

II.3.1.1. Comparaison du crédit privé rapporté au PIB 41
II.3.1.2. Comparaison de l'agrégat monétaire M2 rapporté au PIB 43
II.3.1.3. Comparaison de l'indice de développement financier agrégé 44
II.3.2. Comparaison des variables du secteur réel entre les pays de l'Afrique Subsaharienne 45
II.3.2.1. Comparaison de la moyenne du taux de croissance du PIB en Afrique Subsaharienne 45
II.3.2.2. Comparaison du PIB par habitant en Afrique subsaharienne 46
Section 4. Relation entre développement financier et croissance économique en Afrique Subsaharienne 47
II.4.1. Relation entre l'agrégat monétaire M2 rapporté au PIB et croissance économique 47
II.4.2. Relation entre le crédit privé rapporté au PIB et taux de croissance économique . 49
Section 5. Développement financier, TIC et croissance économique 50
II.5.1. Evolution comparée de la technologie de l'information et de la communication, du crédit privé et taux de croissance économique 51
II.5.2. Evolution comparée de la technologie de l'information et de la communication, du crédit privé et taux de croissance économique 52
Conclusion du second chapitre 54
CHAPITRE III. METHODOLOGIE 57
Section 1 : Cadre général des données de panel 57
III.1.1. Présentation du cadre général des données de panel 57
III.1.2. Spécification des modèles (GMM) des données de panel dynamiques 58
III.1.2.1. La Méthode des Moments Généralisés (GMM) (Arellano & Bond – 1991) . 58
III.1.3. Tests économétriques en panel dynamique 60
III.1.3.1. Test de validité incrémentale des instruments 60
III.1.3.2. Test d'autocorrélation sérielle d'arellano et Bond 61
Section 2. Spécification du modèle 62
III.2.1. Equation du modèle d'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 62
III.2.2. Equation d'analyse de l'effet direct du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 63

==========

III.2.3. Equations d'analyse de l'effet d'interaction entre le développement financier et les variables institutionnelles sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 63
III.2.3.1. Effet d'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 64
III.2.3.2. Effet d'interaction entre l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption sur la croissance économique en Afrique subsaharienne..... 64
III.2.3.3. Effet d'interaction entre le crédit privé et la stabilité politique ainsi que celui entre le crédit privé et l'abonnement à l'internet sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ainsi qu'entre..... 64
III.2.4. Définition des variables et source des données..... 64
Section 3. Présentation des variables, leurs sources et leurs signes attendus 65
III.3.1. Présentation des variables prises en considérations et leurs sources 65
III.3.1.1. La variable dépendante PIB par habitant 65
III.3.1.2. Le crédit intérieur distribué au secteur privé rapporté au PIB 65
III.3.1.3. Indice du développement financier agrégé (FD)..... 66
III.3.1.4. La variable Internet qui capte la TIC..... 66
III.3.1.5. La Formation Brute de Capital Fixe..... 66
III.3.1.6. La variable taux d'inflation 67
III.3.1.7. La variable contrôle de la corruption 67
III.3.1.8. La variable ouverture commerciale..... 68
III.3.1.9. La variable stabilité politique..... 68
III.3.2. Sources et signes attendus des variables..... 68
Conclusion du troisième chapitre..... 69
Section 1. Analyse de l'effet direct du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne..... 70
Section 2. Résultats d'analyse de l'effet d'interaction entre le développement financier et les variables institutionnelles sur la croissance économique en Afrique subsaharienne..... 75
Conclusion du quatrième chapitre..... 85
CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATIONS ET LIMITES..... 86
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES..... 90
ANNEXES..... 97

==========

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les variables, définition et sources 64

Tableau 2 : Résumé de la présentation des variables, leurs signes attendus et leurs sources 68

Tableau 3 : Résultats de GMM en système pour analyse de l'effet du DF sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 71

Tableau 4 : Résultats de GMM en système pour analyse de l'effet d'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 76

Tableau 5 : Résultats de GMM en système pour analyse de l'effet d'interaction entre l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 78

Tableau 6 : Analyse de l'effet d'interaction entre le crédit privé et la stabilité politique ainsi que celui entre le crédit privé et l'abonnement à l'internet sur la croissance économique en Afrique subsaharienne 81

==========

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du crédit privé rapporté au PIB 37
Graphique 2 : Evolution de l'agrégat monétaire M2 en % du PIB 38
Graphique 3 : Evolution du taux de croissance du PIB..... 39
Graphique 4 : Evolution du PIB par habitant..... 40
Graphique 5 : Comparaison du crédit privé en % du PIB en Afrique subsaharienne 41
Graphique 6 : Comparaison de l'agrégat monétaire M2 rapporté au PIB en Afrique subsaharienne 43
Graphique 7 : Comparaison de l'indice de développement financier agrégé..... 44
Graphique 8 : Comparaison du taux de croissance du PIB en Afrique Subsaharienne..... 45
Graphique 9 : Relation entre M2/PIB et taux de croissance économique..... 47
Graphique 10 : Analyse de la relation entre le taux de croissance du PIB et l'agrégat monétaire M2 en % du PIB à partir de la droite de régression 48
Graphique 11 : Relation entre crédit privé en % du PIB et taux de croissance économique 49
Graphique 12 : Analyse de la relation entre le taux de croissance du PIB et le ratio crédit privé rapporté au PIB à partir de la droite de régression..... 50
Graphique 13 : Evolution comparée du Téléphone mobile, taux de croissance du PIB et crédit privé en % du PIB 51
Graphique 14 : Internet, taux de croissance du PIB et crédit privé en % du PIB 52

==========

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ASS : Afrique subsaharienne

DF : Développement Financier

FD : Financial Development Index

FIA : Financial Institution Access index

FMA : Financial Market Access index

FMD : Financial Market Development index

FME : Financial Market Efficiency index

GMM : Méthode des Moments Généralisés

PIB : Produit Intérieur Brut

PIBHAB : Produit Intérieur Brut par Habitat

PNB : Produit National Brut

RN : Revenu National

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

TCPIB : Taux de Croissance du PIB

WDI : World Development Indicators

AVANT-PROPOS

Le présent travail a été réalisé dans le cadre d'obtention du Diplôme de master en Analyse Economique et Développement, option Analyse Economique. Il étudie les effets du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne pour une période allant de 2002-2020.

Le choix de notre travail « Développement financier et croissance économique au sein des pays de l'Afrique subsaharienne » a été motivé par le fait d'analyser la contribution du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne après avoir constaté que les pays de cette région sont classés parmi les pays les plus pauvres du monde avec des faibles taux de croissance économique alors que chacun d'entre eux possède un secteur financier qui devrait financer les projets d'investissement afin d'accroitre la croissance économique de ces pays.

Nous avons utilisé les données de la Banque Mondiale. L'élaboration de ce travail s'est avérée nécessaire d'utiliser la méthodologie des données de panel dynamique par la méthode GMM en système de Blundell et Bond (1998). Les résultats obtenus montrent que l'effet direct du développement financier est positif mais non significatif et qu'il devient significatif avec introduction de la variable institutionnelle. Ces résultats suggèrent alors que les effets du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne sont en quelques sortes conditionnés par les facteurs institutionnels.

Dans cette perspective, les gouvernements des pays de l'Afrique subsaharienne sont invités à améliorer la qualité de leurs institutions et comme nous avons aussi montré le rôle que les TIC exercent dans l'étude de l'effet du Développement financiers sur la croissance économique, nous avons aussi suggéré l'amélioration de ces derniers pour profiter pleinement les avantages issus du développement financier.

0. INTRODUCTION GENERALE

Depuis les travaux pionniers de Schumpeter (1911) sur la grande importance des banques dans le fonctionnement de l'économie et leurs apports bénéfiques à la croissance à travers le financement de l'innovation, plusieurs économistes n'ont pas croisé les bras et ont montré l'importance du développement financier sur la croissance économique de certains pays. Parmi ces derniers, nous citons notamment, (McKinnon, 1973 ; Shaw, 1973 ; Gurley et Shaw, 1960).

La recherche sur le secteur financier n'est pas nouvelle, jusqu'à nos jours, la plupart des études montrent que le développement financier exerce un effet positif à long terme sur l'activité économique et qu'un développement inadéquat du secteur financier constitue un obstacle à la croissance et que sa réforme devrait être prioritaire (Andersen et Tarp, 2003) ; Keho (2012). Ang (2008) le souligne aussi en admettant qu'un système financier[1] efficient contribue favorablement à la croissance économique.

Le développement financier serait même la condition sine qua non de la croissance économique comme l'admettent aussi (Levine, 2005 ; Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). Il joue un rôle crucial dans l'économie en mobilisant clairement et efficacement l'épargne pour financer l'investissement qui est à la base de la croissance (Pagano, 1993 ; Levine, 2005). L'évolution des activités économiques d'un pays dépend de la santé de son secteur financier. Le développement du marché du crédit et des actifs financiers exerce une influence sur l'activité économique plus marquée qu'il y a quelques années. Ce développement pousse à une financiarisation des économies, King et Levine (1993) ont montré une corrélation positive et significative entre le PIB réel par tête et l'importance des crédits accordés au secteur privé.

L'étude portant sur le développement financier et la croissance économique en Afrique subsaharienne s'avère nécessaire pour plusieurs raisons y compris même la considération des études faites par certains auteurs qui ont montré que le secteur financier africains connait une série de problèmes. Selon les travaux de Honohan et Beck, (2007) et Beck *et al.* (2011), le continent Africain encaisse une série de problèmes dont certains d'entre eux sont entre autres l'existence des disparités considérables au sein de la région dans l'étude des secteurs financiers; des pays plus pauvres disposent de secteurs bancaires peu développés qui

[1] Un système financier est défini comme l'ensemble constitué par le marché financier et les intermédiaires financiers. Ces intermédiaires regroupent : les sociétés d'assurance, les établissements de microfinance, les établissements financiers non bancaires et les banques.

proposent uniquement les services financiers les plus rudimentaires et ne comptent que peu d'institutions financières non bancaires ou de marchés de capitaux.

En plus de ces problèmes, DIANDY (2018) a noté toutefois quatre facteurs spécifiques qui ont freiné le développement bancaire en Afrique subsaharienne par rapport aux autres régions en développement. Ainsi, plusieurs de ces facteurs s'appliquent à de nombreuses économies africaines et il s'agit notamment de la taille restreinte de nombreuses économies qui ne permet pas aux prestataires de services financiers de tirer parti des économies d'échelle. Ce qui fait que les clients souhaitant effectuer de petites transactions, y compris les ménages des classes populaires et moyennes et les petites entreprises, sont par conséquent exclus des services financiers. La forte dispersion des populations dans de nombreux pays africains limite d'autant plus la taille effective du marché. La prestation de services financiers en dehors des centres urbains est rarement rentable dans le cadre des modèles économiques traditionnels des systèmes bancaires. Le deuxième facteur concerne un grand nombre d'agents économiques qui opèrent dans le secteur informel et ne disposent pas des documents officiels requis pour les transactions financières, ce qui alourdit les coûts et les risques pour les institutions financières et, par conséquent, exclut une grande partie de la population des services financiers. Le troisième facteur concerne la volatilité à la fois au niveau individuel, liée aux fluctuations des flux de revenus d'un grand nombre de micro entreprises et de foyers, et au niveau global, liée à la dépendance de nombreuses économies africaines vis-à-vis des exportations de produits de base et qui augmente les coûts et les risques pour les prestataires de services financiers.

Dans ce même ordre des facteurs, le quatrième facteur évoque les problèmes de gouvernance dans l'angle que ce dernier affaiblit de nombreuses institutions privées et publiques sur l'ensemble du continent et qui pèsent non seulement sur la prestation de services, mais également sur les tentatives de réformes et les interventions de l'État visant à remédier aux défaillances du marché. Tous ces problèmes qui viennent d'être signalés nuisent au développement financier et à la croissance économique en Afrique subsaharienne raisons pour laquelle des initiatives pouvant relever le secteur financier sont à mettre en place.

L'important est aussi de signaler que développement financier exercerait un effet favorable sur la croissance lorsque les institutions sont saines et cette corrélation disparaîtrait dans les pays à contexte institutionnel dégradé, raison pour laquelle nous avons introduit le rôle de la

qualité des institutions dans ce travail en introduisant les variables institutionnelles comme la stabilité politique et le contrôle de la corruption.

Tout cela va donc montrer que le développement financier seul ne peut rien faire sans tenir compte de ces variables qui viennent augmenter l'influence de ce dernier sur la croissance économique comme le témoignent certains auteurs (Demetriades et Law (2006), Arestis et al. (2002**),** Christophe (2015)). En effet, Demetriades et Law (2006), dans leur étude, croisent le développement financier avec les indicateurs de la qualité institutionnelle pour un échantillon de 72 pays portant sur une période allant de 1978-2000. Leur principal résultat est que l'effet positif du développement financier est plus large lorsque le système financier est intégré dans un cadre institutionnel sain et solide. En outre, ils montrent que, dans les pays à faible revenu, la qualité institutionnelle semble être un déterminant fondamental du développement économique plus que le développement financier et que tout effet positif du développement financier sur la croissance sera affaibli sans l'existence de bonnes institutions. Arestis et al. (2002) prouvent que les différences institutionnelles affectent l'impact des politiques de libéralisation financière sur le développement financier. L'importance des institutions pour la finance, telles que les règles de lois, la stabilité politique, l'efficacité gouvernementale et le contrôle de la corruption, ressort également des travaux de Gani et Ngassam (2008) et Girma et Shortland (2008).

En plus de la qualité des institutions, il est actuellement important de montrer la place des TIC dans l'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique comme le soulignent Muto et Yamano, (2009) et Aminuzzaman.al (2003). Selon ces auteurs, le développement des TIC consolide les effets du développement financier sur la croissance économique en réduisant les imperfections liées aux coûts de transaction et d'asymétrie d'information tout en garantissant la promotion des fonctions financières. Ainsi les TIC à travers une forte pénétration du téléphone mobile et d'Internet réduisent les asymétries de l'information (Andonova, 2006) et peuvent impacter positivement l'efficacité du système financier en réduisant les coûts de transaction.

Enfin, nous terminons l'introduction en signalant que notre étude s'intitule : « Développement financier et croissance économique au sein des pays de l'Afrique subsaharienne » pour contribuer dans l'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne à travers quelques indicateurs du développement financier à savoir

le crédit accordé au secteur privé rapporté au PIB et l'indice du développement financier agrégé.

Notre travail porte sur quatre chapitres après introduction générale, dont le premier chapitre intervient sur la littérature en rapport avec le secteur financier et croissance économique, le second parle de l'état des lieux du développement financier et croissance économique en Afrique subsaharienne, le troisième parle de la méthodologie et enfin le quatrième parle de la présentation des résultats ainsi que leurs interprétations.

1. Problématique

Le secteur financier à travers son rôle d'intermédiation financière contribue à la croissance économique grâce aux crédits accordés aux secteurs privés (Levine, 2005) considérés comme secteur productifs, ainsi qu'à travers le développement financier accompagné de la qualité des institutions.

En effet, le problème qui se pose est celui d'existence des pays pauvres en présence des institutions financières. Selon le rapport sur le commerce et le développement de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED, 2022), plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne enregistrent des taux faibles de croissance économique et quelques questions de savoir pourquoi ces faibles taux de croissance économique dans une région où tous les pays possèdent un secteur financier, pourquoi les pays de l'Afrique subsaharienne sont pauvres dans un endroit où se trouvent les institutions financières, bancaires et non bancaires ainsi que d'autres activités en rapport avec le financement des investissements sont à poser.

Il tient à signaler encore une fois qu'en plus de ces faibles taux de croissance économique observés en Afrique subsaharienne, plusieurs de ces pays sont plongés dans le sous-développement, ils sont classés parmi les premiers pays les plus pauvres du monde malgré la présence d'institutions financières, bancaires et non bancaires dans tous les pays de cette région dont porte notre étude.

Cette pauvreté des pays de l'Afrique subsaharienne est aussi témoignée par DIANDY (2018), dans son ouvrage « développement financier, institutions et croissance économique en Afrique subsaharienne ».

L'auteur montre que le secteur financier n'est pas épargné en ce qui est du retard au développement. Il montre que quel que soit le critère considéré, que cela soit les indicateurs traditionnels comme la part du crédit intérieur fourni au secteur privé par rapport au PIB, ou encore le nombre de guichets automatiques pour 100 000 adultes, le sous-continent possède un retard considérable par rapport aux pays industrialisés, et dans une moindre mesure les pays d'Asie du Sud et d'Amérique latine. Tout cela montre qu'il est donc urgent de mener une étude sur le secteur financier en Afrique subsaharienne pour analyser la contribution de ce secteur au développement des pays de cette région, une étude qui va aussi dans le sens de contribuer à l'amélioration de ce secteur en Afrique subsaharienne à travers les recommandations menées à partir des résultats trouvés sans oublier aussi la contribution dans la recherche sur développement financier et croissance économique.

Cependant, compte tenu de la problématique qui vient d'être présentée, notre question principale de recherche est la suivante : Quel est l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ? Il s'avère aussi nécessaire de réponde aux questions spécifiques suivantes :

- Le développement financier a-t-il des effets positifs sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ?
- Quel est le rôle de la qualité des institutions sur l'influence du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ?
- Quel est le rôle des TIC sur l'influence du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ?

2. Objectifs de la recherche

Il est ensuite important d'énoncer les objectifs de notre travail de recherche et ces derniers sont répartis en objectif principal et en objectifs spécifiques. En effet, l'objectif principal est d'analyser la contribution du développement financier sur la croissance économique au sein des pays de l'Afrique Subsaharienne.

Les objectifs spécifiques sont :

- Analyser si le développement financier exerce des effets positifs sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.
- Examiner les effets d'interaction entre le développement financier et la qualité des institutions sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

- ❖ Examiner les effets d'interaction entre le développement financier et les TIC sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

3. Hypothèses du travail

A partir de des questions spécifiques énoncées ci-haut, nos hypothèses de recherche sont les suivantes :

H1 : Le développement financier exerce une influence positive sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne.

H2 : La qualité des institutions augmente l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

H3 : Les TIC augmentent l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

4. Intérêt et motivation du choix du sujet

Notre travail vise à étudier la contribution du développement financier sur la croissance économique au sein des pays de l'Afrique subsaharienne en faisant intervenir plusieurs contributions. Le sujet choisi sur le développement financier et la croissance économique est très important et il contribue aussi au niveau du choix des variables utilisées dans l'analyse des résultats. Il analyse les effets du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne en introduisant le crédit accordé au secteur privé et l'indice du développement financier agrégé. Nous avons aussi choisi des variables institutionnelles pour montrer le rôle de la qualité des institutions dans l'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique, ainsi que l'introduction de la variable technologie de l'information et de la communication qui est aujourd'hui un élément moteur de la croissance économique. En plus de cela, l'étude s'étale sur les pays de l'Afrique subsaharienne, ce qui est différent des autres études qui portent sur un seul pays ou un petit nombre de pays.

Nous présentons ci-dessous trois points de vue pour montrer l'importance de notre sujet :

Du point de vue économique, le développement financier développe d'autres secteurs par amélioration de l'intermédiation financière et allocation efficace des crédits, les agents à besoin de financement dont les ménages et les entreprises trouvent facilement les capitaux dont ils ont besoin pour financer les activités dans différents secteurs, ce qui augmente aussi la croissance économique d'un pays, Schumpeter (1934).

Le développement financier augmente aussi l'inclusion financière qui à son tour entraine le développement de tous grâce à l'accès aux crédits bancaires qui financent les agents à besoin de financement. Il en est de même pour la croissance économique, de ce point de vue, cette dernière traduit le développement d'un pays si elle est bien redistribuée.

Du point de vue politique du pays, le développement financier permettrait à un pays de réduire le chômage des jeunes, ce qui réduit aussi le niveau de pauvreté de la population comme problème central du chômage. Un pays possédant des moyens financiers développés aura intérêt à se comparer ailleurs car, plus la finance est bien maîtrisée, plus le pays aura une place importante en comparaison avec d'autres pays ; et cela va lui permettre l'attraction d'investisseurs étrangers. Il en est de même pour la croissance économique qui joue un rôle très important de ce point de vue du fait que la croissance économique si elle est bien redistribuée, augmente la confiance des investisseurs étrangers ainsi que le sentiment de sécurité de la population.

Du point de vue sociale le présent sujet présenterait un intérêt social car, le développement de la finance permet l'accès facile et rapide à des crédits ou capitaux, la possession d'un compte bancaire de plusieurs personnes, ce qui favorise aussi l'investissement et l'élargissement des activités génératrices de revenus des ménages. En d'autres termes, le développement financier favorise l'inclusion financière, facilite l'accès aux services financiers à toute la population y compris même celle des régions éloignées des centres urbains.

5. Méthodologie

Pour mener un travail de bonne qualité, nous avons procédé en premier lieu à une fouille documentaire. En effet, nous avons exploité des ouvrages généraux, des thèses, des mémoires, des revues et autres publications en rapport avec le développement financier et la croissance économique et surtout concernant la littérature sur le thème développé. En second lieu, nous avons mené une analyse descriptive des données de la Banque Mondiale pour analyser l'état des lieux du développement financier et de la croissance économique en Afrique subsaharienne. Enfin, notre travail fait intervenir une analyse empirique qui nous permet la validation des hypothèses, cela a été fait grâce à une méthode économétrique basée sur les données de panel. Enfin, les estimateurs GMM en système en logiciel STATA15.1 nous ont permis de dévoiler les résultats de notre recherche.

6. Délimitation et articulation du travail

Notre travail porte sur une période allant de 2002 à 2020, ce qui constitue une délimitation dans le temps. Le choix de cette période est justifié par la disponibilité des données bien remplies pour les pays dont a porté notre étude. Dans l'espace, notre travail n'a concerné que les pays de l'Afrique subsaharienne mais 31 pays seulement font partie de notre étude du fait que les 17 pays autres de l'Afrique subsaharienne n'ont pas des données bien remplies. Enfin, concernant l'articulation de notre travail, il s'articule autour de quatre chapitres dont le premier chapitre porte sur la revue de littérature sur développement financier et croissance économique, le deuxième concerne l'état des lieux du développement financier et la croissance économique en Afrique subsaharienne. Le troisième concerne la méthodologie et enfin, la quatrième porte sur les résultats et interprétation. Le travail se termine par la conclusion générale et quelques recommandations.

CHAPITRE I. REVUE DE LITTERATURE SUR LE DEVELOPPEMENT FINANCIER ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

L'objet de ce chapitre est de présenter une revue de littérature sur le développement financier et la croissance économique. En effet, ce chapitre est subdivisé en quatre sections dont la première comprend la littérature sur le développement financier, la deuxième section concerne la littérature sur la croissance économique, la troisième parle du développement financier et croissance économique, la quatrième parle de la littérature empirique de la contribution du développement financier sur la croissance économique.

Section 1. Littérature théorique sur le développement financier

I.1.1. Définition des concepts

I.1.1.1. Concept de développement financier

Le concept de développement financier a fait l'objet de plusieurs définitions. Plusieurs chercheurs l'ont défini mais chacun selon sa vision. C'est ainsi que le développement financier constitue un concept polysémique. Selon Shaw (1973), l'on parle du développement financier, lorsque l'accumulation d'actifs financiers est plus rapide que l'accumulation d'actifs non financiers. Pour Levine (1997), il y a « développement financier lorsque les instruments financiers, les marchés et les intermédiaires financiers réduisent, sans toutefois éliminer, les coûts d'obtention de l'information, les coûts d'exécution des contrats et les coûts des transactions ».

Kpodar (2006) quant à lui estime qu'un système financier se développe lorsqu'il se produit une accumulation des actifs financiers, une augmentation de la gamme des instruments financiers, une diversification des actifs financiers et un accroissement de la diversité des institutions financières. Enfin, R. Goldsmith (1969), de son côté pense que le développement financier se traduit par un changement de la structure financière.

Nous contribuons nous aussi en définissant le développement financier comme l'amélioration des moyens de paiement, la rapidité de l'information, la rapidité d'obtention des actifs financiers ainsi que l'accessibilité de tous. Le développement financier est donc dans ce sens entendu comme la capacité d'un système financier de pouvoir intégrer les technologies de l'information et de la communication dans ses activités pour pouvoir servir à temps opportun sans oublier aussi l'amélioration des facteurs institutionnels comme la bonne gouvernance, l'accessibilité, l'inclusion ainsi que la capacité de pouvoir contrôler la monnaie nationale.

I.1.1.2. Concept de système financier

Le système financier est un secteur économique qui regroupe toutes les activités qui se rapportent à la finance. Le système financier est composé de prêteurs bancaires et non bancaires, d'assureurs, de marchés de titres et de fonds de placement. Il comprend également des chambres de compensation, des prestataires de services de paiement, une banque centrale, une instance de réglementation et une instance de contrôle. Ces institutions constituent un cadre permettant d'effectuer les opérations économiques, de conduire la politique monétaire et d'orienter l'épargne vers l'investissement, favorisant ainsi la croissance économique.

Ce secteur est présent dans tous les pays de l'Afrique, de même que dans tous les pays du monde. Il s'agit d'un ensemble des marchés et des intermédiaires qui sont utilisés par les ménages, les entreprises et les Etats pour mener à bien leurs décisions financières. Il englobe les marchés des actifs financiers, les banques et les compagnies d'assurance, les bureaux de changes et les instituts de sécurité sociale.

Pour Gregory et Mark (2014), les intermédiaires financiers représentent les institutions financières par le biais desquelles les épargnants peuvent fournir des fonds de manière indirecte aux emprunteurs. Le terme intermédiaire reflète le rôle que jouent les institutions financières comme médiatrices entre épargnants et emprunteurs.

Il y a intermédiation (c'est à dire financement indirect) lorsque la créance détenue par les agents à excédent de financement est différente de la dette des agents à déficit (Bendahmane, 2016).

I.1.2. Les banques au cœur de la finance moderne

Les banques en assurant la liquidité de l'épargne des ménages, permettent une augmentation des taux d'investissement (Bencivenga et Smith, 1991 et Ndiaye, 2004). Gregory et Mark (2014) explique qu'une des fonctions principales des banques est de recevoir les dépôts des épargnants et de les utiliser afin d'octroyer des prêts à ceux qui ont des besoins de financement.

Parmi les intermédiaires financiers, les banques (que l'on nomme aussi les établissements de crédit) sont les seules à détenir le pouvoir de création monétaire. En effet, chaque fois qu'une banque accorde un crédit, la quantité de monnaie en circulation dans l'économie augmente, car ce crédit se matérialise nécessairement (au moins dans un premier temps) par un dépôt supplémentaire (la banque « crédite » le compte de l'emprunteur), que l'emprunteur utilise ensuite comme il le souhaite.

Située au cœur de l'économie, la banque, en tant qu'institution financière joue un rôle important d'intermédiation financière entre les détenteurs de fonds et les investisseurs qui en ont besoin pour valoriser leurs projets. Elle est l'intermédiaire quotidien de sa clientèle et des pouvoirs publics.

I.1.2.1. Rôle des banques dans la gestion de l'épargne liquide

Les banques sont les intermédiaires privilégiés qui permettent de valoriser l'argent qui n'est pas dépensé. Plutôt que de demeurer dans leurs comptes, cet argent est utilisé pour financer différents investissements.

Les banques permettent la mutualisation des coûts de transaction et du risque de taux. En effet, une source de profit des banques, et donc une manière de justifier leur existence, provient de leur capacité à vendre une gestion de portefeuille plus efficiente à leurs clients. Cette activité de « mutuelle » des banques est, d'ailleurs, à l'origine des dépôts à vue, LEVINE (1996).

En effet, il arrive que le montant unitaire des titres soit trop important pour permettre à un individu d'acheter le nombre suffisant pour créer un portefeuille diversifié. Pour pallier à ce problème on peut s'imaginer de créer des « mutuelles de petits épargnants » qui, en mettant leur épargne en commun, parviendraient à disposer du montant nécessaire à la création d'un portefeuille diversifié.

En passant le seul ordre pour le compte de plusieurs épargnants, l'intermédiaire bancaire va permettre à chacun de ne supporter qu'une faible partie initiale. Ainsi, plus le nombre d'épargnants et sur qui se répartit la charge fixe est grand, plus la charge supportée individuellement est faible : Il s'agit donc de la mutualisation des coûts de transaction par l'existence des banques.

I.1.2.2. Rôle des banques dans le financement de l'économie

Les banques comme toute autre institution financière jouent un rôle majeur dans le financement des agents à besoin de financement en assemblant les moyens financiers possédés par les agents à capacité de financement, elles jouent donc le rôle d'intermédiation financière entre les agents à besoin de financement et ceux à capacité de financement, Levine (2005). Supposons que vous disposiez de 1.000 BIF et que vous vouliez faire fructifier cette somme pendant un an, ou que vous souhaitiez acheter une maison et deviez emprunter 100.000 BIF, à rembourser sur plus de 30 ans (Exemple de l'auteur à partir du rôle joué par les Banques dans le financement de l'économie).

Il vous serait difficile, voire impossible, de trouver seul un emprunteur ayant besoin d'exactement 1.000 BIF pendant un an, ou un prêteur pouvant se passer de 100.000 BIF pendant 30 ans. C'est là que les banques entrent en scène.

Bien qu'elles fassent beaucoup de choses, leur principale fonction est de recueillir des fonds appelés dépôts, de les assembler et de les prêter à ceux qui en ont besoin. Les banques sont des intermédiaires entre les déposants (qui leur prêtent de l'argent) et les emprunteurs (à qui elles en prêtent). On qualifie d'intérêt la rémunération des dépôts par les banques et ce qu'elles perçoivent en contrepartie de leurs prêts.

Les déposants peuvent être des personnes, des ménages, des entreprises financières et non financières, des États ou des collectivités locales. Il en va de même pour les emprunteurs. Les dépôts peuvent être à vue (cas d'un compte courant) ou disponibles avec certaines restrictions (dépôts d'épargne et à terme).

De manière général, le rôle du secteur financier est d'assurer le financement des agents déficitaires en mobilisant les ressources des agents ayants des capacités de financement. En d'autres termes, le secteur financier joue le rôle d'intermédiation entre les agents à besoin de financement et ceux à capacité de financement.

I.1.3. Institutions comme catalyseur du développement financier

La croissance économique n'est pas le seul déterminant du développement financier et plusieurs autres déterminants sont identifiés par la littérature et ils sont de deux catégories dont la première correspond aux institutions légales et économiques (les règles de droit, l'effectivité de leur application et la supervision bancaire) et la deuxième aux facteurs politiques, économiques et structurels (les groupes de pression, la qualité de la politique macroéconomique, l'importance des banques publiques et celle des banques étrangères).

L'importance des institutions dans le développement financier a été largement discutée dans la littérature empirique. Plusieurs chercheurs à l'instar d'Acemoglu et al. 1998, Zingales (1998) ont employé des techniques empiriques pour montrer le lien entre développement financier et certains facteurs institutionnels. La qualité des institutions est susceptible d'affecter le développement financier via la capacité du secteur financier à canaliser les ressources pour financer les activités productives. Ainsi en l'absence d'un cadre et d'une supervision adéquats, la capacité du secteur financier à mobiliser des fonds pourrait être lourdement minée par un manque de confiance de la part des dépositaires.

Ce qui entrainera le transfert des fonds à l'étranger et généralement au détriment des opportunités fiables d'investissements. De plus une meilleure qualité des institutions réduit considérablement les coûts de transactions auxquels les agents économiques font face et conduit à des résultats plus efficaces (North, 1990, 1991).

Le rôle des institutions dans l'efficacité du secteur financier relève de la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI). Selon cette dernière, les facteurs institutionnels et politiques constituent un déterminant important de l'évolution du secteur financier et du développement économique. Il s'agit donc des institutions légales et économiques qui jouent un rôle primordial dans l'efficacité du secteur financier. La qualité des institutions a un effet positif sur le crédit au secteur privé fournie par les banques et sur la capitalisation boursière. Yartey (2008) va dans le même sens et montre que la qualité institutionnelle est un déterminant important de développement du marché boursier dans les économies émergentes. Les institutions légales ici sont les règles de droit et l'effectivité de l'application de la loi tandis que les institutions économiques concernent le système de supervision et de régulation bancaire.

NORTH (1990), précise que les institutions comprennent toute forme de contraintes que les êtres humains conçoivent pour encadrer les interactions humaines. Ces contraintes incluent ce qui est interdit de faire (aux individus) et parfois dans quelles conditions quelques individus sont autorisés à entreprendre certaines activités.

Le rôle de la qualité des institutions est fondamental pour assurer la croissance et la stabilité du secteur financier d'autant plus qu'il revient aux institutions à assurer la régulation macroéconomique. En réalité, si les institutions politiques ne sont pas capables d'instaurer la rigueur nécessaire dans la gestion du crédit et des finances publiques, le développement financier s'en trouvera gravement affecté. D'où l'importance du rôle de la banque centrale et de l'Etat.

Pour avoir un environnement institutionnel viable, les autorités monétaire (banque centrale) et politique (l'Etat) doivent jouer pleinement leur rôle : La banque centrale joue un rôle déterminant pour stimuler le développement financier et l'efficience des structures du secteur financier. Un bon environnement légal et un bon système de régulation des banques ont un impact favorable sur le niveau du développement financier et sur sa capacité à contribuer pleinement à la croissance. L'Etat joue un rôle fondamental surtout pour assurer la bonne gouvernance économique tout en luttant contre la corruption qui a des impacts négatifs sur le secteur financier.

La corruption affecte le niveau de croissance à travers les effets qu'elle entraine sur le niveau d'investissement, raison pour laquelle les autorités politiques doivent investir dans la lutte contre la corruption et entreprendre des réformes visant à éradiquer ce phénomène, Mauro (1995).

I.1.4. Les indicateurs du développement financier

Un indicateur de développement financier doit évaluer l'efficience avec laquelle les intermédiaires parviennent à mobiliser et à allouer l'épargne disponible dans l'économie vers les projets d'investissement (Cezar, 2012). Ainsi, plusieurs indicateurs du développement financier sont analysés. En effet, le ratio M2/PIB pris comme indicateur du développement financier traduit son effet sur le développement de la monétarisation de l'économie (McKinnon, 1993). Une augmentation de ce ratio reflète donc la monétarisation des transactions que le degré d'intermédiation financière. On l'appelle aussi le ratio de liquidité et il mesure la dimension de l'intermédiation financière à travers le volume des engagements liquides (monnaie, dépôts à vue et dépôts à terme des intermédiaires financiers bancaires et non bancaires du système financier) divisé par le PIB. C'est un indicateur qui a été retenu par Levine (1996) lors de la mesure du niveau du développement financier. Dans cette perspective, il est à signaler que le ratio des passifs liquides du système financier M3/PIB est beaucoup préféré au ratio M2/PIB du fait qu'il capte mieux le degré de liquidité du système financier. C'est le rapport du passif liquide de l'économie au PIB. Le passif liquide est une mesure de l'approfondissement financier. Ainsi, lorsque ce dernier est élevé cela implique un secteur financier plus large et un développement plus important de l'intermédiation financière (McKinnon, 1973).

De la part de Levine (1996), Le ratio du crédit accordé aux entreprises privées rapporté au PIB nominal est un indicateur du crédit octroyé au secteur privé. Ce ratio constitue une mesure plus précise de l'intermédiation financière. C'est un indicateur très souvent utilisé pour évaluer l'allocation des ressources financières, une possibilité que le ratio M2/PIB n'offre pas. Un secteur financier qui canalise les crédits vers le secteur privé est donc plus développé que celui qui fait le contraire. Panizza (2012) a prouvé que l'effet marginal du développement financier sur la croissance du PIB devient négatif lorsque le crédit au secteur privé atteint 110% du PIB et que la finance commence à avoir un effet négatif sur la croissance de la production lorsque le crédit représente plus de 100% du PIB. Dans les pays en développement, le développement financier se produit à travers le système bancaire.

Par conséquent, dans ces pays, le crédit au secteur privé est un meilleur indicateur de développement financier. Il a été utilisé pour la première fois par Levine (1998).

L'autre indicateur concerne la répartition des crédits entre la banque centrale et les banques de dépôts (% des crédits accordés par les banques de dépôts). Cet indicateur traduit l'idée selon laquelle plus la part des banques dans le crédit distribué est élevée, plus le système financier est efficient dans la mesure où les banques commerciales offrent des services financiers aux investisseurs. L'augmentation de cet indicateur améliore la qualité de l'intermédiation financière et exerce une influence positive sur la croissance économique, Levine (1996).

Enfin, il est nécessaire de mettre l'accent sur la répartition du crédit bancaire entre le secteur public (administration, entreprises publiques) et le secteur privé. Ce qui est à retenir sur cet indicateur est que, un secteur financier qui accorde plus de crédits aux entreprises privées est plus engagé dans le contrôle de ces dernières et des dirigeants dans le but de prémunir contre le risque d'insolvabilité, d'assurer la mobilité des capitaux vers le meilleur emploi possible, contrairement au secteur financier réprimé qui met des crédits dans les entreprises publiques et de l'Etat non rentables, Levine (1996). Le secteur financier qui canalise donc l'épargne essentielle vers le secteur public ne favorise pas la croissance et le cas contraire concerne celui qui canalise plus d'épargne vers le secteur privé comme nous l'avons déjà signalé ci haut.

L'important est aussi de signaler l'autre indicateur du développement financier qui est celui du rapport du volume d'actifs bancaires au PIB selon TRUNC (1999).

Cependant, certains auteurs comme Cezar (2012) soutiennent que le développement financier est aussi étroitement corrélé à la qualité des informations disponibles et l'efficacité des systèmes juridiques et à leur pouvoir d'imposer un cadre respectueux des lois, des contrats et de la propriété. C'est ainsi que nous signalons l'existence d'un indice de développement financier agrégé (FD).

En effet, l'indice de développement financier (FD) est un classement relatif des pays en fonction de la profondeur, de l'accès et de l'efficacité de leurs institutions financières et de leurs marchés financiers. Il s'agit d'un agrégat de l'indice des institutions financières et de l'indice des marchés financiers.

- L'indice des institutions financières (IF) est un agrégat de :

- L'indice de profondeur des institutions financières (FID), qui compile des données sur le crédit bancaire au secteur privé en pourcentage du PIB, les actifs des fonds de pension par rapport au PIB, les actifs des fonds communs de placement par rapport au PIB et les primes d'assurance, l'assurance vie et l'assurance non-vie par rapport au PIB.
- L'indice d'accès aux institutions financières (FIA), qui compile des données sur les agences bancaires pour 100 000 adultes et les distributeurs automatiques de billets pour 100 000 adultes.
- L'indice d'efficience des institutions financières (FIE), qui compile des données sur la marge nette d'intérêts du secteur bancaire, l'écart entre les prêts-dépôts, les revenus autres que d'intérêts par rapport au revenu total, les frais généraux par rapport au total des actifs, le rendement des actifs et le rendement des capitaux propres.

- L'indice des Marchés Financiers (FM) est l'agrégat de :

- L'indice de profondeur des marchés financiers (FMD), qui compile des données sur la capitalisation boursière par rapport au PIB, les actions négociées par rapport au PIB, les titres de créance nationaux des gouvernements par rapport au PIB et le total des titres de créance des entreprises financières et non financières par rapport au PIB.
- L'indice d'accès aux marchés financiers (FMA), qui compile des données sur le pourcentage de capitalisation boursière en dehors des 10 plus grandes entreprises et le nombre total d'émetteurs de dette (nationaux et externes, sociétés non financières et financières) pour 100 000 adultes.
- L'indice d'efficience des marchés financiers (FME), qui compile des données sur le taux de rotation des marchés boursiers (actions négociées par rapport à la capitalisation).

I.1.5. L'inflation frein du développement financier

L'inflation a un impact négatif sur le secteur financier pour plusieurs raisons, ce qui se justifie par le fait qu'une forte inflation est généralement le signal d'une grande instabilité macroéconomique et génère des imperfections dans l'information et les incertitudes sur la rentabilité des projets d'investissement, Roussou et Wachtel (2002). Cependant, ces imperfections de marché nuisent au secteur financier dans l'une de ses principales fonctions qui est d'allouer le capital efficacement. Une augmentation du taux d'inflation entraine une baisse du taux de rendement réel non seulement de la monnaie, mais aussi des actifs en général.

L'impact sur l'offre et la demande des fonds prêtables n'est pas le même. Du côté de l'offre des fonds prêtables, les agents économiques sont moins incités à épargner par crainte de voir leur épargne rongée par l'inflation (à moins que les banques ajustent le taux de rémunération des dépôts sur l'inflation). Du côté de la demande des emprunteurs auront tendance à demander beaucoup plus de crédits puisqu'ils espèrent payer moins en termes réels dans le futur. Roussou et Wachtel (2002) ont montré que l'effet du développement financier sur la croissance est sensiblement réduit dans les pays à forte inflation, qui sont généralement des pays à faible niveau de développement économique.

Section 2. Littérature sur croissance économique

I.2.1. Concept de croissance économique

La croissance économique correspond à l'accroissement de la quantité de biens et de services produits dans un pays au cours d'une période donnée, généralement une année. Les chroniqueurs économiques parlent ainsi d'accélération ou de ralentissement de la croissance pour caractériser une année particulière.

Cependant, un certain nombre d'auteurs ont défini la croissance économique ; selon Perroux (1966), la croissance économique est « l'augmentation soutenue durant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global brut ou net, en termes réels ». Pour lui, il existe deux possibilités de croissance : la croissance progressive (quand la croissance économique est supérieure à la croissance démographique ; c'est une croissance qui entraîne le développement) et la croissance régressive (inverse de la croissance progressive) n'entraîne pas obligatoirement le développement).

Selon Bourdon et Martos (1985) : « la croissance économique est un processus complexe auto-entretenu d'évolution à long terme qui se traduit par une transformation des structures de la société. Elle est mesurée par les variations d'un indicateur de production exprimée en volume du PIB réel ».

Selon Jacques Muller (1971) : « la croissance économique est une notion purement quantitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesurer ».

La croissance décrit ainsi un phénomène plus restreint que le processus de développement, lequel intègre généralement, au-delà du revenu par tête, l'espérance de vie et le niveau d'éducation. Sur la base de l'histoire des pays dit développés, la croissance apparaît comme la condition sine qua non du développement.

Par ailleurs, la croissance n'est qu'une des composantes du développement qui est une notion plus abstraite et qualitative. Il peut donc y avoir croissance sans développement et inversement. Selon François et Perroux (1966), « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». Le terme « croissance » s'applique alors plus particulièrement aux économies déjà développées.

Solow (1994) a été le premier à proposer un modèle formel de la croissance. D'inspiration néoclassique, ce modèle se fonde sur une fonction de production à deux facteurs : le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (moyens de production) et de travail (main d'œuvre). Le modèle de Solow se fonde sur l'hypothèse que les facteurs de production connaissent des rendements décroissants, c'est-à-dire qu'une augmentation de ceux-ci dans une certaine proportion engendre une augmentation dans une proportion plus faible de la production. Il pose également comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. Dans le modèle de Solow (1994),l'augmentation la quantité de capital augmente la croissance, les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches (ils ont en effet accumulé moins de capital et connaissent donc des rendements décroissants plus faibles), les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production (ce point correspond à l'état stationnaire; en fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs).

Toutefois, ce progrès technologique est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas, mais le considère comme donné. Ce constat a incité les économistes Romer (1986) et Lucas à développer des modèles dans lesquels les déterminants de la croissance sont endogènes, donc l'apparition de la nouvelle théorie de la croissance ou la théorie de croissance endogène a mis l'accent sur l'existence des externalités technologiques et de connaissances qui viennent contrebalancer les effets des rendements décroissants, donc l'accumulation du capital peut bien rendre compte d'une croissance soutenue.

Dans les années 1940, deux économistes (Boismenu et Dostaler) se réclamant de l'école keynésienne proposent des modèles de croissance qui reprennent certaines idées de Keynes et les prolongent dans le long terme.

A cette vision pessimiste donnée par les modèles keynésiens a succédé, au milieu des années 1950, une présentation plus optimiste de (Solow, 1956).

Il décrit un modèle de croissance naturelle. Autrement dit, la croissance peut être optimale avec l'intervention externe (publique) dans l'optique que les keynésiens militent l'intervention de l'Etat dans les activités économiques.

Dans les années 1980 apparaissent les théories de la croissance endogène avec des auteurs tels que (Romer, 1990) et (Lucas, 1988) qui vont remettre en cause certaines conclusions du modèle de Solow. Il s'agit de la prise en compte des externalités et du capital humain dans l'explication de la croissance.

Cependant, croissance et développement sont deux notions différentes. En effet, François Perroux (1961), défini le développement comme étant « la *combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global »* : le développement est donc un phénomène qualitatif de transformation de la société. À l'inverse, la croissance mesure l'accroissement de la richesse créée. Pour favoriser la croissance économique, il faut en comprendre le mécanisme et en connaître les facteurs déterminants, mission que se sont donnés les économistes depuis plusieurs années. Ainsi, dans le souci de toujours mieux comprendre les facteurs qui déterminent la croissance économique, les économistes ont depuis plusieurs décennies, sous les travaux pionniers de l'économiste Schumpeter (1912), cherché à expliquer la relation qui existe entre les deux termes, développement financier et croissance économique.

I.2.2. La mesure de la croissance économique

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus courant est le Produit Intérieur Brut (PIB). Il offre une certaine mesure quantitative du volume de la production. Afin d'effectuer des comparaisons internationales, on utilise généralement la parité du pouvoir d'achat qui permet d'exprimer le pouvoir d'achat d'une monnaie de référence.

Il existe plusieurs indicateurs économiques pour mesurer la croissance à savoir :

- Le Produit Intérieur Brut (PIB) : agrégat représentant le résultat final des unités productives résidentes ; il vise à mesurer la richesse produite par les agents économiques résidents au cours d'une période donnée.
- Le Produit National Brut (PNB) : agrégat qui comptabilise la production des facteurs de production nationaux qu'ils soient produits par les résidents ou les non-résidents.
- PNB=PIB + Revenu reçu du reste du monde – Revenu verser au reste du monde
- Le Revenu National (RN) : encore appelé produit intérieur net, c'est un indicateur qui mesure la richesse créée nette de celle qui a été détruite au cours de la production.

  RN=PIB – Amortissements

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une longue période. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut (PIB). Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB. On utilise souvent la croissance du PIB par habitant comme indication de l'augmentation de la richesse individuelle, assimilée au niveau de vie (à distinguer de la qualité de vie).

I.2.3. La formation Brute de Capital Fixe

La formation brute de capital fixe (investissement) : elle correspond à la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents, c'est-à-dire l'investissement réalisé par l'ensemble des secteurs institutionnels. Pour une entreprise, cela correspond à un bien dont l'utilisation interviendra au moins un an dans la production. L'acquisition d'un logement par un ménage est également considérée comme un investissement.

I.2.4. Le Produit Intérieur Brut par habitant et le bien être

Le PIB par habitant est avant tout un indicateur de production. Son objet n'est pas la mesure du bien-être, de la société, mais la mesure des productions économiques, marchandes et non marchandes (mais résultant d'une activité économique formelle et mesurable) réalisées au cours d'une période donnée

La répartition de la consommation entre les habitants importe évidemment (Fleurbaey, 2003). Mais comme la variation de la répartition du revenu, et donc de la consommation, est relativement limitée et lente, on peut considérer que le bien-être social varie comme le PIB par habitant.

La prise en compte de la répartition des revenus est sans doute importante dans le cas des comparaisons entre pays ou pour des évaluations de la croissance sur très longue période, mais il est vraisemblable qu'une première approximation, convenable, est procurée par la comparaison des PIB par habitant.

On peut contester cette manière de voir en faisant remarquer que le bien-être met en jeu beaucoup d'autres éléments des conditions de la vie des individus que la seule consommation de biens et de services économiques.

Mais il est difficile de dresser une liste finie des éléments dont il faudrait tenir compte. D'autre part on peut limiter l'ambition à la seule mesure du bien-être matériel et exclure a priori les éléments qui séparent la mesure du bien-être matériel de la mesure du bonheur. Cette restriction est assez naturelle et ne demande pas de justification approfondie. Dès lors on peut admettre l'hypothèse de base qui fait de la consommation la seule variable utile à la mesure du bien-être au sens purement matériel du terme. À cet égard, si le PIB n'est pas la variable la mieux adaptée, il constitue sans doute un proxy acceptable.

Section 3. Développement financier et croissance économique

I.3.1. Intermédiation financière et croissance économique

Le rôle du secteur financier est généralement de canaliser les ressources des épargnants vers les projets d'investissement. Ces derniers n'ont d'autre but que celui d'augmenter la croissance économique d'un pays. Par son offre de services de paiement et d'intermédiation, le secteur financier fait promouvoir une allocation efficace des ressources, RAMONA (2004). Selon ce dernier, les moyens par lesquels le secteur financier contribue à la croissance économique sont disponibles. Pour lui, le secteur financier améliore la sélectivité et la surveillance des destinateurs de fonds, encourage la mobilisation des épargnes sans oublier la diminution des coûts d'évaluation des projets d'investissement en facilitant leur surveillance.

En effet, ce secteur a pour rôle de gérer les moyens de paiement et de mettre à disposition les liquidités nécessaires pour le bon fonctionnement de l'économie. Le secteur bancaire, en assurant la liquidité permet aux épargnants de détenir des dépôts bancaires plutôt que des actifs

liquides improductifs à long terme. L'existence d'intermédiaires financiers réduit le risque économique mais assure un rendement élevé des investissements, ce qui donne une croissance plus forte à un pays.

I.3.2. Rôle du crédit bancaire dans le développement économique

Selon CAUDAMINE (1998), le crédit vient du mot latin « credut » qui veut dire croire. Le mot crédit signifie avoir confiance et surtout avoir confiance en l'avenir. Il est aussi défini comme une opération par laquelle un établissement de crédit met ou promet de mettre à la disposition d'un client une somme d'argent, moyennant intérêts et frais, pour une durée déterminée ou indéterminée. (Lorsque le crédit est dit gratuit, les frais et les intérêts sont nuls). L'on pourrait discuter à perte de vue sur le rôle du crédit dans la vie économique nationale et internationale. En effet, les producteurs doivent faire face à des dépenses plus ou moins importantes pour la mise en marche et le fonctionnement normal de leurs exportations.

Il leur faut disposer de locaux convenables, d'un matériel suffisant qui devra être entretenu, perfectionné sans cesse et renouvelé après un certain temps.

L'achat des matières premières les oblige à décaisser des sommes parfois considérables. En plus, il leur faut couvrir régulièrement les frais qu'entraîne la fabrication. Enfin, lorsque celle-ci est déterminée, il leur reste à trouver acquéreur pour leurs produits, ce qui prend un certain temps pendant lequel leurs ressources sont immobilisées.

En recourant au crédit bancaire, les producteurs se procurent les moyens de compléter leurs ressources propres, lorsqu'ils doivent procéder à l'achat de matériel ou de matière première. S'il n'est pas lui-même directement producteur de richesse le crédit bancaire constitue cependant un puissant stimulant pour la création de biens, car il intensifie l'activité des producteurs. Nous ajoutons que le crédit bancaire joue un rôle très important dans la mesure où ceux qui en ont demandé travaille attentivement pour ne pas encaisser des pertes, ce qui fait amener une hausse production. De plus, il est à souligner que ce crédit joue un grand rôle quand il est distribué au secteur privé qu'au secteur public, ce premier est un secteur considéré de production.

I.3.3. Relation entre développement financier et croissance économique

D'après Peltier (2004) : « Le lien de causalité entre développement financier et croissance économique est évidemment réciproque. Cependant, alors que l'influence du développement économique sur l'approfondissement financier paraît prédominante lorsque le processus de développement du pays est arrivé à maturité, celle du développement financier sur la croissance économique semble dominée dans les pays émergents… »

Schumpeter (1911)**,** fut l'un des premiers économistes à prendre l'importance sur les questions du secteur financier dans le développement d'une économie et, qui constate : « On ne peut devenir entrepreneur qu'en ayant été préalablement un débiteur… ». Il montre ici que l'atteinte de la croissance économique et du développement se réalise en grande partie par l'intermédiaire des crédits accordés aux agents à besoins de financement. Il est à signaler que ces crédits doivent s'orienter dans des projets de développement.

Gold Smith (1969) et McKinnon (1973) sont les tenants de l'école dite de la répression financière qui pensent que les services financiers jouent un rôle très important dans la croissance qui peut toutefois être limité par une action des autorités sur le prix ou l'allocation de crédits.

L'impact positif d'un secteur financier solide sur l'économie que ce soit au niveau de la productivité des entreprises, de l'accumulation du capital, de l'accroissement de l'épargne et de l'investissement ou de la croissance est largement reconnu. LEVINE (1996) recense cinq arguments qui peuvent fonder théoriquement l'existence d'une liaison positive et forte entre l'approfondissement financier et la croissance économique : le système financier faciliterait la protection contre le risque et le partage de celui-ci ; il permettrait une allocation optimale des ressources ;il permettrait un meilleur contrôle des dirigeants et de l'entreprise par les actionnaires ; il faciliterait la mobilisation de l'épargne domestique et enfin, la présence d'un système financier suffisamment développé faciliterait l'échange de biens et services. Selon les études de la Banque mondiale, une augmentation de 10% de la densité des circuits financiers (liquidités) s'accompagne d'une accélération de la croissance du PIB par habitant de 2,8%. Cependant, il existe les seuils pour lesquels le développement financier joue pleinement ce rôle de même que la croissance économique transmet son rôle au développement financier.

I.3.3.1. Relation entre le seuil de développement financier et la croissance économique

Certains auteurs montrent que l'impact du développement financier sur la croissance économique dépend du niveau de développement économique et du niveau de développement financier. Cela fait donc intervenir les niveaux de seuils pour lesquels le développement de l'un et l'autre joue pleinement son rôle.

I.3.3.1.1. Le niveau de développement économique comme variable seuil

Deidda et Fattouh (2002) ont étudié la présence d'effets de seuil entre le développement financier et la croissance, les résultats trouvés ont permis de conclure que le développement financier ne semble pas avoir d'impact sur la croissance dans les pays à faible revenu. Ce qui n'est pas le cas dans les pays à revenu élevé où il est promoteur de la croissance. Roussou et Wachtel (2002) ont montré que l'effet du développement financier sur la croissance est sensiblement réduit dans les pays à forte inflation, qui sont généralement des pays à faible niveau de développement économique.

Rioja et Valey (2004) ont aussi mené une étude sur les effets des seuils entre le développement financier et la croissance. Ils ont considéré qu'il existe deux seuils pour franchir le niveau de revenu national par habitant et ont supposé qu'il existe trois groupes de pays différents dans l'impact marginal du développement financier sur la croissance. Les résultats suggèrent que le développement financier a généralement un impact négatif mais non significatif sur la croissance dans les pays à faible revenu, alors que cet effet est positif et significatif dans les pays à revenu moyen et élevé. Gaytan et Rancière (2004) ont testé la présence d'effets de seuil dans la relation entre le développement financier et la croissance, leurs résultats montrent que l'impact du développement financier sur la croissance augmente avec le niveau de développement jusqu'à un certain seuil à partir duquel cet impact commence à s'affaiblir.

Beck (2013) a montré que la relation entre le développement financier et la croissance diffère d'un pays à l'autre et dépend de leur niveau de développement économique et que l'approfondissement financier réduit également la volatilité de la croissance économique.

I.3.3.1.2. Le niveau de développement financier comme variable seuil

Berthelemy et Varoudakis (1996) montrent que le développement financier n'a un impact positif et significatif sur la croissance que lorsque le ratio M2 / PIB dépasse un niveau de 21,6% pour les pays dont le taux de scolarisation dans le secondaire est supérieur à 6%.

Stiglitz (2000), constate une relation non linéaire entre le développement financier et la croissance économique. Aghion et Al. (2004) obtient des résultats totalement opposés. En effet, en regroupant les pays selon leur niveau de développement financier, l'auteur conclut que l'impact marginal du développement financier sur la croissance est une fonction décroissante du niveau de développement financier.

Les auteurs montrent qu'il existe un seuil critique de développement financier au-delà duquel les pays convergent vers le même taux de croissance économique. Au contraire, les pays en dessous de ce seuil divergent. D'autres travaux, comme celui de Khan et Senhadji (2003), confirment les résultats d'Aghion et al. (2004).

En effet, les auteurs constatent une relation en forme de U inversé du développement financier sur la croissance, qui diminue avec le niveau de développement financier. Rioja et Valev (2004b) ont montré que l'effet des seuils dans la relation entre le développement financier et la croissance économique dépend du niveau de développement financier.

Les auteurs considèrent trois groupes de pays en fonction du niveau de développement financier afin de déterminer le seuil de développement financier de manière endogène. Leurs résultats montrent que pour les faibles niveaux de développement financier, les résultats sont différents selon l'indicateur de développement financier ; l'effet du développement financier sur la croissance est parfois négatif, non significatif ou positif.

Cependant, pour les pays ayant un niveau de développement financier moyen et élevé, l'impact est positif et significatif, surtout pour les pays ayant un niveau de développement financier moyen. Rajan (2005) a examiné les dangers du développement financier en suggérant que la présence d'un système financier vaste et compliqué augmentait la probabilité d'un "effondrement catastrophique". Loayza et Rancière (2006) ont réconcilié ces deux conclusions en utilisant un modèle de correction d'erreurs de panel pour estimer conjointement les effets à court et à long terme de la profondeur financière.

Ils constatent que la relation positive à long terme entre la profondeur financière et la croissance économique coexiste avec une relation négative à court terme entre ces deux variables, et que cette relation négative à court terme est principalement due aux crises financières. La récente crise a également suscité des inquiétudes quant au fait que certains pays pourraient avoir des systèmes financiers "trop grands" par rapport à la taille de l'économie nationale.

L'idée qu'il puisse y avoir un seuil à partir duquel le développement financier affecte les rendements sociaux négativement est loin d'être nouvelle. Panizza (2012) détecte un impact non linéaire de la profondeur du secteur bancaire sur la croissance, et constate qu'il diminue progressivement à mesure que la profondeur augmente pour atteindre des niveaux très élevés.

En effet, lorsque le crédit du secteur privé dépasse 110 % du PIB, l'effet marginal d'un approfondissement supplémentaire sur l'activité économique devient négatif tant dans l'économie que dans l'industrie. Panizza (2012) suggère que l'effet marginal du développement financier sur la croissance du PIB devient négatif lorsque le crédit au secteur privé atteint 110 % du PIB.

En examinant un échantillon de 50 pays développés et en développement, Cecchetti et Kharroubi (2012) constatent que le niveau de développement financier ne stimule la croissance que dans une certaine mesure, à partir de laquelle il a tendance à la ralentir. Panizza (2012) fait état de résultats similaires. La finance commence à avoir un effet négatif sur la croissance de la production lorsque le crédit représente plus de 100 % du PIB. Beck et al. (2014), ont montré qu'un secteur financier surdimensionné peut conduire à une mauvaise allocation des ressources, à l'instabilité, à une concurrence imparfaite, à l'extraction de rentes, à une assurance implicite due aux renflouements et à des externalités négatives des services auxiliaires.

Aizenman, Jinjarak et Park (2015) ont observé la relation entre la profondeur financière et la croissance de la production. Ils ont confirmé que l'approfondissement financier entrave la croissance de la production dans plusieurs secteurs.

Les résultats confirment que l'impact de l'approfondissement financier sur la croissance peut être non linéaire, c'est-à-dire qu'il ne favorise la croissance que dans une certaine mesure avant d'être préjudiciable à la croissance.

I.3.4. L'impact du développement financier et de son instabilité sur la croissance économique

I.3.4.1. L'impact positif du développement financier sur la croissance économique

Le développement financier favorise le développement économique en exerçant une action sur le commerce ou l'intensité des échanges, d'une part, et sur le volume et la qualité de l'investissement, d'autre part.

L'inefficacité d'une économie sans monnaie est si évidente que la monétarisation des économies est apparue dès le premier stade du développement et, au cours de celui-ci, on a assisté à une sophistication de plus en plus grande des techniques de paiements accompagnant la substitution de la monnaie scripturale à la monnaie manuelle. En réduisant les délais et les coûts de transaction, la dématérialisation de la monnaie renforce les bénéfices de la monétarisation liés au développement des échanges et à la spécialisation des producteurs.

L'intermédiation financière agit favorablement sur l'épargne et sur l'investissement, de plusieurs manières. D'une part, les intermédiaires financiers, grâce à des économies d'échelle, réduisent les coûts d'information du financement externe et, ce faisant, accroissent le rendement implicite des placements tout en diminuant le coût des emprunts.

D'autre part, ils adaptent les actifs financiers aux préférences, souvent divergentes, des épargnants et des investisseurs. Ils le font en réduisant l'asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs, notamment parce qu'ils exercent un contrôle sur l'activité et la gestion des dirigeants d'entreprises.

Ils le font aussi en inventant de nouveaux actifs financiers, qui réduisent les risques attachés aux activités de prêts et d'emprunts, risques d'insolvabilité, d'illiquidité et de variation imprévue du prix des actifs (Banque Mondiale, 1989). Ils remplissent cette fonction, soit en s'interposant entre épargnants et investisseurs, soit en leur apportant assistance pour leurs interventions sur les marchés financiers.

Ainsi, les intermédiaires financiers ajustent-ils l'offre et la demande de financement à un niveau supérieur, autrement dit, ils augmentent le volume de l'épargne investie. Simultanément ils améliorent la sélection des investissements et donc la productivité marginale du capital. On considère en général que l'intermédiation financière devrait avoir un impact plus important sur la productivité du capital que sur le volume de l'épargne et de l'investissement.

En effet, il est théoriquement possible que la réduction des risques attachés aux placements réduise l'épargne de précaution ; il se peut aussi que la hausse du rendement de l'épargne ait un effet négatif sur son volume si l'effet de revenu l'emporte sur l'effet de substitution entre épargne et consommation.

En revanche, pour de petits producteurs qui n'ont pas accès au crédit des banques et financent leur investissement par autofinancement, le fait de pouvoir déposer leur épargne dans une banque en touchant un intérêt est un stimulant à l'investissement, puisque cela réduit le coût de la constitution de l'encaisse préalable à l'investissement. Les encaisses jouent alors un rôle de « conduit » pour l'investissement (McKinnon, 1973).

Les économies en développement sont en général des « économies d'endettement », en ce sens que la plus grande part du financement externe des entreprises est le fait des intermédiaires financiers. C'est seulement lorsqu'elles ont atteint un certain niveau de développement qu'apparaissent les marchés financiers sur lesquels les entreprises peuvent vendre des titres, certes aux intermédiaires financiers, mais aussi directement aux épargnants.

La création de marchés financiers a l'avantage d'offrir aux investisseurs et aux épargnants une panoplie plus riche d'actifs financiers (elle participe à la diversification financière), permettant une meilleure mutualisation des risques ; elle brise d'une certaine façon le monopole des intermédiaires financiers qui, en l'absence de concurrence, encouragent les entreprises à réaliser des projets peu innovateurs et donc peu risqués, en prélevant des rentes importantes (Khan et Senhadji, 2003).

I.3.4.2. Impact négatif du développement financier sur la croissance économique par l'instabilité financière

De nombreux auteurs identifient l'instabilité financière comme la principale source de la relation défavorable entre le développement financier et la croissance. En effet, l'instabilité financière étant préjudiciable à la croissance économique, on peut facilement conclure que, compte tenu du lien positif entre l'instabilité financière et le développement financier, ce dernier pénaliserait la croissance. Bonifiglioli et Mendocine, (2004) ont conclu que l'instabilité financière est préjudiciable à la performance économique et que l'effet d'une crise financière est plus dangereux pour les pays moins développés et les économies fermées en raison d'institutions de faible qualité par rapport aux économies libéralisées et ouvertes. En effet, lorsque les crises financières surviennent, elles peuvent avoir de profondes répercussions. Elles peuvent aggraver un ralentissement économique, déclencher un exode de capitaux et faire baisser les taux de change. Elles peuvent perturber l'intermédiation financière et nuire à la conduite de la politique monétaire.

Bekaert et al. (2005) constatent que l'effet direct de la libéralisation financière sur la croissance est positif, tandis que l'effet indirect, via une plus grande probabilité de crise, est négatif. Les résultats obtenus par Loayza et Rancière (2006) suggèrent une relation positive entre la finance et la croissance à long terme par opposition à une relation négative à court terme. Ils estiment que cette évolution de l'impact du développement financier sur la croissance économique entre le court et le long terme est fortement liée à la fragilité financière qu'ils mesurent à travers la récurrence des crises financières et la volatilité de l'indicateur de développement financier. De la part de Guillaumont et Kpodar (2004), ils intègrent le phénomène de l'instabilité financière dans l'analyse de l'impact du développement financier sur la croissance. Ils montrent que l'effet positif du développement financier sur le taux de croissance économique est réduit de 58% en raison de l'instabilité financière. Rancière, Tornell et Westermann (2006) ont décomposé les effets de la libéralisation financière en deux éléments : un effet direct positif sur la croissance et un effet indirect négatif à travers les crises.

Selon ces auteurs, il existe deux visions opposées de la libéralisation financière : d'une part, la libéralisation financière renforce le développement financier et contribue à la croissance économique à long terme ; d'autre part, elle entraîne des crises de plus en plus fréquentes.

I.3.5. Développement financier, Technologie de l'Information et de la Communication et Croissance économique

Le secteur financier semble être l'un des secteurs où le phénomène de diffusion et d'adoption des TIC est le plus spectaculaire. Ce constat a suscité de nombreuses réflexions d'une part sur le rôle des TIC dans le développement financier lui-même et d'autre part sur le rôle interactif des TIC et du développement financier sur la croissance économique.

Levine (2001) dans ses travaux montre que le développement du secteur financier et la diffusion des TIC peuvent conjointement affecter la croissance économique par l'accumulation de capital, l'innovation technologique, la réduction des imperfections du marché des capitaux et l'asymétrie de l'information entre différents agents économiques. Allen et al. (2018) concluent que les technologies de la finance électronique réduisent l'asymétrie d'information car elles réduisent les coûts de communication, de calcul et de traitement des données, permettant ainsi aux acheteurs et aux vendeurs d'actifs financiers d'avoir un accès plus égal à l'information.

Les travaux de Shamim (2007) montrent que le développement financier, accompagné par une meilleure infrastructure de télécommunication, est positivement associée à la croissance économique à long terme. En effet, il existe un courant de littérature en plein essor qui maintient que le faible niveau du développement financier dans les pays en développement est due à l'asymétrie de l'information (Gajigo, Triki, & Drammeh, 2014; Asongu, 2015).

Relativement à l'efficacité du système financier, un autre courant de littérature a récemment mis en exergue le rôle déterminant des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans le partage d'informations entre les acteurs du marché dans divers secteurs des pays en développement. Parmi les avantages, les auteurs pointent la réduction des coûts de marketing, une participation plus accrue au marché des différents acteurs (Muto & Yamano, 2009) et une réduction de l'asymétrie de l'information (Aminuzzaman, Baldersheim, & Jamil, 2003).

Ainsi les TIC à travers une forte pénétration du téléphone mobile et d'Internet réduisent les asymétries de l'information (Andonova, 2006) et peuvent impacter positivement l'efficacité du système financier en réduisant les coûts de transaction.

Sepehrdoust (2018), étudiant l'impact des TIC et du développement financier sur la croissance des pays de l'OPEP pour la période 2002-2015 montre qu'une augmentation de 1% de l'indice de développement financier et de l'indice des TIC entraînait une augmentation de la croissance économique de 0,048% et 0,050%, respectivement.

Section 4. Résultats empiriques sur contribution du développement financier sur la croissance économique

De nombreux travaux empiriques défendent l'idée selon laquelle le développement financier affecte la croissance économique. C'est par exemple, Levine, Loayza et Beck (2000), qui, en travaillant sur un échantillon de 16 pays développés et en développement sur la période allant de 1960 à 1995 et en utilisant la méthode de moment généralisée (GMM) en Panel dynamique avec un découpage en sept périodes de cinq ans, arrivent à la conclusion selon laquelle, le développement financier affecte positivement la croissance économique sans distinction du niveau de développement.

Posant la même problématique dans le cas de 40 PED sur la période 1976-1998 et utilisant les données de panel, d'autres auteurs comme Beck et Levine (2004) étudient l'impact du développement des activités bancaires et celui du développement du marché boursier et

montrent que le développement de ces activités exerce un effet positif sur la croissance économique de ces pays. Pour le faire, ils mesurent le développement financier par le volume des crédits accordés au secteur privé en proportion du PIB.

Ranjan et Zingales (1998) analysent également ce lien. En utilisant des données de panel sur les différents secteurs industriels de 41 PED sur la période allant de 1980 à 1990. Ils arrivent également au résultat selon lequel, le développement financier stimule la croissance économique. Tout récemment, Babacar et Ibrahima (2019) ont testé la relation entre finance et croissance dans les pays de l'Afrique subsaharienne sur la période allant de 1990 à 2011, en considérant dans leur échantillon les pays dotés d'un marché financier développé. Ils utilisent la méthode de Granger, et arrivent au résultat selon lequel le développement financier à travers les banques ou les marchés financiers affecte positivement la croissance économique.

Contrairement à la thèse orthodoxe qui soutient l'idée selon laquelle le développement financier affecte positivement la croissance économique et de manière automatique, les défenseurs de la deuxième thèse, quant à eux, démontrent que ce dernier ne conduit pas toujours à la croissance économique dans les PED.

Ils justifient que cette croissance ne sera possible que si et seulement si certaines conditions sont réunies telles que la stabilité financière, la bonne gouvernance, l'égalité de revenu et même l'allègement des conditions de crédit à l'investissement.

Ainsi, quant à Eggoh (2010), le développement financier affecte positivement la croissance économique à court terme lorsqu'il y a la stabilité financière. L'auteur ajoute également que le développement financier favorise la croissance économique à travers la diversification du risque, le contrôle du système bancaire, l'amélioration de l'intermédiation et la réduction de l'asymétrie d'information.

Pour Kpodar (2006), dans un contexte d'instabilité financière, l'effet du développement financier sur la croissance économique est moindre. En plus, l'auteur considère l'existence d'effets de seuil dans la relation entre le développement financier et la croissance économique. Selon lui, il existe un seuil minimum de développement économique en dessous duquel le développement financier n'a pas d'effet significatif sur la croissance économique, principalement à cause de la faiblesse de l'épargne et de la rentabilité des investissements.

Christophe (2015), quant à lui pense plutôt que le développement financier affecte positivement la croissance économique, si et seulement si, la qualité de la gouvernance est bonne. C'est ainsi qu'il ajoute que dans un environnement institutionnel adéquat, le développement financier stimule la croissance économique. Les travaux de Kpodar (2005) s'inscrivent également dans la même lignée. Ils montrent que les faiblesses de l'environnement institutionnel légal, de la maitrise de la corruption, la supervision bancaire et les mauvaises performances économiques ne favorisent pas les externalités positives du développement financier sur la croissance économique. Ceci se traduit généralement par la fragmentation ethnolinguistique, les crises bancaires permanentes, la persistance de l'interventionnisme public dans le secteur financier et explique l'effet non significatif du développement financier sur la croissance économique dans les PED.

De leur côté, Minea et Villieu (2010) stipulent que lorsque la qualité des institutions dépasse un certain seuil, la relation entre finance et croissance économique est positive. Cela peut s'expliquer par le fait que le développement financier abaisse les coûts de transaction sur l'investissement privé, mais réduit également les recettes destinées aux investissements publics. Par conséquent, il est favorable à la croissance économique si seulement si la qualité des institutions est suffisante pour permettre de collecter suffisamment les impôts, nécessaires au financement des dépenses publiques.

Ainsi, De Gregorio et Guidotti (1995) travaillant sur un échantillon composé de 12 pays d'Amérique Latine sur la période de 1960-1985, constatent que le développement financier favorise la croissance économique dans ces pays que si et seulement si, ces derniers disposent d'un cadre règlementaire adéquat. Demetriades et Law (2006) examinent également ce lien dans un échantillon composé de 72 pays développés et en développement sur la période allant de 1978-2000. Ils constatent que l'effet du développement financier sur la croissance économique est insignifiant dans les pays dotés d'une faible qualité institutionnelle. D'après ces auteurs, le développement financier ne pourra produire un effet positif sur la croissance économique que si ses pays sont dotés des institutions de bonne qualité.

De même, Bisimwa (2021) examine également l'effet du développement financier sur la croissance économique de 14 pays d'Afrique sub-saharienne pour la période allant de 1995 à 2018. Il teste le rôle modérateur de l'instabilité financière et la qualité de gouvernance sur ces économies à l'aide de la méthode GMM en panel dynamique.

Il arrive au résultat selon lequel le développement financier influence positivement la croissance économique si et seulement si l'instabilité financière est moindre et la qualité de la gouvernance est bonne.

D'autres auteurs par contre ont mis l'accent sur l'intégration financière, la profondeur du système financier et la volatilité macroéconomique. Par exemple Abdoullahi (2016) étudie la relation entre le développement financier et la croissance économique à travers l'intégration financière et un éventail d'indicateurs de développement financier. L'étude porte sur un échantillon de 30 pays de l'Afrique sub-saharienne sur la période de 1976 à 2010. Elle conclut que le développement financier agit positivement sur la croissance économique à travers l'impact positif de l'intégration financière. Cette dernière agit sur la concurrence dans la finance, sur l'allocation des capitaux et sur les comportements des entreprises. Ces effets microéconomiques ont des répercussions macroéconomiques et par conséquent sur les conditions de la croissance économique.

Ibrahim et Alagidede (2017) quant à eux, examinent le rôle du développement financier dans la volatilité du cycle économique sur un échantillon de 33 pays de l'Afrique Subsaharienne au cours de la période allant de 2004 à 2011. Ils concluent que l'influence du développement financier sur la croissance économique dépend de l'héritage juridique.

Les pays d'héritage juridique anglais ont un développement du secteur financier plus élevé à la fois en termes d'activité financière et d'efficacité bancaire et sont accompagnés d'une forte croissance économique alors que les pays d'héritage juridique français ont un développement du secteur financier faible se traduisant par un faible taux de croissance économique.

Beck et al (2012) prennent appui sur un échantillon de pays développés et émergents, et parviennent à la conclusion que le DSF n'influence pas significativement la croissance lorsque le crédit est alloué aux ménages. Berthélemy et Varoudakis (1998) montrent à travers une étude sur 82 pays que ce résultat est valable en période post réformes financières. Les travaux de Kuipou et al. (2015), Ngongang (2015), Tochukwu et Ajibola (2019) portant sur les pays de l'ASS aboutissent à l'absence de l'effet significatif du DSF sur la croissance. Ce résultat obtenu à l'aide de la MMG serait lié au sous-développement des systèmes financiers ou à l'instabilité des taux de croissance (Ngongang, 2015) et à l'absence de la bonne gouvernance dans cette région (Kuipou et al. 2015).

Notre travail n'est pas loin de ces travaux qui montrent que l'effet du développement financier sur la croissance économique dépend de la réunion d'autres conditions, raison pour laquelle nous utilisons l'effet d'interaction entre le développement financier et les variables institutionnelles ainsi que celles qui captent les TIC.

Conclusion du premier chapitre

Le premier chapitre, après l'introduction générale, a porté sur la partie théorique concernant le développement financier et la croissance économique. En effet, les théories recueillies parlent du secteur financier et de la croissance économique et les idées des différents auteurs montrent l'importance jouée par ce secteur sur la croissance économique des pays.

En ce qui est des effets du développement financier sur la croissance économique, certains auteurs trouvent que le développement financier a des effets positifs sur la croissance économique mais sous certaines conditions. C'est ainsi qu'ils acceptent une contribution négative ou non significative dans les pays pauvres. Ils constatent que l'effet du développement financier sur la croissance économique est insignifiant dans les pays dotés d'une faible qualité institutionnelle. D'après ces auteurs, le développement financier ne pourra produire un effet positif sur la croissance économique que si ses pays sont dotés des institutions de bonne qualité.

D'autres auteurs comme Aghion et al. (2004) montrent qu'il existe un niveau de seuil au-delà duquel l'impact du développement financier sur la croissance économique devient négatif. De même, d'autres auteurs ont montré que le développement financier ne semble pas avoir d'impact sur la croissance dans les pays à faible revenu. En revanche, il est un promoteur de la croissance dans les pays à revenu élevé.

Dans ce chapitre, nous avons aussi montré que les TIC à travers une forte pénétration du téléphone mobile et d'Internet réduisent les asymétries de l'information (Andonova, 2006) et peuvent impacter positivement l'efficacité du secteur financier en réduisant les coûts de transaction. Il est très important de signaler que les résultats empiriques de notre travail nous ont mené à constater l'existence d'une contribution soit positive soit négative du développement financier sur la croissance économique, cela dépendant de plusieurs facteurs.

Le but ainsi de ce chapitre était de montrer les diverses théories des différents auteurs en ce qui concerne le développement financier et la croissance économique en général et, comme notre espace d'étude est l'Afrique subsaharienne, c'est ainsi que nous avons développé notre sujet dans le second chapitre intitulé, état des lieux du développement financier et croissance économique au sein des pays de l'Afrique subsaharienne qui analyse d'une façon descriptive l'évolution de quelques indicateurs du développement financier, de la croissance économique ainsi que la relation entre les variables du secteur réel et celles du secteur monétaire.

CHAPITRE II. ETAT DES LIEUX DU DEVELOPPEMENT FINANCIER ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

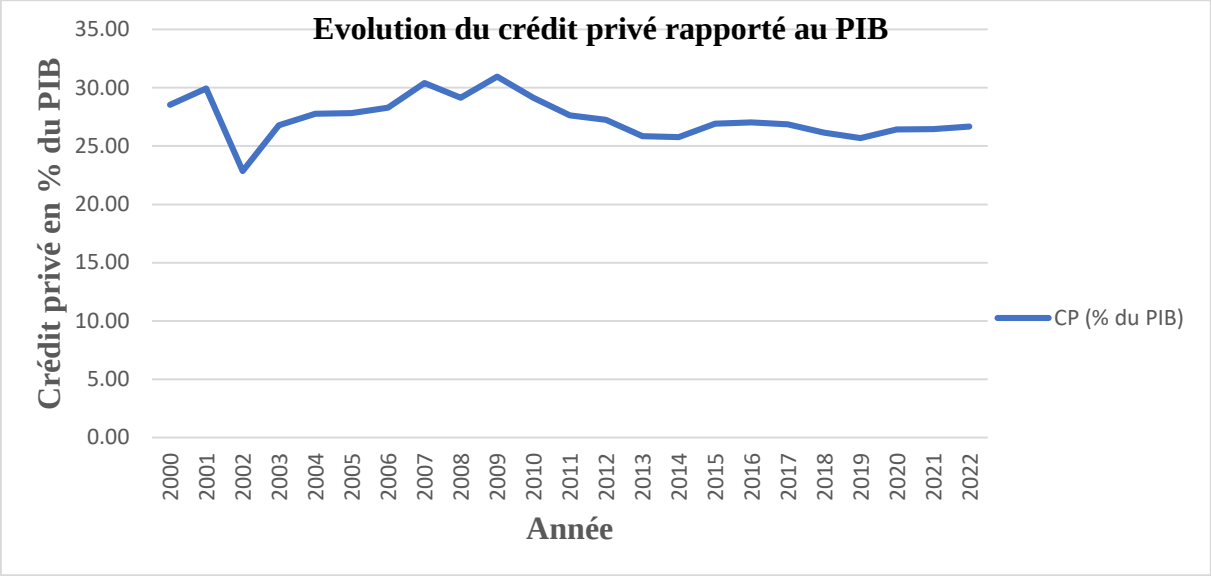
Le présent chapitre concernant l'état des lieux du développement financier et de la croissance économique au sein des pays de l'Afrique Subsaharienne a pour but d'analyser l'évolution de quelques indicateurs du développement financier, de la croissance économique, la relation entre les variables du secteur réel et du secteur monétaire ainsi que la comparaison du développement financier et de la croissance économique entre les pays de la région précitée. Au cours de ce chapitre, une analyse descriptive a été menée pour bien évaluer la relation entre le développement financier et la croissance économique ainsi que pour bien comparer quelques indicateurs du développement financier et ceux du secteur réel. C'est ainsi que ce deuxième chapitre se subdivise en cinq sections dont la première parle de l'évolution des indicateurs du développement financier en Afrique Subsaharienne, la seconde parle de l'évolution des indicateurs de la croissance économique, la troisième étudie la comparaison du développement financier et la croissance économique, la quatrième montre la relation entre le développement financier et la croissance économique et enfin la dernière étudie le lien entre développement financier, TIC et croissance économique.

Section 1. Evolution des indicateurs du développement financier en Afrique subsaharienne

II.1.1. Evolution du crédit privé rapporté au PIB en Afrique Subsaharienne

Le crédit intérieur au secteur privé se réfère aux ressources financières fournies au secteur privé. Cet indicateur financier mesure la quantité de crédit engagé dans le secteur privé relativisée à la taille de l'économie. Le principal avantage de cet indicateur est qu'il exclut le crédit accordé au secteur public. Il présente plus précisément le rôle des intermédiaires financiers dans la transmission des fonds vers les participants du marché. Dans les pays en développement, le développement financier se produit à travers le système bancaire. Par conséquent, dans ces pays, le crédit au secteur privé est un meilleur indicateur de développement financier.

Graphique 1 : Evolution du crédit privé rapporté au PIB



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI_2024)

En utilisant la moyenne annuelle du ratio de crédit intérieur accordé par les banques au secteur privé calculé sur tous les pays de l'Afrique Subsaharienne, nous constatons un ratio inférieur à 50% sur toute la période de 2000 à 2022 pour laquelle le ratio le plus élevé est de 30.96 en 2009. Après cette période, les crédits accordés au secteur privé ont diminué sur l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne, ce qui peut être expliqué par le fait que les pays en développement se contentent du secteur public et accordent une faible importance au secteur privé, en d'autres termes, beaucoup de crédits ont été canalisés vers le secteur moins productif.

De la part de Levine (1996), le ratio du crédit accordé aux entreprises privées rapporté au PIB est un indicateur du crédit octroyé au secteur privé. Ce ratio constitue une mesure plus précise de l'intermédiation financière. C'est un indicateur très souvent utilisé pour évaluer l'allocation des ressources financières. En moyenne, l'évolution de ce ratio au sein des pays de l'Afrique Subsaharienne montre une faible intermédiation financière au sein de cette région d'étude. L'Afrique Subsaharienne reste toujours très en retard par rapport aux autres régions en développement en termes de volume de crédit au secteur privé. Pour rattraper ce retard, des progrès doivent être réalisés sur des domaines tels que la circulation de l'information, la pertinence de l'offre produit des banques ou la sécurisation des crédits.

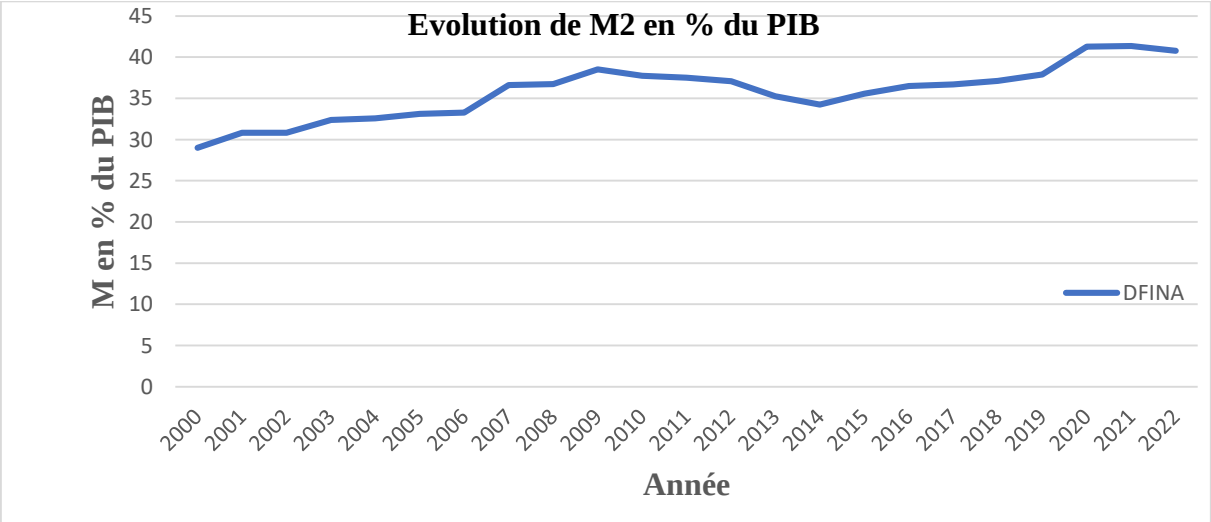
II.1.2. Evolution de l'agrégat monétaire M2 en % du PIB en Afrique Subsaharienne

La masse monétaire est une mesure de la quantité de monnaie dans un pays ou une zone économique. Il s'agit de l'ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités, ainsi que l'agrégat de la monnaie fiduciaire (billets et pièces), des dépôts bancaires et des titres de créances négociables, tous susceptibles d'être immédiatement utilisables comme moyen de paiement. Elle est suivie par les banques centrales et publiée, offrant aux acteurs économiques une précieuse indication sur la possible évolution des prix selon la théorie quantitative de la monnaie.

Le ratio M2/PIB pris comme indicateur du développement financier traduit son effet sur le développement de la monétarisation de l'économie (McKinnon, 1993). Une augmentation de ce ratio reflète donc la monétarisation des transactions que le degré d'intermédiation financière. On l'appelle aussi le ratio de liquidité et il mesure la dimension de l'intermédiation financière à travers le volume des engagements liquides.

Plus la valeur de ce ratio est élevée, plus le système financier est dit développé, notamment à travers l'élargissement des mécanismes de l'épargne, l'accroissement de la taille du secteur bancaire, l'amélioration de la fourniture de services financiers et l'augmentation de la liquidité dans l'économie. Il est à signaler par la suite qu'une diminution de ce rapport reflète une baisse au niveau de l'intermédiation financière du fait que les formes d'épargne non placées auprès des banques vont s'élargir.

Graphique 2 : Evolution de l'agrégat monétaire M2 en % du PIB



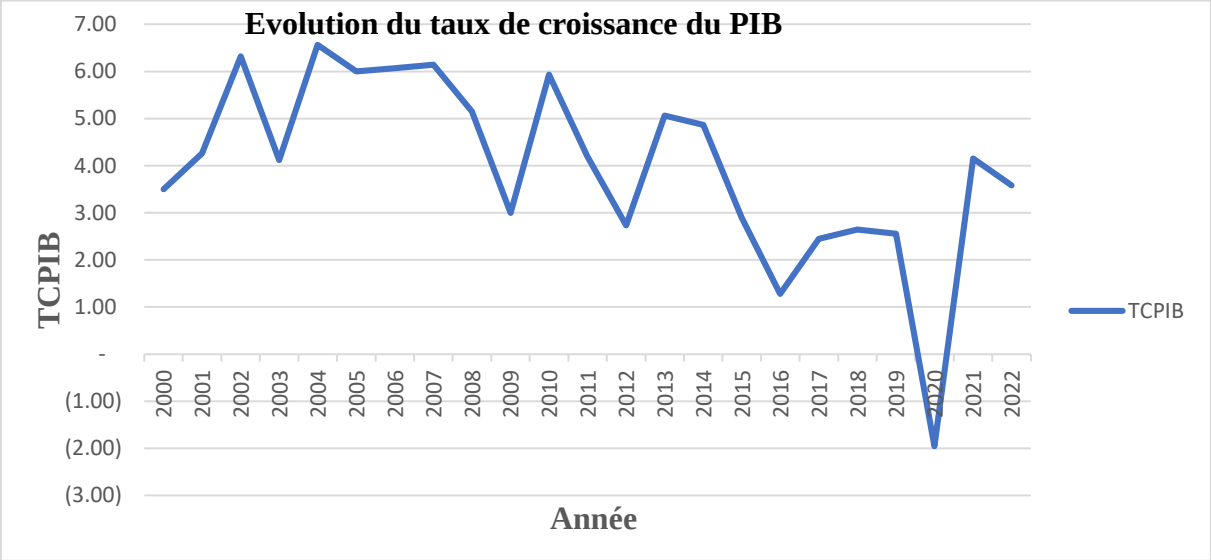
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI_2024)

Le graphique précédent montre l'évolution de la moyenne de la masse monétaire en pourcentage du PIB des pays de l'Afrique Subsaharienne sur la période de 2000 à 2022. Nous constatons une hausse mais légère de ce ratio durant la période de 2000 à 2009, passant de 28.99 en 2000 à 38.53 en 2009. Après cette période, il a chuté passant de 38.53 en 2009 à 34.25 en 2014, ce qui pourrait être expliqué par la crise des subprimes qui a commencé aux Etats Unis et a propagé des effets à travers le monde ; on observe une reprise après 2014 pour ensuite chuter en 2022.

Section 2. Evolution des indicateurs de la croissance économique en Afrique Subsaharienne

II.2.1. Evolution du taux de croissance du PIB en Afrique Subsaharienne

Graphique 3 : Evolution du taux de croissance du PIB



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI_2024)

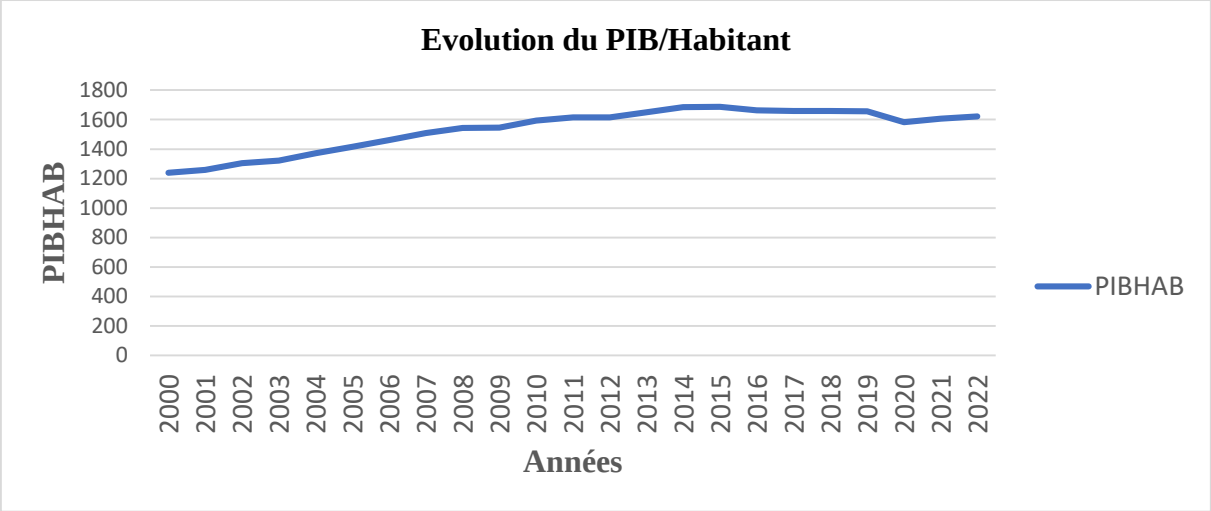
Le taux de croissance économique est un indicateur utilisé pour mesurer la croissance de l'économie d'un pays d'une année sur l'autre. Il est défini par la formule suivante qui relie les produits intérieurs bruts de l'année N et de l'année N-1.

Le graphique précédent montre l'évolution de la moyenne du taux de croissance du PIB des pays de l'Afrique Subsaharienne sur la période de 2000 à 2022. Le taux de croissance du PIB a connu une évolution en dents de scie durant toute la période d'étude.

La croissance économique en Afrique Subsaharienne a connu une chute remarquable en 2019 et 2020 suite à la mauvaise conjoncture de l'économie mondiale causée par la pandémie de covid-19. Les mesures de confinement qui ont été mises en place dans plusieurs pays de la région ainsi que dans plusieurs pays développés, principaux partenaires commerciaux du continent africain, ont causé un ralentissement des relations internationales, provoquant ainsi un effondrement brutal de la croissance des économies des pays de l'Afrique subsaharienne.

II.2.2. Evolution du PIB par habitant ($ US constants de 2015) en Afrique Subsaharienne

Graphique 4 : Evolution du PIB par habitant



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI_2024)

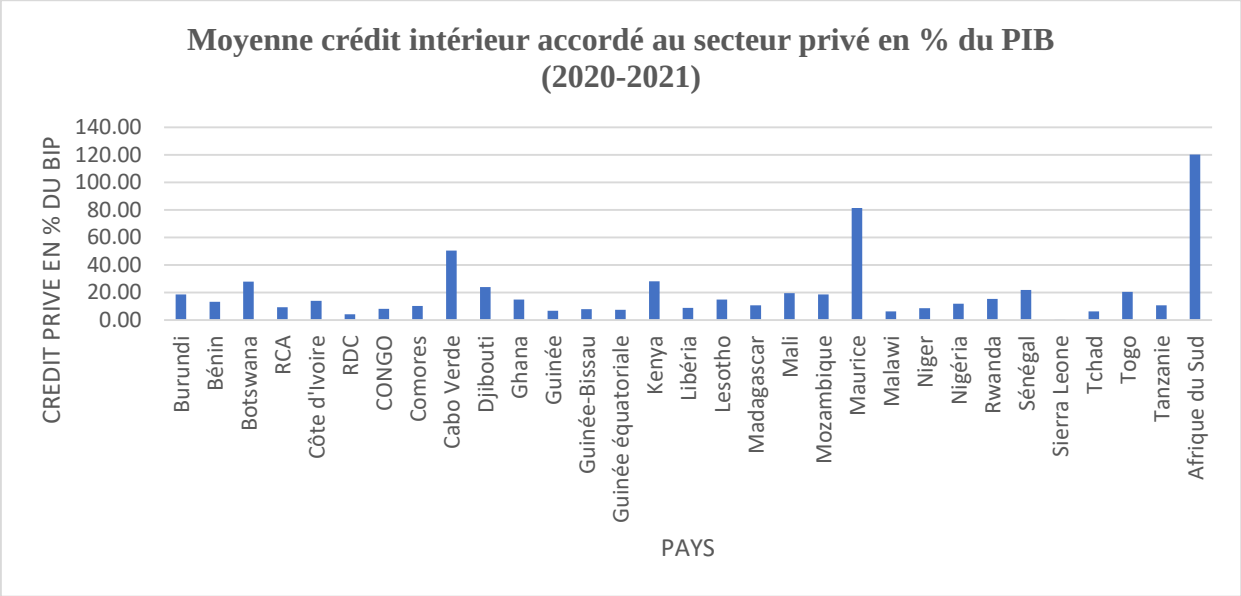
Le graphique précédent montre l'évolution de la moyenne du PIB par habitant des pays de l'Afrique Subsaharienne sur la période de 2000 à 2022. La tendance montre que le PIB par habitant n'a pas cessé d'augmenter durant les années 2000 à 2015 passant de 1239.90 $ US en 2000 à 1683.83 $ US en 2015.Une diminution de cet indicateur du développement se constate à partir des années 2016 et reprend une augmentation en 2021.

Section 3. Comparaison du développement financier et de la croissance économique entre les pays de l'Afrique Subsaharienne.

II.3.1. Comparaison du développement financier entre les pays de l'Afrique subsaharienne

II.3.1.1. Comparaison du crédit privé rapporté au PIB

Graphique 5 : Comparaison du crédit privé en % du PIB en Afrique subsaharienne



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale sur taux de croissance du PIB

Le graphique ci haut montre une comparaison en développement financier à travers le ratio crédit intérieur accordé au secteur privé par le secteur financier en % du PIB. Pour mener à bien cette comparaison, nous avons seulement considéré les pays pour lesquels toutes les données sont disponibles de 2000 à 2021 afin d'éviter des erreurs en calculant la moyenne. En effet, l'analyse de ce graphique montre que l'Afrique du sud occupe une place très considérable en ce qui est du développement financier avec une moyenne de plus de 120% du crédit accordé au secteur privé en % du PIB. Cela signifie que le secteur financier de l'Afrique du sud canalise plus ses crédits au secteur productif qu'au secteur moins productif. Ce secteur est donc dit développé. Plusieurs explications témoignent le développement du secteur financier de l'Afrique du Sud : L'Afrique du Sud possède un système bancaire et financier sophistiqué offrant une large gamme de produits et de services, apparemment solide, correctement sécurisé et transparent, qui s'appuie sur une législation bancaire complète et une

supervision effective des autorités de tutelle. Comparé au reste du continent, le taux d'inclusion financière est très élevé, la discipline monétaire et fiscale prévaut dans un ensemble régalien de grande qualité, l'Afrique du sud s'est engagé dans des voies novatrices en ce qui est des microcrédits tout en continuant à se situer au meilleur niveau en matière de réglementaire et prudentielle.

Les deux autres pays qui canalisent une moyenne de plus de 50% du crédit au secteur privé sont entre autres le Maurice avec une moyenne de 81.23% du crédit accordé au secteur privé en % du PIB et le Gabo Verde qui affiche une moyenne de 50.29% de ce crédit sur la période de 2000 à 2021. L'île Maurice abrite un certain nombre de banques internationales, de cabinets juridiques, de services aux entreprises, de fonds d'investissement et de fonds de capital-investissement. Tirant parti de ses infrastructures de pointe, de son cadre juridique moderne et innovant et de son régime de facilité d'exercice des activités commerciales, le pays offre une panoplie de produits et services financiers compétitifs. Sa stabilité politique, sociale et économique avec un cadre réglementaire solide, un régime juridique transparent, une gamme de produits et services financiers moderne, nombre croissant d'accord de promotion et de protection des investissements font aussi de l'ile Maurice un secteur financier développé.

Parmi les 31 pays de l'Afrique subsaharienne dont nous avons fait une analyse descriptive de ce ratio, seuls 3 ont une moyenne supérieure ou égale à 50% du crédit distribué au secteur privé dit encore secteur productif en pourcentage du PIB.

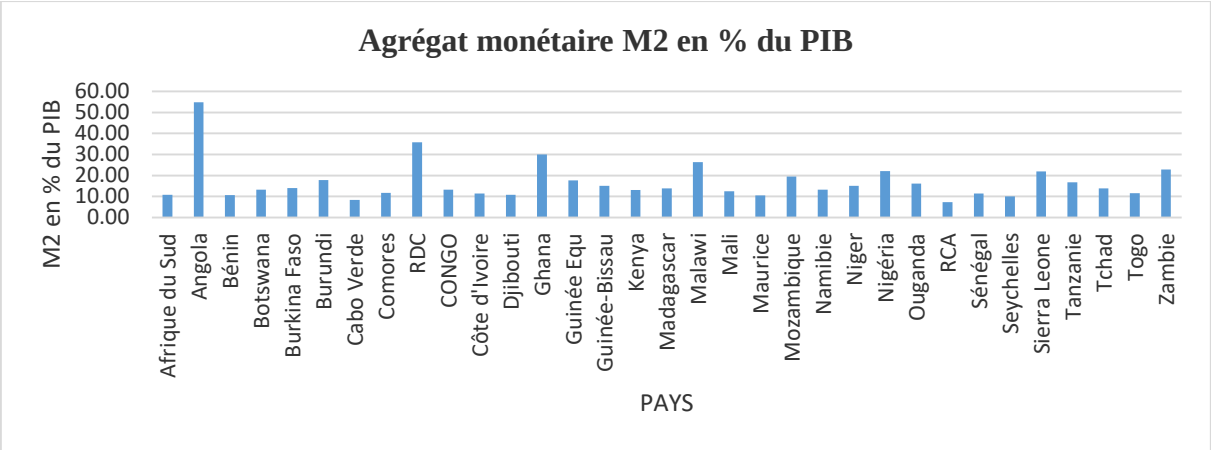
Tous les autres pays ont une moyenne inférieure à 50% dont les 5 derniers sont entre autres, Guinée qui encaisse une moyenne de 6.55 %, Tchad avec 6.29 %, Malawi avec 6.26%, République démocratique du Congo qui possède une moyenne de 4.05% et enfin le Sierra Léone qui encaisse comme moyenne de 0.10% du crédit distribué au secteur privé par le secteur financier de leurs pays.

Ces pays classés en dernier ont presque les mêmes problèmes, par exemple, la Sierra Léone qui occupe la dernière place a connu des problèmes comme l'épidémie d'Ebola survenue en 2014, problème de gouvernance et de stabilité politique. Le Malawi lui connait un problème de contrôle de la corruption et de l'instabilité politique avec aussi l'inaccessibilité des services financiers auprès d'un grand nombre de la population. La Guinée quant à elle enregistre une série de problème comme celui des inégalités, la corruption, manque de confiance envers les banques, l'accès plus dur en milieu rural etc.

Le Tchad à part d'autres problèmes qui perturbent son secteur financier rencontre aussi le problème d'insécurité et la RDC dispose d'un problème majeur expliquant son faible niveau de développement financier du fait que sa grande majorité de la population éprouve des difficultés financières et près de la moitié de la population adulte est si profondément enracinée dans les zones rurales qu'ils ne sont même pas pris en compte pour les besoins du sondage relatif à l'inclusion financière. Le manque de réglementation adéquat, l'instabilité politique et la corruption entravent aussi ce secteur en RDC.

II.3.1.2. Comparaison de l'agrégat monétaire M2 rapporté au PIB

Graphique 6 : Comparaison de l'agrégat monétaire M2 rapporté au PIB en Afrique subsaharienne



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale sur taux de croissance

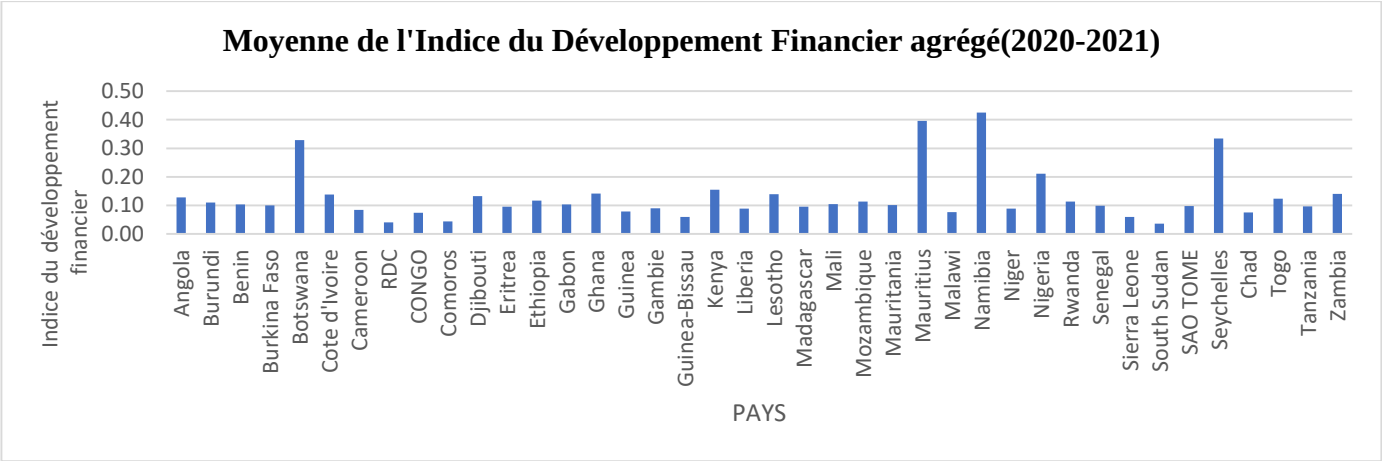
Le graphique ci haut montre une comparaison en développement financier à travers le ratio M2 en % du PIB. Comme pour le graphique précédant, Pour mener à bien cette comparaison, nous avons seulement considéré les pays pour lesquels toutes les données sont disponibles de 2000 à 2021 afin d'éviter des erreurs en calculant la moyenne.

L'analyse de ce graphique montre que parmi les pays comparés, l'Angola enregistre un ratio M2/PIB très élevé par rapport aux autres avec une moyenne de 54.76 %, ce qui signifie que son système financier est beaucoup plus développé par rapport aux autres pays qui ont participé en comparaison. Il est plus développé notamment à travers l'élargissement des mécanismes de l'épargne, l'accroissement de la taille du secteur bancaire, l'amélioration de la fourniture de services financiers et l'augmentation de la liquidité dans l'économie. Pour développer son système financier, l'Angola a renforcé les lois qui réglementent les institutions financières, la supervision, le suivi, l'amélioration des infrastructures du système de paiement

et l'augmentation de l'inclusion financière. Le pays qui suit c'est le Ghana avec une moyenne de 29.95% et enfin le dernier pays est la République Centrafricaine avec une moyenne en ratio M2/PIB de 7.29%.

II.3.1.3. Comparaison de l'indice de développement financier agrégé

Graphique 7 : Comparaison de l'indice de développement financier agrégé



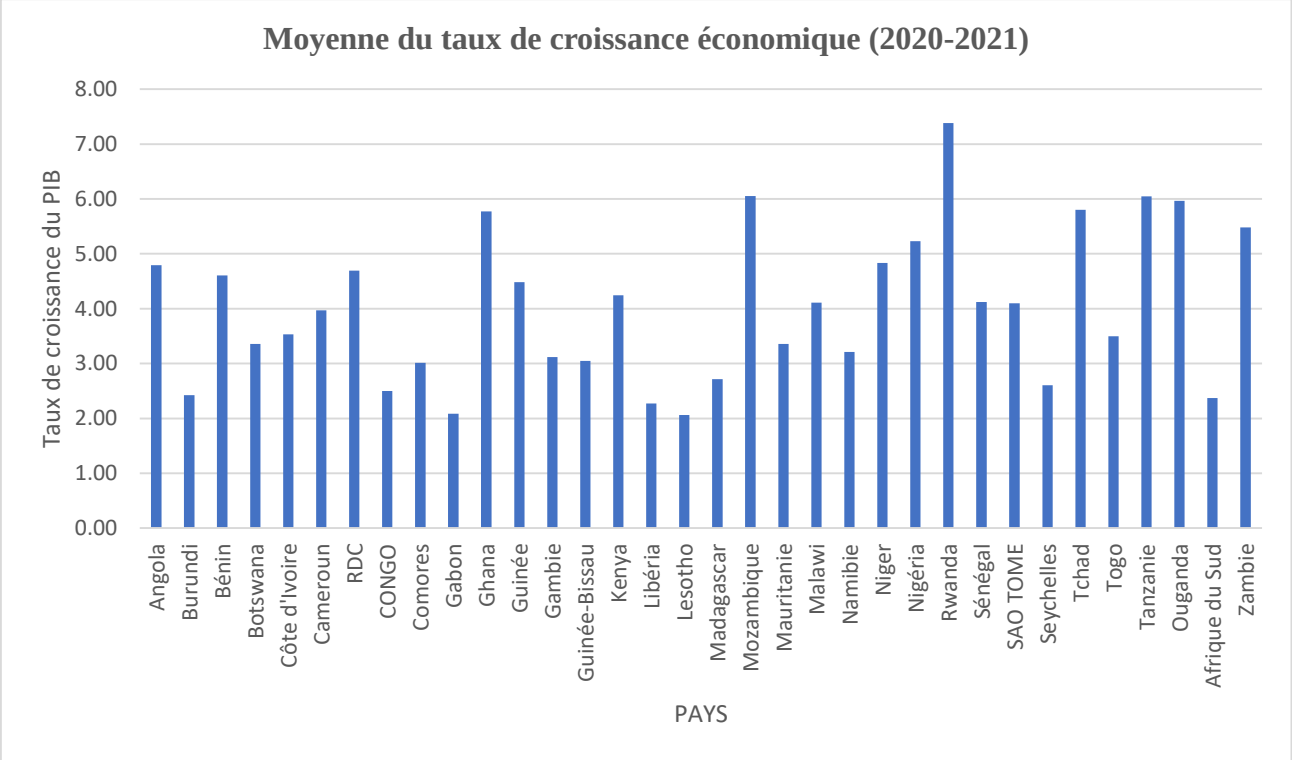
Source : Nous même à partir des données de la Banque Mondiales sur indice de DF

Le graphique ci haut montre la comparaison de l'indice du développement financier agrégé entre les pays de l'Afrique subsaharienne. Pour faciliter l'analyse, nous avons d'abord calculé la moyenne de cet indice pour chaque pays, de la période 2000 à 2021, ce qui nous a permis de trouver le moyen de traçage d'un graphique. L'analyse de ce graphique montre que la Namibie est financièrement développée (0.43) par rapport aux autres pays retenus dans l'analyse en ce qui concerne cet indice. Cela signifie donc que, ce pays est développé en fonction de la profondeur, de l'accès et de l'efficacité de ses institutions financières et de ses marchés financiers. Le pays qui suit c'est l'Ile Maurice avec 40 points de pourcentage, en troisième position c'est Botswana et Seychelles avec une valeur de 0.33. Les derniers pays sont le sud soudan, Comores et République démocratique du Congo avec une valeur de 0.04 d'indice de développement financier agrégé.

II.3.2. Comparaison des variables du secteur réel entre les pays de l'Afrique Subsaharienne

II.3.2.1. Comparaison de la moyenne du taux de croissance du PIB en Afrique Subsaharienne

Graphique 8 : Comparaison du taux de croissance du PIB en Afrique Subsaharienne



Source : Nous même à partir des données de la Banque Mondiale sur taux de croissance du PIB

Le graphique suivant montre la comparaison des moyennes des taux de croissance du PIB entre les pays de l'Afrique Subsaharienne. Cette moyenne a été calculé sur les taux de croissance des années 2000 à 2021pour faciliter la comparaison entre pays. L'analyse de ce graphique montre que le pays qui a connu un taux de croissance élevé sur toute la période est le Rwanda avec une moyenne de 7.38% sur la période de 2000 à 2021. En effet, le Rwanda encourage le secteur privé en le rendant plus dynamique avec un taux d'investissement élevé, il fait aussi une politique du faible taux d'intérêt pour encourager l'investissement. Ce taux de croissance économique au Rwanda peut donc être justifié par la mise en place de conditions plus favorables au développement du secteur privé ; l'élargissement de l'accès aux infrastructures et la promotion de l'économie numérique ; l'amélioration de la productivité et

de la commercialisation agricoles ; l'intensification du processus d'agglomération urbaine. L'économie rwandaise est marquée par une forte implication étatique, visible au travers de l'importance des entreprises et des investissements publics, mais aussi par les plans de développement lancés par le gouvernement, « Vision 2020 » et « Vision 2050 » en particulier.

Le pays qui suit parmi ces pays comparés est la Mozambique avec une moyenne de 6.05% et le troisième est la Tanzanie avec un taux moyen de 6.04%. La Tanzanie possède de vastes ressources naturelles, avec d'importantes réserves d'or, de diamant, de fer, de charbon, de nickel, de tanzanite, d'uranium, d'étain, de phosphates, de pierres précieuses et de gaz naturel, ce qui peut expliquer l'important taux de croissance économique parmi ces pays classés. Les trois derniers pays en ce qui est du classement du taux de croissance du PIB sont Lesotho avec 2.06%, le Gabon avec 2.09% et Libéria avec 2.27 %. Il est à signaler qu'aucun pays de cette région n'enregistre un taux de croissance à 2 chiffres. Les autres pays comme la Libéria et le Gabon ont connu des forts conflits politiques couplés de la mauvaise gouvernance.

II.3.2.2. Comparaison du PIB par habitant en Afrique subsaharienne

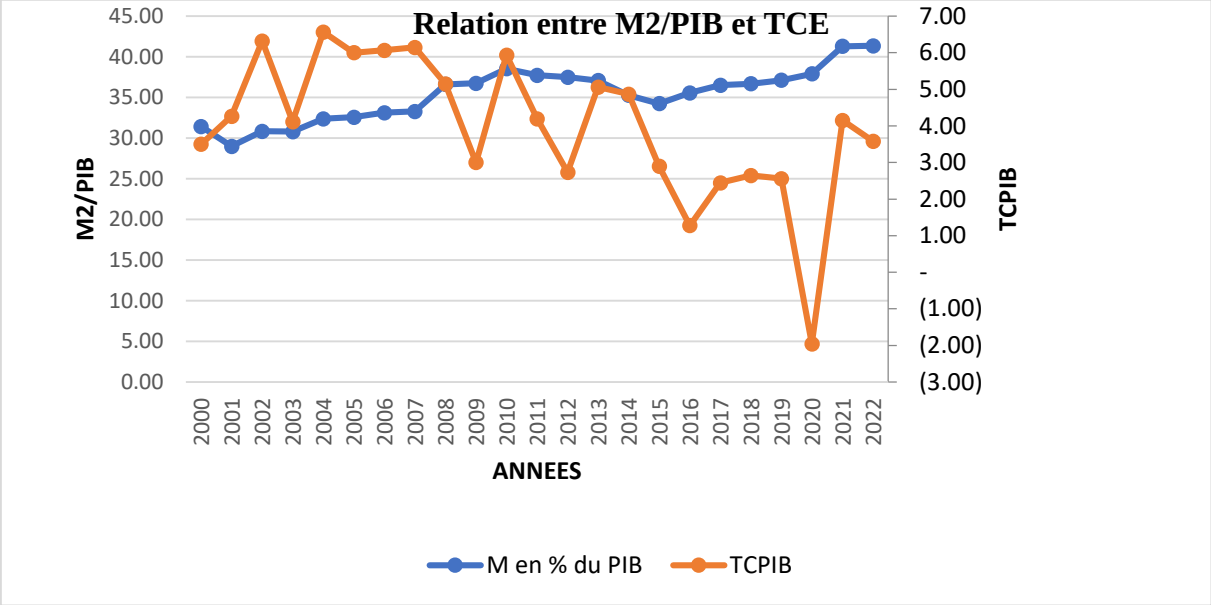
L'analyse du classement (tableaux en annexe) montre que parmi les 47 pays de l'Afrique Subsaharienne que la Banque Mondiale a classé, 21 sont des pays pauvres dont 45% sont des pays pauvres avec un montant du PIB par habitant inférieur à 1045$, 40% sont des pays à revenu intermédiaire inférieur (>1045$ et < 4125$), 12% sont des pays à revenu intermédiaire supérieur (>4125$ et ≤12736$) et seulement un seul pays (Seychelles) soit 2.12% constitue un pays à revenu élevé (>12736$). En moyenne, le PIB par habitant en Afrique Subsaharienne est de 2399.51$ soit un PIB/hab d'un pays à revenu intermédiaire inférieur. Tout cela montre que les pays de l'Afrique Subsaharienne ont un long chemin à parcourir pour atteindre le stade de développement.

==========

Section 4. Relation entre développement financier et croissance économique en Afrique Subsaharienne

II.4.1. Relation entre l'agrégat monétaire M2 rapporté au PIB et croissance économique

Graphique 9 : Relation entre M2/PIB et taux de croissance économique



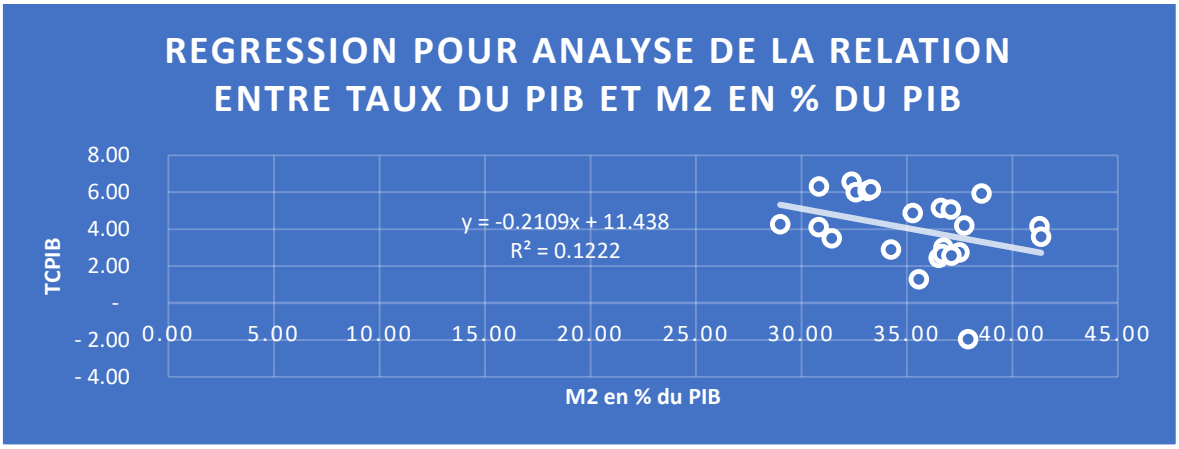
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI_2024)

Le graphique ci-dessus montre l'évolution comparée du taux de croissance du PIB et de l'agrégat monétaire en % du PIB ou taux de liquidité de l'économie. L'analyse de ce graphique montre que les deux ratios pris en considération ont tantôt évolué dans le même sens tantôt évolué dans des sens différents bien que l'évolution de tous les deux ratios soit positive. Le premier cas s'observe par exemple entre 2001 et 2002 où le taux de croissance du PIB a passé de 4.12% en 2001 à 6.32% en 2002 au moment où M2/PIB a passé de 28.99% en 2001 à 30.84% en 2002, soit une évolution dans un même sens. Il en est de même qu'entre les années 2003 et 2004 etc. où on observe une évolution dans un même sens pour les deux variables. Concernant le second cas, le taux de croissance du PIB a passé de 2.72% en 2012 à 5.06% en 2013 au moment où le ratio indiquant le développement financier (M en % du PIB) a passé de 37.50 en 2012 à 37.08 en 2013, de même, le taux de croissance du PIB a passé de 2.90 en 2015 à 1.28 en 2016 au moment où M2/PIB a passé de 34.25 à 35.56 les mêmes années, soit l'évolution en sens différent. Nous remarquons que les deux variables prises en considération ont tantôt évolué en sens inverse, tantôt évolué dans le même sens.

Il est donc difficile de repérer de façon précise la relation entre le développement financier et la croissance économique au sein des pays de l'Afrique.

C'est ainsi que nous présentons ci-dessous la droite de régression pour voir réellement le type de relation entre les deux variables prises en considération.

Graphique 10 : Analyse de la relation entre le taux de croissance du PIB et l'agrégat monétaire M2 en % du PIB à partir de la droite de régression

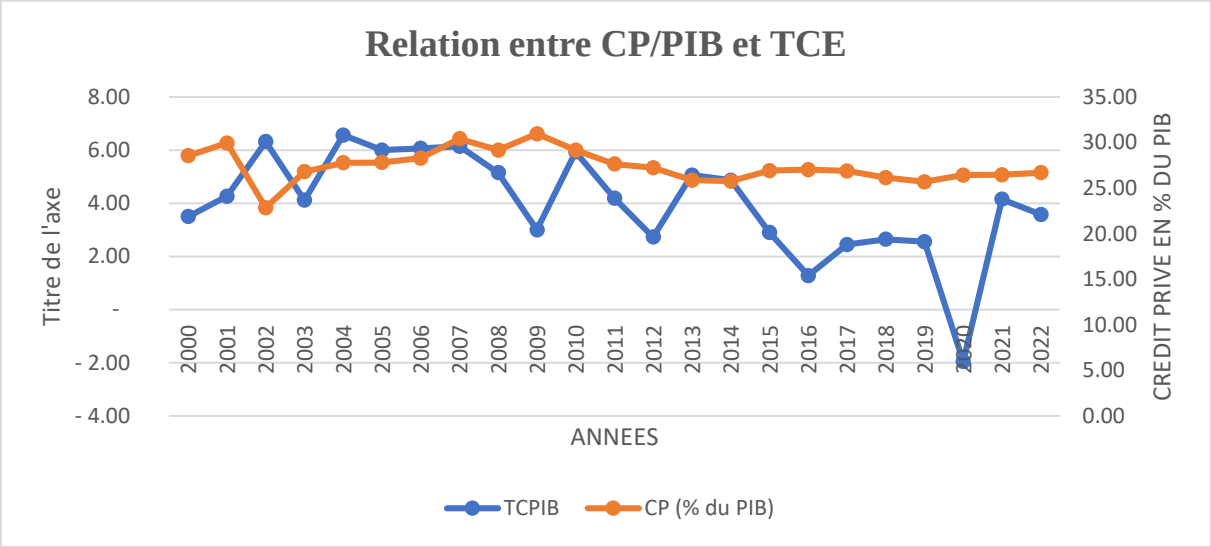


Source : Auteur à partir à partir des données de la Banque Mondiale

Le graphique ci-dessus étudie une relation entre l'indicateur de la croissance économique, le taux de croissance du PIB et l'indicateur du développement financier, le ratio M2 en % du PIB à travers la droite de régression. L'analyse de cette droite de régression montre une relation négative mais faible entre le taux de croissance du PIB et l'agrégat M2 rapporté au Produit Intérieur Brut. Cela se justifie comme le montre le graphique par la pente négative de la droite de régression, le coefficient négatif de l'équation de la droite de régression (-0.2109) ainsi que par un coefficient de détermination de 0.1222 qui est loin d'être proche de 1 pour justifier une forte relation entre les deux variables.

II.4.2. Relation entre le crédit privé rapporté au PIB et taux de croissance économique

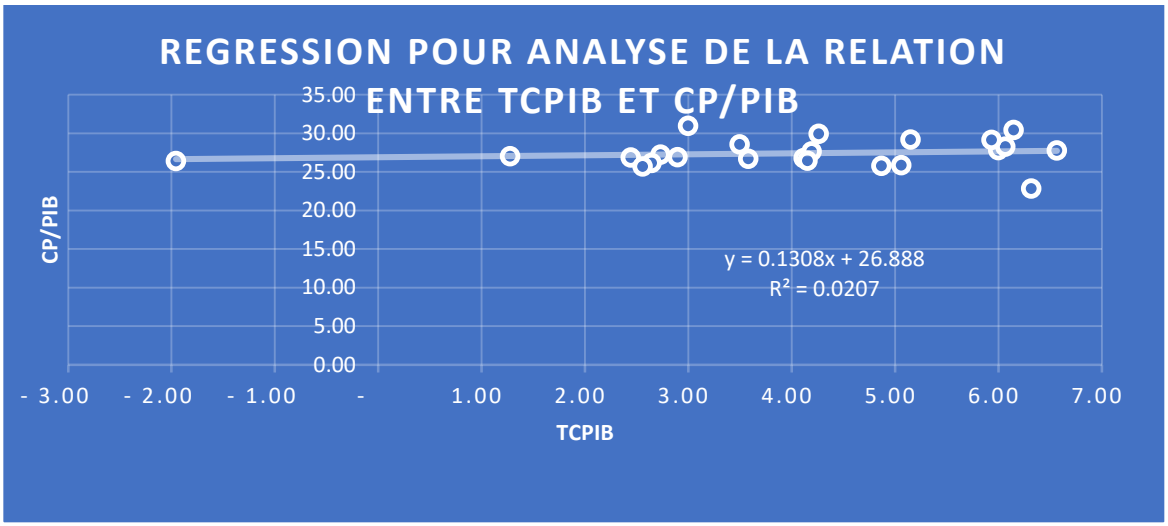
Graphique 11 : Relation entre crédit privé en % du PIB et taux de croissance économique



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI_2024)

Le graphique cité ci haut étudie une relation entre le développement financier mesuré par le ratio crédit distribué au secteur privé rapporté au PIB et le taux de croissance économique mesuré par le taux de croissance du PIB. L'évolution des deux courbes montre que les deux ne suivent pas l'évolution dans un même sens sur toute la période d'étude, ce qui se remarque par exemple durant les années 2009 à 2014 où le ratio CP/PIB a subi une diminution progressive ce qui n'a pas été le cas pour le taux de croissance du PIB. Tout cela montre que le développement financier en Afrique Subsaharienne n'entraine pas nécessairement une augmentation du taux de croissance du PIB sur toute la période d'étude, de même, l'inverse n'est pas vérifié. La relation entre le développement financier et la croissance économique n'est pas donc stable en Afrique Subsaharienne, on observe des années où les deux variables évoluent dans un même sens et des années où elles évoluent en sens contraire.

Graphique 12 : Analyse de la relation entre le taux de croissance du PIB et le ratio crédit privé rapporté au PIB à partir de la droite de régression



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale

Le graphique ci-dessus étudie une relation entre l'indicateur de la croissance économique, le taux de croissance du PIB et l'indicateur du développement financier, le crédit accordé au secteur privé appelé aussi crédit à l'économie rapporté au Produit Intérieur Brut à travers la droite de régression comme s'est présentée ci-dessus. Contrairement à l'analyse précédente, l'analyse de cette droite de régression montre une relation positive mais très faible entre les deux variables prises en considération. Cela se justifie comme le montre le graphique par la pente positive de la droite de régression ainsi que par le coefficient positif de l'équation de la droite de régression (0.1308) ainsi que par un coefficient de détermination de 0.0207 qui est très loin d'être proche de 1 pour justifier une forte relation entre les deux variables.

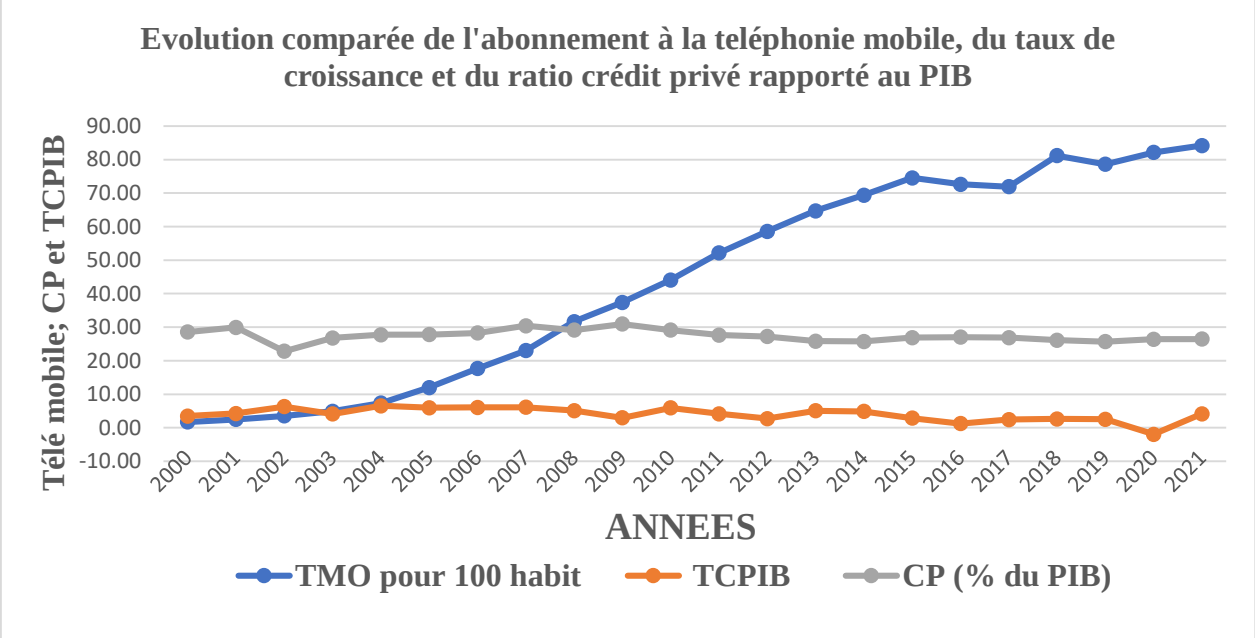
Section 5. Développement financier, TIC et croissance économique

Les résultats d´études confirment que les TIC contribuent à la croissance économique dans les pays en développement comme dans les pays développés, car elles stimulent la productivité en améliorant l´efficacité des personnes, des entreprises, des secteurs et de l´économie toute entière. L'informatique permet aux employés d'utiliser des outils efficaces qui leur permettent de gagner du temps pour accomplir leurs tâches quotidiennes : outils de traitement de texte, logiciels de gestion, recherche d'informations, automatisation des tâches.

Relativement à l'efficacité du système financier, certains d'auteurs ont mis en exergue le rôle déterminant des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans le partage d'informations entre les acteurs du marché dans divers secteurs des pays en développement. Parmi les avantages, les auteurs pointent la réduction des coûts de marketing, une participation plus accrue au marché des différents acteurs (Muto & Yamano, 2009) et une réduction de l'asymétrie de l'information (Aminuzzaman, Baldersheim, & Jamil, 2003). Les TIC à travers une forte pénétration du téléphone mobile et d'Internet réduisent les asymétries de l'information (Andonova, 2006) et peuvent impacter positivement l'efficacité du système financier en réduisant les coûts de transaction économique. Nous présentons alors ci-dessous l'évolution comparée des TIC, du développement financier et de la croissance économique.

II.5.1. Evolution comparée de la technologie de l'information et de la communication, du crédit privé et taux de croissance économique

Graphique 13 : Evolution comparée du Téléphone mobile, taux de croissance du PIB et crédit privé en % du PIB



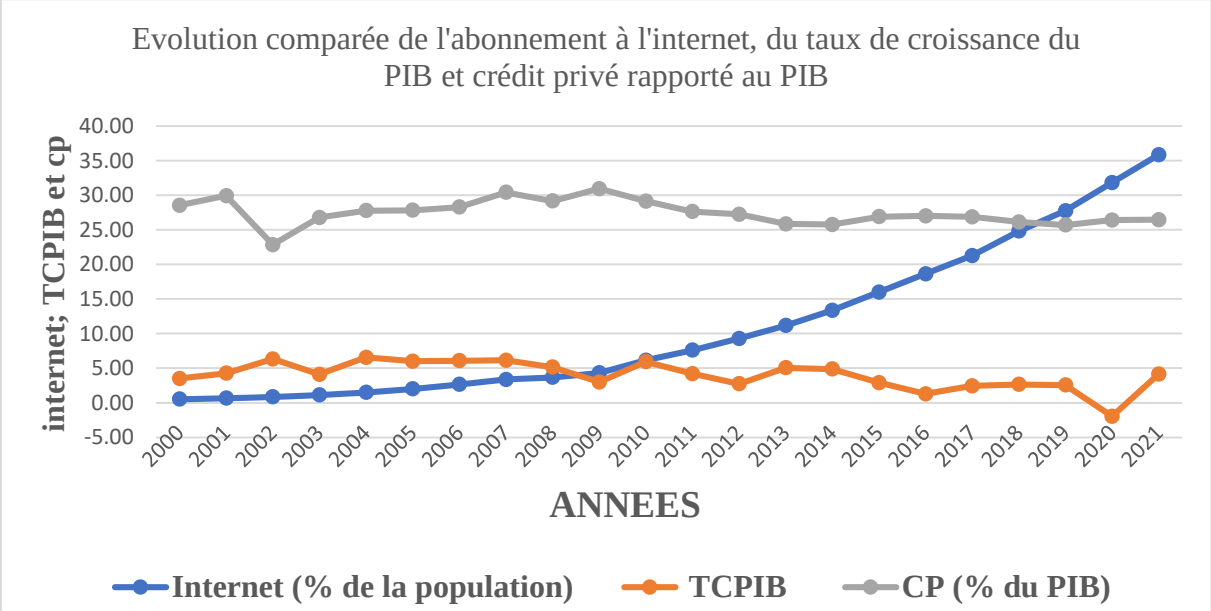
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI_2024)

Le graphique ci-dessus montre l'évolution comparée de l'abonnement à la téléphonie mobile pour 100 habitants comme indicateur de la Technologie de l'Information et de la Communication, du taux de croissance du PIB et du ratio crédit accordé au secteur privé rapporté au PIB. L'analyse du graphique montre que le pourcentage de la population ayant

possédé un téléphone mobile a évolué exponentiellement durant la période d'étude sauf pour les années 2016, 2017 et 2019 seulement. Pour les autres années, le pourcentage de la population ayant possédé un téléphone mobile a augmenté d'une façon considérable. Le graphique montre ensuite que l'évolution des autres variables prises en considération (TCPIB et CP/PIB) ne suit pas la même allure que celle de la téléphonie mobile, ce qui montre qu'en Afrique Subsaharienne, bien qu'à un certain moment, l'augmentation de la téléphonie mobile entraine l'augmentation de la croissance économique de même que le développement financier, il arrive aussi un moment où la téléphonie mobile et les deux autres variables vont en sens inverse. C'est le cas par exemple de l'année 2013 à 2014 où la téléphonie mobile a augmenté, allant de 64.70 % en 2013 à 69.37 % en 2014 au moment où le ratio crédit privé rapporté au PIB a passé de 25.86 % en 2013 à 25.76 % en 2014 et le taux de croissance économique de 5.06 % en 2013 à 4.87 % en 2014. Le fait que l'évolution de l'une des variables n'entraine pas nécessairement celle de l'autre peut être expliqué par le faible niveau de développement de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, étant donné que nous analysons les moyennes, ainsi que la mauvaise gouvernance sans oublier aussi l'instabilité financière, la corruption et la mauvaise qualité des institutions.

II.5.2. Evolution comparée de la technologie de l'information et de la communication, du crédit privé et taux de croissance économique

Graphique 14 : Internet, taux de croissance du PIB et crédit privé en % du PIB



Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (WDI_2024)

Le graphique ci-dessus montre l'évolution de l'internet pour 100 habitants comme indicateur de la variable Technologie de l'Information et de la Communication (TIC), du taux de croissance du PIB et du ratio crédit accordé au secteur privé rapporté au PIB. L'analyse du graphique montre que le nombre de la population ayant utilisé l'internet a considérablement augmenté durant la période d'étude passant d'une moyenne de 0.52 % en 2000 à 35% en 2021. La moyenne du taux de croissance du PIB a aussi augmenté passant de 3.5% en 2000 à 4.15% en 2021.

Le ratio crédit privé rapporté au PIB lui a passé de 28.55% en 2000 à 26.46% en 2021. Sur toute la période, les trois variables ont subi une évolution positive sauf pour le taux de croissance économique dont la moyenne de 2020 est devenue négative, les explications de cette moyenne du taux de croissance négative pour ces pays de l'Afrique subsaharienne ne peuvent pas manquer étant donné que la période de 2019 a été caractérisée par une pandémie de covid 19. Comme pour le graphique précédent, les trois variables n'évoluent pas toujours dans le même sens, l'une peut augmenter et l'autre diminuer, ce qui montre qu'il y a d'autres conditions qui ne sont pas bien maitrisées en Afrique subsaharienne pour que les TIC, le développement financier ainsi que la croissance économique puissent évoluer dans le même sens. Il serait donc nécessaire d'améliorer par exemple la bonne gouvernance, de contrôler la corruption ainsi que de maitriser la qualité des institutions au sein des pays de l'Afrique subsaharienne dans l'ensemble.

Conclusion du second chapitre

Le but du second chapitre était d'analyser d'une façon descriptive l'état des lieux du développement financier et de la croissance économique en Afrique subsaharienne ainsi que de savoir les pays de cette région qui sont financièrement développés de plus que d'autres et ceux qui ont un taux de croissance économique élevé. L'analyse a été menée à travers les indicateurs du développement financier tels que le ratio crédit accordé au secteur privé rapporté au PIB, l'agrégat monétaire M2 en pourcentage du PIB et l'indice de développement financier qui est un classement relatif des pays en fonction de la profondeur, de l'accès et de l'efficacité de leurs institutions financières et de leurs marchés financiers.

Les indicateurs de la croissance économique retenus comme objet d'analyse au cours de ce chapitre sont le taux de croissance du PIB et le PIB par habitant. Signalons encore une fois que ce chapitre qui a consisté à analyser d'une façon descriptive le développement financier et la croissance économique en Afrique Subsaharienne a été subdivisé en cinq sections dont la première concernant l'évolution des indicateurs du développement financier, montre l'évolution de la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne des ratios cités ci haut, la seconde section montre l'évolution de la moyenne des indicateurs de la croissance économique (Taux de croissance du PIB et PIB par habitant) , la troisième compare quelques indicateurs du développement financier à part pour voir les pays qui sont financièrement plus développés que d'autres. Cette section compare aussi les indicateurs de la croissance économique. La quatrième section décrit la relation entre le développement financier et la croissance économique et enfin la dernière étudie l'évolution comparée du développement financier, des technologies de l'information et de la communication et de la croissance économique.

Concernant l'évolution des indicateurs du développement financier, l'état des lieux du ratio crédit accordé aux entreprises privées rapporté au PIB, qui constitue une mesure plus précise de l'intermédiation financière et qui est un indicateur très souvent utilisé pour évaluer l'allocation des ressources financières montre une faible intermédiation financière. L'Afrique Subsaharienne reste toujours très en retard par rapport aux autres régions en développement en termes de volume de crédit accordé au secteur privé. Pour rattraper ce retard, des progrès doivent être réalisés sur des domaines tels que la circulation de l'information, la pertinence de l'offre produit des banques ou la sécurisation des crédits sans oublier aussi l'amélioration de la

bonne gouvernance ainsi que l'augmentation de l'inclusion financière et la promotion de la stabilité politique.

L'évolution de la masse monétaire en % du PIB montre une tendance non linéaire sur toute la période d'étude, ce qui reflète une faible intermédiation financière en Afrique subsaharienne ainsi qu'une faible disponibilité des liquidités pouvant financer les investissements. Pour le cas des variables du secteur réel tels que le taux de croissance économique et le PIB par habitant, l'évolution renseigne toujours sur le retard du développement au sein de ces pays pour lesquels le PIB par habitants ainsi que le taux de croissance du PIB restent toujours très loin de ceux des pays développés.

La comparaison des pays en développement financier et en taux de croissance économique montre qu'il est difficile de repérer les pays qui sont financièrement développés de plus que d'autres du fait que l'un est financièrement développé en tenant compte de telle variable mais ne l'est pas si nous considérons l'autre variable. Par exemple, en considérant l'indicateur du développement financier crédit privé rapporté au PIB, l'Afrique du sud occupe une place très considérable en ce qui est du développement financier avec une moyenne de plus de 120% du crédit accordé au secteur privé en % du PIB. Cela signifie que le secteur financier de l'Afrique du sud canalise plus de crédits au secteur productif qu'au secteur moins productif par rapport à d'autres pays dont nous avons fait cette étude. Son secteur financier est donc dit développé et cela se fait par le fait que l'Afrique du Sud possède un secteur financier bien contrôlé que ça soit en matière de gouvernance ou de règlementation. La discipline monétaire et fiscale prévaut dans un ensemble régalien de grande qualité et ce pays a fait des initiatives en rapport avec les innovations dans ce secteur surtout en ce qui est des microcrédits. Les deux autres pays qui canalisent une moyenne de plus de 50% du crédit au secteur privé sont entre autres le Maurice avec une moyenne de 81.23% du crédit accordé au secteur privé en % du PIB et le Gabo Verde qui encaisse une moyenne de 50.29% de ce crédit sur la période de 2000 à 2021.

En considérant le ratio M2/PIB qui est aussi appelé ratio de liquidité, l'Angola enregistre un ratio M2/PIB très élevé par rapport aux autres avec une moyenne de 54.76 %, ce qui signifie que son système financier est beaucoup plus développé par rapport aux autres pays qui ont participé en comparaison. Il est plus développé notamment à travers l'élargissement des mécanismes de l'épargne, l'accroissement de la taille du secteur bancaire, l'amélioration de la fourniture de services financiers et l'augmentation de la liquidité dans l'économie.

Le pays qui suit c'est le Ghana avec une moyenne de 29.95% et enfin le dernier pays est la République Centrafricaine avec une moyenne en ratio M2/PIB de 7.29%.

Par contre, l'indice du développement financier agrégé montre que la Namibie est financièrement développée (0.43) par rapport aux autres pays retenus dans l'analyse. Cela signifie donc que, ce pays est développé en fonction de la profondeur, de l'accès et de l'efficacité de ses institutions financières et de ses marchés financiers. Le pays qui suit c'est Mauritius avec 40 points de pourcentage, le troisième c'est Botswana et Seychelles avec une valeur de 0.33.

La comparaison de la moyenne du taux de croissance du PIB montre que le Rwanda occupe une première place parmi les pays comparés. Les trois derniers pays en ce qui est du classement du taux de croissance du PIB sont Lesotho avec 2.06%, le Gabon avec 2.09% et Libéria avec 2.27 %. Il est à signaler qu'aucun pays de cette région parmi ceux participé dans cette comparaison n'enregistre un taux de croissance à 2 chiffres. La comparaison du PIB par habitant montre que Seychelles est classé le premier avec 13250 dollars par habitant et il est classé parmi les pays à revenu élevé, six pays qui suivent sont classés dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (supérieur à 4125$ et inférieur ou égal à 12736$).

Pour ce qui est de la relation entre le développement financier et la croissance économique l'analyse de la droite de régression de M2/PIB et TCPIB montre une relation négative mais faible entre le taux de croissance du PIB et l'agrégat M2 rapporté au Produit Intérieur Brut et contrairement à l'analyse précédente, l'analyse de la droite de régression du crédit privé rapporté au PIB et du taux de croissance économique montre une relation positive mais très faible entre les deux variables prises en considération

La dernière section qui analyse l'évolution comparée des variables développement financier, TIC et taux de croissance économique suggère qu'à un certain moment, l'augmentation de la téléphonie mobile entraine l'augmentation de la croissance économique de même que le développement financier, il arrive aussi un moment où la téléphonie mobile et les deux autres variables vont en sens inverse. Il en est de même pour l'internet, ce qui nous amène à conclure qu'il y a d'autres conditions qui ne sont pas bien maitrisées en Afrique subsaharienne pour que les TIC, le développement financier ainsi que la croissance économique puissent évoluer dans le même sens. Il serait donc nécessaire d'améliorer par exemple la bonne gouvernance, de contrôler la corruption ainsi que de maitriser la qualité des institutions au sein des pays de l'Afrique subsaharienne dans l'ensemble.

CHAPITRE III. METHODOLOGIE

Le présent chapitre est subdivisé en trois sections dont la première section présente les données de panel sur lesquelles s'appuient notre analyse, le cadre général d'analyse et les techniques appropriées pour faire la modélisation des données de panel. La seconde section concerne la spécification du modèle et la troisième nous présente les variables faisant le cœur de notre analyse empirique, leurs sources ainsi que leurs signes attendus. Le présent chapitre se termine ainsi comme d'habitude par une conclusion.

Section 1 : Cadre général des données de panel

III.1.1. Présentation du cadre général des données de panel

La présentation de notre travail se situe dans le contexte de l'économétrie des données de panel dynamique linéaires tel qu'il a été employé par (Kripfganz, 2019). Les gains d'utiliser ces types de données de panel plutôt que des données de séries temporelles sont clairs (Baltagi, 2001 ; Sylvestre, 2002 ; Pirotte, 2011). Elles permettent d'identifier des effets qui ne le sont pas en coupe transversale, elles permettent de contrôler la présence d'hétérogénéité inobservée et enfin elles permettent de formuler des modèles dynamiques.

En présence des données de panels dynamiques, la méthodologie utilisée présente des avantages qui permettent de rendre compte l'hétérogénéité spécifique à l'unité non observée et de modéliser le processus d'ajustement ou rétroaction. La méthode des moments généralisée (GMM) que nous appliquons dans notre travail est la technique d'estimation prédominante pour les modèles à variables endogènes, notamment retardées, lorsque l'horizon temporel est court (Nickell, 1981).

L'utilisation de la méthode GMM est motivé dans la littérature par au moins cinq facteurs (Asongu et De Moor, 2017 et Asongu et Nwachukwu, 2017) qui sont : (i) la persistance de la variable dépendante, (ii) le nombre des pays (N) est supérieur au nombre d'années par pays (T), (iii) la prise en compte de l'endogénéité dans tous les regresseurs dans la stratégie d'estimation, (iv) les variations entre les pays qui ne sont pas éliminées avec la méthode d'estimation, et (v) la technique GMM en système corrige les biais dans les petits échantillons qui sont inhérents à l'estimateur de différence.

III.1.2. Spécification des modèles (GMM) des données de panel dynamiques

Un modèle dynamique est un modèle dans lequel un ou plusieurs retards de la variable dépendante figurent comme variables explicatives. De plus il permet d'apporter des solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverses et des variables omises. Il est désormais utilisé dans un large domaine d'application empirique. Depuis les travaux d'Anderson et Hsiao (1981), les variables instrumentales et les estimateurs de la méthode des moments généralisés (GMM) ont été largement appliqués à l'estimation des modèles dynamiques linéaires des données de panel.

Cependant, les travaux pionniers de (Holtz et al., (1988) et (Arellano et Bond, 1991) montrent que l'estimateur GMM souffre du problème des instruments faibles lorsque la persistance des données est forte.

Ainsi, ces travaux pionniers de Blundell et Bond (1988) ont également montré que l'estimateur GMM pour les modèles en niveaux avec des instruments en différence première atténue ce problème et ils ont proposé l'estimateur GMM dit en système qui combine des conditions des moments pour les modèles en différences et en niveaux. Aujourd'hui l'estimateur GMM est le plus fréquemment utilisé dans la pratique. C'est ainsi que (Bun et windmeijer ,2010) ont montré qu'il souffre toujours des problèmes des instruments faibles lorsque la variance des effets individuels-spécifiques est plus grande que celle des erreurs idiosyncratiques.

La spécification du modèle est sous la forme :

$Y_{it} = \alpha_i + \alpha Y_{it-1} + \sum_{K=1}^{K} \beta X_{it} + \varepsilon_{it}$ Où $i \in [1\ N]\ et\ t \in [1\ T]$

Pour cette spécification, on va par la suite montrer que Y_{it-1} n'est pas une variable explicative « comme tant d'autres » et que l'estimateur intra individuel notamment du coefficient qui lui est attaché est nécessairement biaisé et non convergent. Dès lors, d'autres techniques d'estimation qui font appel à l'usage de *variables instrumentales* doivent être envisagées.

III.1.2.1. La Méthode des Moments Généralisés (GMM) (Arellano & Bond – 1991)

On vient de voir, qu'en nous plaçant dans le cadre analytique simplifié d'un modèle purement autorégressif, que la méthode des variables instrumentales consiste à retenir Y_{it-2} comme instrument à la place de ΔY_{it-1} . Donc l'écriture de ce modèle en différence première s'écrit :

$$\boldsymbol{Y_{it} - Y_{it-1} = \beta(X_{it} - X_{it-1}) + \gamma(Y_{it} - Y_{it-1}) + (\varepsilon_{it} - \varepsilon_{it-1})}$$

$$\Delta \boldsymbol{Y_{it}} = \boldsymbol{\beta}\Delta \boldsymbol{X_{it}} + \Delta \boldsymbol{\gamma} \boldsymbol{Y_{it-1}} + \Delta \boldsymbol{\varepsilon_{it}}$$

Nonobstant, la méthode GMM repose sur les conditions d'orthogonalité entre les variables retardées et le terme d'erreur, aussi bien en différence première qu'en niveau. Lorsque le modèle dynamique est exprimé en différence première, les instruments sont en niveau, et vice versa.

Dans le modèle à estimer, l'utilisation des variables retardées comme instruments diffère selon la nature des variables explicatives (Kripfganz, 2019):

a) Pour les variables exogènes, leurs valeurs courantes sont utilisées comme instruments ;

b) Pour les variables prédéterminées ou faiblement exogènes (des variables qui peuvent être influencées par les valeurs passées de la variable dépendante, mais qui restent non corrélées aux réalisations futures du terme d'erreur), leurs valeurs retardées d'au moins une période peuvent être utilisées comme instrument ;

c) Pour les variables endogènes, leurs valeurs retardées de deux périodes et plus peuvent être des instruments valides. Cependant, il existe deux variantes d'estimateur des GMM en panel dynamique mais nous avons choisi l'une dont l'estimateur GMM en système.

Cependant, l'estimateur GMM en système de Blundell et Bond (1998) combine les équations en différences premières avec les équations en niveau. De plus, ses instruments pour différentes transformations de modèles peuvent être combinés entre eux et avec des instruments pour le modèle non transformé, modèle d'option (niveau). Les instruments pour le modèle de niveau peuvent nécessiter une condition initiales c'est-à-dire l'hypothèse de stationnarité moyenne pour assurer qu'elles ne sont pas corrélées avec les valeurs spécifiques à l'unité non observées d'hétérogénéité Blundell et Bond (1998); Blundell, Bond, et Windmeijer (2001).

Les instruments dans l'équation en différences premières sont exprimés en niveau, et vice versa.

$$\begin{cases} \Delta Y_{it} = \beta \Delta X_{it} + \gamma \Delta Y_{it} + \Delta \varepsilon_{it} \\ Y_{it} = \alpha_i + \beta X_{it} + Y_{it-1} + \varepsilon_{it} \end{cases}$$

Pourtant, l'estimation du GMM en système transforme les regresseurs par différenciation, et en faisant l'hypothèse supplémentaire des premières différences des variables d'instrumentations ne sont pas corrélés avec des effets fixes pour permettre l'introduction de plus d'instruments (Roodman, 2009). Selon Kiviet (2020), Kripfganz et Schwarz (2015),

l'estimateur GMM en système produit des estimations efficaces tout en contrôlant l'hétérogénéité non observée, la simultanéité et la relation dynamique des variables Ates (2021). Au contraire Bun et windermeijer (2010) ont montré qu'il souffre toujours du problème des instruments faibles lorsque la variance des effets individuels-spécifiques est plus grande que celle des erreurs idiosyncratiques.

Cependant, le système GMM nécessite certaines hypothèses pour produire des estimations cohérentes. L'existence d'une relation sérielle négative de premier ordre et l'absence de corrélation de second ordre. La corrélation en série dans les résidus doit être satisfaite pour un système cohérent d'estimation GMM. De plus, la validité des instruments dépend de l'absence de corrélation entre les variables instrumentales et les termes d'erreur. Cette hypothèse d'exogénéité des instruments peut être testée empiriquement par la sur-identification globale et les tests de sur-identification incrémentielle pour chaque sous-ensemble d'instruments (Kripfganz .S 2019).

III.1.3. Tests économétriques en panel dynamique

En plus des estimateurs ci- hauts présentés portant sur le modèle GMM des données de panel dynamiques, nous procédons d'associer ces estimateurs aux tests convenables. Pour cela, nous analysons les deux tests qui sont pratiquement utilisés dans les estimateurs en GMM.

Le test de suri-dentification de sargan/Hansen (1982) qui permet de tester la validité des variables retardées comme des instruments et le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1991) où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation du deuxième ordre des erreurs.

III.1.3.1. Test de validité incrémentale des instruments

Comme nous l'avons déjà mentionné, le test de validation des instruments est élaboré par (sargan, Hansen 1982). Cependant, l'utilisation de ce test se fait lorsque le nombre des restrictions sur les moments est supérieur au nombre de paramètres à estimer ($q > p$), le modèle est suri-dentifié. La statistique associée est **:** $\hat{\boldsymbol{\varepsilon}}^2{}_{it}\hat{\boldsymbol{s}} = \frac{\boldsymbol{n}}{\boldsymbol{\sigma}^2}\overline{\hat{\boldsymbol{v}}_{it}\boldsymbol{Z}'_{it}}\overline{\boldsymbol{Z}_{it}\boldsymbol{Z}'_{it}}^{-1}\overline{\hat{\boldsymbol{v}}_{it}\boldsymbol{Z}_{it}}$. Cette statistique suit asymptotiquement une loi du Khi-deux à $q - p$ degré de liberté. Avec q : le nombre des restrictions sur les moments, et p: le nombre de paramètres à estimer et Z_{it} : Représente la matrice des instruments. En effet, nous devons cependant mentionner que ce test de spécification ne peut pas toujours détecter certaines formes d'erreur de spécification (Newey, 1985).

C'est dans ce même ordre d'idée qu'il est également possible de tester si un sous ensemble des conditions d'orthogonalité est vérifié (Eichenbaum, Hansen et singleton, 1988).

Mais aussi nous signalons que pour le test de sargan, la statistique de Hansen est interprétée comme un indicateur de spécification. Nonobstant, pour un niveau de significativité donnée (α) les hypothèses associées à ce test sont les suivantes :

$HO: E(z'_{it}(Y_{it} - X_{it}\widetilde{\beta})) = 0$:(Les instruments sont valides) c'est-à-dire que les instrumentales ne sont pas corrélés avec les perturbations.

$H1: E(z'_{it}(Y_{it} - X_{it}\widetilde{\beta})) \neq 0$:(Les instruments ne sont pas valides) c'est-à-dire que les instrumentales sont corrélés avec les perturbations.

Ainsi, il est à noter que le point d'attaque pour l'application de ce test est que le modèle est suri-dentifié autrement dit le nombre des restrictions sur les moments (c'est-à-dire le nombre des instruments) soient supérieure au nombre des paramètres à estimer (c'est-à-dire au nombre des variables exogènes). Pour clore, notons que pour le test de Sargan les instruments en tant que groupe sont exogènes.

La valeur p de Sargan ne doit pas être inférieure à 5 % et supérieure à 10 % ce qui nous permet d'accepter l'hypothèse nulle de validité du modèle estimé du point de vue de l'identification. Autrement dit plus la valeur p de la statistique de Sargan est élevée, cela est mieux. Cependant, Roodman (2006) a recommandé que la valeur p du sargan soit supérieure à 0,25.

III.1.3.2. Test d'autocorrélation sérielle d'arellano et Bond

Le test d'autocorrélation sérielle d'Arellano et Bond permet de faire l'évaluation en appliquant l'hypothèse selon laquelle il y a l'absence d'autocorrélation des résidus dans le temps. De plus, ce test se pointe sur l'hypothèse nulle testant l'absence de corrélation en série du second ordre.

Cependant, par construction ce test d'Arellano-Bond montre qu'il y a toujours d'autocorrélation du premier AR (1) du fait que nous estimons un modèle dynamique ou le premier retard de la variable dépendante est compris parmi les variables indépendantes. Ainsi, lorsque la probabilité associée au test d'autocorrélation d'Arellano- Bond d'ordre deux ou AR (2) est inférieur à 5% on n'accepte pas l'hypothèse nulle d'absence d'autocorrélation. Dans ce cas nous examinons une autre régression dynamique de déviation ″déviation orthogonale″.

En effet, pour le processus d'autocorrélation d'ordre trois, AR (3) le test d'Arellano-Bond présente toujours un résultat non-significatif ne permettant pas de rejeter l'hypothèse nulle (Ricci, 2014).

Dès lors, nous clôturons ce point traitant ce test d'autocorrélation d'arellano -Bond en spécifiant les hypothèses statistiques qui le sont associées.

$H0: Il\ y'a\ absence\ d'autocorrélation\ des\ erreurs$
$H1: Il\ ya\ présence\ d'autocorrélation\ des\ erreurs$

Section 2. Spécification du modèle

Pour vérifier les hypothèses mises en amont dans le cadre de la contribution du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, nous nous sommes inspirés par les travaux d'Eggoh et Villieu (2013) dont les résultats du modèle théorique ont amené à estimer une équation non-linéaire qui lie le développement financier à la croissance économique.

III.2.1. Equation du modèle d'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Nous présentons ci-dessous la relation qui lie le Produit Intérieur Brut par habitant et le développement financier. Le développement financier est ici capté par la variable nommé Indice du développement financier agrégé et le ratio crédit privé rapporté au PIB. En effet, nous avons choisi le crédit privé rapporté au PIB du fait que la littérature recommande cette variable dans les pays en voie de développement dont ceux de l'Afrique subsaharienne sont membres. Pour le cas de l'indice du développement financier, nous l'avons choisi parce qu'il n'a pas été utilisé par les auteurs dans la plupart des études empiriques. Les variables dites de contrôle sont l'internet pour capter la variable TIC, la Formation Brute de Capitale Fixe, l'inflation, l'un des indicateurs de la bonne gouvernance dont le contrôle de la corruption, le degré d'ouverture commerciale. L'équation standard sur laquelle s'appuie notre analyse est donnée de la manière suivante :

$$Y_{it} = \alpha_i + \alpha Y_{it-1} + \beta_1 DF_{it} + \beta C_{it} + \varepsilon_{it}$$

- Y_{it} : Représente le PIB par habitant du pays i à la date t ;
- Y_{it-1} : Représente le PIB par habitant du pays i à la période passée ;
- DF_{it} : C'est l'ensemble des variables du développement financier prises en considération telles que le crédit privé rapporté au PIB et l'indice du développement financier ;

- C_{it} : C'est l'ensemble des variables, dites de contrôle ;
- α, β_1, β : Sont des coefficients de nos différentes variables explicatives à estimer représentant des élasticités
- ε_{it}: Représente les perturbations aléatoires mais aussi centrées telles que $E[\varepsilon_{it}] = 0$

III.2.2. Equation d'analyse de l'effet direct du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Nous signalons ici que les hypothèses que nous avons formulées sont au nombre de trois dont la première stipule que le développement financier exerce une influence positive sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, la seconde renseigne sur le rôle de la qualité des institutions dans l'étude de l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne et la dernière montre le rôle des TIC dans l'étude de l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

L'équation d'analyse de l'effet direct du développement financier sur la croissance économique est la suivante :

$$LPIBH_{it} = \alpha_i + \sigma LPIBH_{it-1} + \alpha DF_{it} + \beta LFBCF_{it} + \gamma LINTERNET_{it} + \varphi CCORUP_{it} + \rho LOUVCO_{it} + \omega INFLA_{it} + \varepsilon_{it}$$

Où DF est le développement financier capté par deux variables telles que l'indice du développement financier agrégé (IDF) et le crédit privé rapporté au PIB (CPSPIB).

Avec :

- N = 31 pays d'Afrique subsaharienne,
- T = 19 années (de 2002 à 2020) et k = 1…K (variables explicatives),

III.2.3. Equations d'analyse de l'effet d'interaction entre le développement financier et les variables institutionnelles sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Nous analysons ici l'effet d'interaction entre le développement financier capté par deux variables à savoir l'indice du développement financier et le crédit privé rapporté au PIB et les variables institutionnelles telles que la stabilité politique et la contrôle de la corruption. Nous analysons également l'effet d'interaction entre le développement financier et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) captées par la variable abonnement à l'internet. C'est ainsi que nous présentons simultanément ci-dessous trois équations.

III.2.3.1. Effet d'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

$$LPIBH_{it} = \alpha_i + \sigma LPIBH_{it-1} + \alpha(IDF * STAPOL)_{it} + \beta LFBCF_{it} + \gamma LINTERNET_{it} + \varphi LOUVCO_{it} + \rho CCORRUPT_{it} + \omega INFLA_{it} + \varepsilon_{it}$$

III.2.3.2. Effet d'interaction entre l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

$$LPIBH_{it} = \alpha_i + \sigma LPIBH_{it-1} + \alpha(IDF * CCORRUPT)_{it} + \beta LCPSPIB_{it} + \gamma LFBCF_{it} + \varphi LINTERNET_{it} + \rho LOUCO_{it} + \omega INFLA_{it} + \varepsilon_{it}$$

III.2.3.3. Effet d'interaction entre le crédit privé et la stabilité politique ainsi que celui entre le crédit privé et l'abonnement à l'internet sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ainsi qu'entre

$$LPIBH_{it} = \alpha_i + \sigma LPIBH_{it-1} + \alpha(LCPSPIB * STAPOL)_{it} + \beta LFBCF_{it} + \gamma LCPSPIB * LINTERNET_{it} + \varphi CCORRUPT_{it} + \rho LOUCO_{it} + \omega INFLA_{it} + \varepsilon_{it}$$

III.2.4. Définition des variables et source des données

Tableau 1 : Les variables, définition et sources

N°	Variable	Définition de la variable	Source
1	$LPIBH_{it}$	Le logarithme népérien du PIB par habitant du pays i à la date t	WDI
2	$LPIBH_{it-1}$	Le logarithme népérien du PIB par habitant du pays i à la date initiale	WDI
3	$LIDF_{it}$	Le logarithme népérien de l'indice du développement financier du pays i à la date	WDI
4	$LFBC_{it}$	Le logarithme népérien de la formation brute du capital en % du PIB du pays i à la date t	WDI
5	$CCORUP_{it}$	Le contrôle de la corruption du pays i à la date t	WDI
6	$LOUVCO_{it}$	Le logarithme népérien de l'ouverture commerciale d'un pays i à la date t	WDI
7	$INLATION_{it}$	Le taux d'inflation du pays i à la date t	WDI
8	$IDF * STAPOL_{it}$	Variable d'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique du pays i à la date t	WDI
9	$IDF * CCORRUPT_{it}$	Variable d'interaction entre l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption du pays i à la date t	WDI
10	$LCPSPIB * STAPOL_{it}$	Variable d'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique du pays i à la date t	WDI
11	$LCPSPIB * INTERNET_{it}$:	Variable d'interaction entre le développement financier et l'abonnement à l'internet du pays i à la date t	WDI

Source : Auteur à partir des équations ci haut

En effet :

- α_i: Représente l'effet spécifique à chaque unité statistique considérée
- $\alpha, \beta, \gamma, \varphi, \rho, \omega$: Sont des coefficients de nos différentes variables explicatives à estimer représentant des élasticités
- ε_{it}: Représente les perturbations aléatoires mais aussi centrées telles que $E[\varepsilon_{it}] = 0$

Section 3. Présentation des variables, leurs sources et leurs signes attendus

L'objectif de la présente section est de présenter les variables faisant l'objet de notre travail ainsi que leurs sources et signes attendus.

III.3.1. Présentation des variables prises en considérations et leurs sources

III.3.1.1. La variable dépendante PIB par habitant

Le produit intérieur brut par habitant, ou par tête (PIB par habitant ou par tête) est un indicateur du niveau d'activité économique. C'est la valeur du PIB divisée par le nombre d'habitants d'un pays. Le produit intérieur brut (PIB) mesure le produit total créé grâce à la production de biens et services dans un pays au cours d'une certaine période. Il mesure également le revenu gagné sur cette production. Le PIB par habitant d'un pays se calcule en divisant le PIB du pays par sa population totale. Le PIB par habitant est avant tout un indicateur de production. Son objet n'est pas la mesure du bien-être, de la société, mais la mesure des productions économiques, marchandes et non marchandes (mais résultant d'une activité économique formelle et mesurable) réalisées au cours d'une période donnée.

III.3.1.2. Le crédit intérieur distribué au secteur privé rapporté au PIB

De la part de LEVINE (1996), le ratio du crédit accordé aux entreprises privées rapporté au PIB est un indicateur du crédit octroyé au secteur privé. Ce ratio constitue une mesure plus précise de l'intermédiation financière. C'est un indicateur très souvent utilisé pour évaluer l'allocation des ressources financières, une possibilité que le ratio M2/PIB n'offre pas. Un secteur financier qui canalise les crédits vers le secteur privé est donc plus développé que celui qui fait le contraire. La source de cette dernière est la Banque Mondiale 2023.

III.3.1.3. Indice du développement financier agrégé (FD)

C'est un classement relatif des pays en fonction de la profondeur, de l'accès et de l'efficacité de leurs institutions financières et de leurs marchés financiers. Il s'agit d'un agrégat de l'indice des institutions financières et de l'indice des marchés financiers. En effet, il est composé par un certain nombre d'indice à savoir : l'indice des institutions financières (IF) qui est composé de trois indices : indice de profondeur des institutions financières (FID), indice d'accès aux institutions financières (FIA) et indice d'efficience des institutions financières (FIE) ; l'indice des marchés financiers (FM) qui est composé des sous indices à savoir : indice de profondeur des marchés financiers (FMD), indice d'accès aux marchés financiers (FMA) et indice d'efficience des marchés financiers (FME). La source de cette dernière est la Banque Mondiale 2023.

III.3.1.4. La variable Internet qui capte la TIC

Le secteur financier semble être l'un des secteurs où le phénomène de diffusion et d'adoption des TIC est le plus spectaculaire. Ce constat a suscité de nombreuses réflexions d'une part sur le rôle des TIC dans le développement financier lui-même et d'autre part sur le rôle interactif des TIC et du développement financier sur la croissance économique. Nous avons choisi ici la variable internet pour mesurer l'utilisateur d'internet en % de la population ainsi que le téléphone mobile pour mesurer l'abonnement à la téléphonie mobile (pour 100 habitants).

LEVINE (2001) dans ses travaux montre que le développement du secteur financier et la diffusion des TIC peuvent conjointement affecter la croissance économique par l'accumulation de capital, l'innovation technologique, la réduction des imperfections du marché des capitaux et l'asymétrie de l'information entre différents agents économiques.

Allen et al. (2018) concluent que les technologies de la finance électronique réduisent l'asymétrie d'information car elles réduisent les coûts de communication, de calcul et de traitement des données, permettant ainsi aux acheteurs et aux vendeurs d'actifs financiers d'avoir un accès plus égal à l'information. La source de cette dernière est la Banque Mondiale 2023.

III.3.1.5. La Formation Brute de Capital Fixe

La formation brute de capital fixe (investissement) : elle correspond à la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents, c'est-à-dire l'investissement réalisé par l'ensemble des secteurs institutionnels.

Pour une entreprise, cela correspond à un bien dont l'utilisation interviendra au moins un an dans la production. L'acquisition d'un logement par un ménage est également considérée comme un investissement. La source de cette dernière est la Banque Mondiale 2023

III.3.1.6. La variable taux d'inflation

L'inflation a un impact négatif sur le secteur financier pour plusieurs raisons, ce qui se justifie par le fait qu'une forte inflation est généralement le signal d'une grande instabilité macroéconomique et génère des imperfections dans l'information et les incertitudes sur la rentabilité des projets d'investissement, Roussou et Wachtel (2002). Cependant, ces imperfections de marché nuisent au secteur financier dans l'une de ses principales fonctions qui est d'allouer le capital efficacement. Une augmentation du taux d'inflation entraine une baisse du taux de rendement réel non seulement de la monnaie, mais aussi des actifs en général. La source de cette dernière est la Banque Mondiale 2023.

III.3.1.7. La variable contrôle de la corruption

Elle mesure l'ampleur de la corruption et la manière avec laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées. Les valeurs faibles de cette variable indiquent que les hauts fonctionnaires du gouvernement sont corruptibles et sont susceptibles d'exiger des versements spéciaux sous forme de pots de vin par rapport à l'octroi de licence d'exportation ou d'importation, de contrôles de change, d'octroi de prêts. Une telle corruption peut rendre le commerce inefficace et peut induire également à un retrait des investissements (Gazdar et Cherif, 2012).

La corruption freine la croissance économique, nuit à l'état de droit et entraîne un gaspillage de compétences et de précieuses ressources. Lorsque la corruption est omniprésente, les entreprises hésitent à investir face au coût nettement plus élevé de l'activité économique. Les travaux de Kpodar (2005) montrent que les faiblesses de l'environnement institutionnel légal, de la maitrise de la corruption, la supervision bancaire et les mauvaises performances économiques ne favorisent pas les externalités positives du développement financier sur la croissance économique.

Ceci se traduit généralement par les crises bancaires permanentes, la persistance de l'interventionnisme public dans le secteur financier et explique l'effet non significatif du développement financier sur la croissance économique dans les PED.

III.3.1.8. La variable ouverture commerciale

L'ouverture commerciale englobe une dimension tant bien culturelle qu'économique. Appliquée au champ de l'économie, elle désigne le résultat d'un processus visant à réduire les barrières aux échanges économiques entre nations. Mathématiquement, elle est la somme des exportations et des importations d'un pays rapportée au Produit Intérieur Brut. La théorie du commerce international accepte que l'ouverture au commerce internationale stimule le développement technologique à travers l'accès facile aux produits et services incorporant la technologie. Le commerce extérieur est un moteur de la croissance dans ce sens qu'il crée des emplois, réduit la pauvreté et ouvre des perspectives économiques. Le secteur financier n'échappe pas aux effets que cette ouverture exerce sur l'économie d'un pays.

III.3.1.9. La variable stabilité politique

La stabilité est en fin de compte le résultat d'un contrat social entre les différentes forces et tranches de la communauté, bâtie sur un système de droits équilibrés garantis par les lois et les institutions. La stabilité politique a un rôle très important dans le processus de développement économique d'un pays. L'étude de l'effet de la stabilité politique sur la croissance économique est une des priorités structurelles que ce soit au niveau académique, politique ou sociétale.

III.3.2. Sources et signes attendus des variables

Tableau 2 : Résumé de la présentation des variables, leurs signes attendus et leurs sources

N°	Variables	Nom de la variable	Signe attendu	Référence
1	CPSPIB	Crédit prive en % du PIB	+ ou -	Panizza (2012), Levine (1996), Caudamine (1998), Rancière, Tornell et Westermann (2006), Eggoh (2010)
3	INFLA	Inflation en % annuel	-	Roussou et Wachtel (2002)
4	INTERNET	Abonnement à l'internet	+	Andonova (2006), Sepehrdoust (2018)
5	IDF	Indice du développement financier	+ ou -	Levine (1996), Deidda et Fattouh (2002), Rioja et Valey (2004), Rancière, Tornell et Westermann (2006), Eggoh (2010).
6	OUVCO	Ouverture commerciale	+	Bonifiglioli et Mendocine, (2004)
7	CCORUP	Contrôle de la corruption	+	Gazdar et Cherif (2012)
8	STAPOL	Stabilité politique	+	Demetriades et Law (2006), Arestis et al. (2002**),** Christophe (2015)

Source : Synthèse de l'auteur

Conclusion du troisième chapitre

L'objectif de ce chapitre était de montrer la méthodologie comme le montre son intitulé. Au cours de ce chapitre, nous avons d'abord montré la présentation du cadre général des données de panel tout en insistant sur les modèles des données de panels dynamiques.

Nous avons par la suite procédé à la spécification du modèle, l'équation du modèle d'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique, la présentation des équations du modèle suivant les hypothèses que nous avons formulées. Le modèle d'inspiration est celui issus des travaux d'Eggoh et Villieu (2013). Concernant les indicateurs retenus dans l'analyse, nous avons choisi le Produit Intérieur Brut par habitant comme indicateur de la croissance économique (variable dépendante), le ratio crédit privé rapporté au produit intérieur brut (CPSPIB) indicateur du développement financier (variable explicative) qui est une variable d'intérêt, l'indice du développement financier agrégé qui capte aussi le développement financier.

Nous signalons qu'en plus de ces variables que nous venons de citer, il y a aussi les autres variables de control que nous avons choisies telles qu'elles sont présentées dans les équations données ci haut. Après le choix de ces variables, nous avons par la suite fait la présentation de chacune de ces dernières ainsi que leurs signes attendus.

Enfin, nous rappelons que le but principal de ce travail est d'analyser la contribution du développement financier sur la croissance économique des pays de l'Afrique subsaharienne. Les résultats obtenus en utilisant la méthodologie que nous avons décrite dans ce chapitre sont par la suite présentés et discutés dans le chapitre quatre que nous intitulons résultats et interprétation.

CHAPITRE IV. RESULTATS ET INTERPRETATIONS

Pour bien juger l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, il nous a été important de faire une série de régression et de tests économétriques tout en passant par les modèles formalisés au cours du troisième chapitre concernant la méthodologie.

Le présent chapitre est subdivisé en deux sections : la première section étudie l'effet direct du développement financier capté par deux variables à savoir l'indice du développement financier agrégé et le ratio du crédit accordé au secteur privé rapporté au Produit Intérieur Brut sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, la seconde montre l'effet d'interaction entre le développement financier et les variables institutionnelles telles que la stabilité politique, le contrôle de la corruption sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ainsi que l'effet d'interaction entre le développement financier et les technologies de l'information et de la communication captées par l'abonnement à l'internet sur la croissance économique dans la région déjà citée.

Section 1. Analyse de l'effet direct du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Cette section permet de présenter concrètement les résultats des modèles, des tests économétriques ainsi que leurs interprétations en utilisant GMM en système dans le cadre de l'analyse de l'effet qu'exerce le développement financier capté par l'indice du développement financier agrégé et le crédit intérieur accordé au secteur privé rapporté au PIB sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Dans le cadre de mener une étude profonde portant sur l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, nous utilisons un estimateur portant sur le GMM en système sous la commande "*xtdpdgmm*" de (Kripfganz, 2019) afin de contourner l'effet qu'exerce les différentes variables prises en compte sur la croissance économique. C'est ainsi en effet que nous présentons les résultats issus de ces variables pris en compte pour cette étude dans le tableau ci-dessous tout en sachant que les hypothèses à vérifier pour répondre à la question de savoir l'effet direct du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne sont :

H1 : Le développement financier exerce une influence positive sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne.

Tableau 3 : Résultats de GMM en système pour analyse de l'effet du DF sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Variables	GMM en système	
Variable endogène: $LPIBH_{it}$	**Coefficients**	**Prob**
Variables exogènes :		
Logarithme du Produit Intérieur Brut décalé ($LPIBH_{it-1}$)	0.985***	0.000
Indice du développement financier agrégé (IDF_{it})	0.060	0.905
Logarithme du crédit privé rapporté au PIB ($LCPSPIB_{it}$)	0.014	0.814
Logarithme de la Formation Brut du Capital Fixe ($LFBCF_{it}$)	0.061*	0.076
Logarithme de l'abonnement à l'internet ($LINTERNET_{it}$)	0.017	0.163
Contrôle de la corruption ($CCORRUPT_{it}$)	0.001	0.977
Logarithme de l'ouverture commerciale ($LOUVECO_{it}$)	0.091***	0.005
Inflation ($INFLA_{it}$)	-0.001*	0.100
Test d'autocorrélation sérielle d'Arellano – Bond		
Autocorrélation, AR(1)	z = -3.201	0.001
Autocorrélation, AR(2)	z = -1.593	0.111
Autocorrélation,AR(3)	z = -0.004	0.996
Test de surdentification incrémentale des instruments de sargan/Hansen		
Moment en une étape	chi2(12) = 17.890	0.119
Moment en une et en deux étapes	chi2(12) = 23.202	0.076

Source : Auteurs à partir des estimations issues du stata 15 ; avec (*** ,** ,*) signification au seuil de 1%, 5%, 10%.

La variable $LPIBH_{it-1}$ indique le logarithme népérien du PIB par habitant décalé par rapport au $LPIBH_{it}$. Bien que cette variable soit considérée comme variable exogène par sa propriété, elle est vraisemblablement considérée comme variable endogène pour la simple raison qu'elle vienne instrumenter le $LPIBH_{it}$ de cette année-ci.

D'où l'utilisation de lag (2) dans l'objectif de faire naitre une variable d'harmonisation (variable instrumentale). Les autres variables purement exogènes sont considérées comme des instruments. D'où l'utilisation de lag (1 1). Dans le même ordre d'idée, l'option collapse comme s'est marqué dans la théorie pourrait garantir un petit nombre d'instruments utilisés qui n'excède pas le nombre d'observations, afin de pouvoir estimer le modèle d'une façon non biaisée, ce qui évite potentiellement le problème de multiplication des instruments (Roodman (2009a, 2009b)).

Le coefficient de la variable Produit Intérieur Brut par habitant décalé est statistiquement significatif au seuil de 1% avec une probabilité (p=0.000) donc inférieure à 1% ce qui pourrait garantir sa robustesse comme variable instrumentale. Dès lors, en interprétant les résultats, la variable endogène retardée($LPIBH_{it-1}$) possède un coefficient élevé et positif (0.985) avec une probabilité inférieure à 1%, ce qui signifie que cette variable exerce une influence positive et significative sur le Produit Intérieur Brut par Habitant. Cela étant, lorsque le PIBH retardé augmente de 1%, le PIBH augmente de 0.985%, ceteris paribus.

Les variables (IDF_{it}), ($LCPSPIB_{it}$), indicateurs du développement financier exercent une influence positive (voir leurs coefficients positifs) sur la croissance économique en Afrique subsaharienne bien que cette influence ne soit pas significative. En effet, les résultats trouvés qui montrent la contribution positive mais non significative du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, ne sont pas loin de ceux trouvés par d'autres auteurs (exemple : Beck et al (2012), Ngongang (2015), Tochukwu et Ajibola (2019) etc.) qui ont travaillé sur les effets du développement financier sur la croissance économique.

En effet, les travaux de Beck et al (2012) qui en menant une étude sur un échantillon de pays développés et émergents parviennent à conclure que le développement financier n'influence pas significativement la croissance lorsque le crédit est alloué aux ménages. De même, les travaux de Kuipou et al. (2015), Ngongang (2015), Tochukwu et Ajibola (2019) portant sur les pays de l'Afrique subsaharienne aboutissent à l'absence de l'effet significatif du développement financier sur la croissance en Afrique subsaharienne. Cependant, ce résultat obtenu à l'aide de la méthode de GMM serait lié au sous-développement des systèmes financiers ou à l'instabilité des taux de croissance (Ngongang, 2015) et à l'absence de la bonne gouvernance dans cette région (Kuipou et al. 2015).

Des explications prouvant la contribution positive des crédits distribués au secteur privé en Afrique subsaharienne sont nombreuses. Le fait que le crédit accordé au secteur privé contribue positivement à la croissance économique en Afrique subsaharienne est aussi justifié par la théorie de LEVINE (1996) qui montre que le ratio du crédit accordé aux entreprises privées rapporté au PIB constitue une mesure plus précise de l'intermédiation financière ce qui contribue à la croissance économique.

Cependant, bien que nous venions de montrer quelques auteurs qui témoignent l'existence des effets positifs mais non significatifs du développement financier sur la croissance économique, d'autres auteurs témoignent des résultats non contraires mais qui diffèrent, par

exemple, King et Levine (1993) ont montré une corrélation positive et significative entre le PIB réel par tête et l'importance des crédits accordés au secteur privé. De plus, les résultats qui témoignent l'existence d'un effet positif du crédit intérieur accordé au secteur privé en Afrique subsaharienne ne sont pas aussi loin de ceux de Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) qui, en s'appuyant sur un échantillon de 100 pays en développement, constatent que les transferts de fonds stimulent la croissance dans les pays ayant des systèmes financiers peu avancés en fournissant un moyen alternatif de financer les investissements et d'aider à surmonter les contraintes de liquidité.

Le fait maintenant que l'effet du développement financier comme le montrent les résultats trouvés à travers les indicateurs du développement financier retenus n'est pas significatif peut être justifié par les auteurs comme de De Gregorio et Guidotti (1995), ces derniers ont travaillé sur un échantillon composé de 12 pays d'Amérique Latine sur la période de 1960-1985, ont constaté que le développement financier favorise la croissance économique dans ces pays que si et seulement si, ces derniers disposent d'un cadre règlementaire adéquat. Il en est de même pour Demetriades et Law (2006), ces derniers ont examiné également ce lien dans un échantillon composé de 72 pays développés et en développement sur la période allant de 1978-2000. Ils constatent que l'effet du développement financier sur la croissance économique est insignifiant dans les pays dotés d'une faible qualité institutionnelle. D'après ces auteurs, le développement financier ne pourra produire un effet positif significatif sur la croissance économique que si ses pays sont dotés des institutions de bonne qualité.

Roussou et Wachtel (2002) ont montré que l'effet du développement financier sur la croissance est sensiblement réduit dans les pays à forte inflation, qui sont généralement des pays à faible niveau de développement économique. Cette théorie peut aussi témoigner nos résultats de non significativité de l'effet du développement financier sur la croissance économique au sein des pays de l'Afrique subsaharienne qui sont des pays à forte inflation avec un faible niveau de développement.

Il est donc à conclure à travers la non significativité de la contribution du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne que les causes sont nombreuses et certaines sont entre autres : mauvaise qualité des institutions dans la plupart des pays de la région étudiée, la mauvaise gouvernance, l'absence d'un cadre règlementaire adéquat, l'insuffisance des institutions financières pouvant permettre l'accès de tous, la corruption dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, l'existence de la finance

informelle dans beaucoup de régions des pays de l'Afrique subsaharienne, l'instabilité politique ainsi que le sous-développement des secteurs financiers de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne. Ça pourrait aussi être expliquée par le manque des capacités suffisante dans l'analyse des dossiers de demande de crédits pour juger la rentabilité sans oublier aussi l'affectation des montants reçus dans des projets non signalés dans les dossiers de demande de crédits, ce qui constitue l'échec de rentabilité.

Les résultats de la régression pour analyse de l'effet direct du développement financier sur la croissance économique montrent aussi la contribution non négligeable des autres variables dites variables de contrôles sur la croissance économique, il s'agit notamment des variables, la Formation Brut du Capital Fixe ($LFBCF_{it}$) qui exerce une influence positive significative au seuil de 10% sur le PIB par habitant qui est un indicateur de la croissance économique, l'ouverture commerciale qui exerce une influence positive et significative (coefficient = 0.091 et probabilité = 0.005) au seuil de 1% sur la croissance économique. Cela signifie que lorsque l'ouverture commerciale en Afrique subsaharienne s'améliore de 1%, le PIBH augmente de 0.091%, ceteris paribus. En effet, l'ouverture commerciale joue un rôle très signifiant au niveau des pays de l'Afrique subsaharienne, ce qui signifie que ces pays ont essayé de réduire les barrières pour s'ouvrir au commerce international comme le témoignent Edwards (1998), Sachs et Warner (1995) qui montrent que l'abaissement des barrières au commerce induit une croissance plus élevée. Non seulement ces auteurs, d'autres aussi comme Bekaert, Harvey et Lundblad (2005) trouvent que le coefficient de l'ouverture commerciale est corrélé positivement et d'une manière significative à la croissance économique. Ceux derniers montrent que les pays qui s'ouvrent aux opérations commerciales bénéficient d'une croissance économique plus élevée que ceux qui sont relativement fermés.

Les autres variables comme l'abonnement à l'internet ($LINTERNET_{it}$), le contrôle de la corruption ($CCORRUPT_{it}$) exercent une influence positive mais non significative sur le Produit Intérieur Brut par Habitant en Afrique subsaharienne sauf l'inflation ($INFLA_{it}$) qui en exerce une influence négative.

Pour le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1998) et celui de validité des instruments de Sargan/Hansen, nous savons que tout d'abord le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1998) permet d'accepter que par construction il y a toujours l'autocorrélation d'ordre un AR (1) (Anderson et Hsiao, 1981) ce qui est vrai pour notre cas car AR (1) ($p = 0.001 < 5\%$).

Mais par contre, il y a l'absence d'autocorrélation du second ordre (p = 0.111) ainsi que l'absence de celle du troisième ordre AR (3) car (p = 0.996). Pour l'hypothèse de validité des instruments (p = 0.119 et p=0.076), nous voyons que plus la valeur p de la statistique de Sargan est élevée, cela est mieux. Donc par les deux tests, ces résultats sont donc valides.

Enfin, les résultats trouvés ainsi que les interprétations qui viennent d'être faites aboutissent à confirmer la première hypothèse H1 : Le développement financier exerce une influence positive sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne, il tient tout simplement de préciser que cette influence est positive mais non significative du fait que les probabilités associées aux coefficients des variables qui captent le développement financier ne sont pas inférieures à 5 %. Le développement financier exerce donc une influence positive mais non significative sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, ce qui conduit à inviter l'amélioration de la qualité des institutions pour augmenter cet effet.

Section 2. Résultats d'analyse de l'effet d'interaction entre le développement financier et les variables institutionnelles sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Nous analysons ici les résultats issus de l'effet d'interaction entre le développement financier capté par deux variables à savoir l'indice du développement financier et le crédit intérieur privé rapporté au PIB et les variables institutionnelles telles que la stabilité politique et la contrôle de la corruption. Nous analysons également l'effet d'interaction entre le développement financier et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) captées par la variable abonnement à l'internet. Les résultats de cette interaction sont rassemblés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Résultats de GMM en système pour analyse de l'effet d'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Variables	**GMM en système**	
Variable endogène: $LPIBH_{it}$	**Coefficients**	**Prob**
Variables exogènes :		
Logarithme du Produit Intérieur Brut décalé ($LPIBH_{it-1}$)	**0.985*** **	**0.000**
Interaction entre indice du développement financier et stabilité politique ($(IDF * STAPOL)_{it}$)	**0.059**	**0.625**
Logarithme de la Formation Brut du Capital Fixe ($LFBCF_{it}$)	**0.064*** **	**0.002**
Logarithme de l'abonnement à l'internet ($LINTERNET_{it}$)	**0.015*** **	**0.008**
Logarithme de l'ouverture commerciale ($LOUVECO_{it}$)	**0.078*** **	**0.000**
Contrôle de la corruption ($CCORRUPT_{it}$)	**0.015**	**0.611**
Inflation ($INFLA_{it}$)	**-0.000***	**0.062**
Test d'autocorrélation sérielle d'Arellano – Bond		
Autocorrélation, AR(1)	**z = -3.347**	**0.000**
Autocorrélation, AR(2)	**z = -1.766**	**0.077**
Autocorrélation,AR(3)	**z = 0.151**	**0.879**
Test de surdentification incrémentale des instruments de sargan/Hansen		
Moment en une étape	chi2(24) = 25.869	0.359
Moment en une et en deux étapes	chi2(24) = 30.000	0.184

Source : Auteurs à partir des estimations issues du stata 15 ; avec (*** ,** ,*) signification au seuil de 1%, 5%, 10%.

Le tableau ci-dessus montre les résultats issus des effets d'interaction entre le développement financier capté par l'indice du développement financier agrégé et la stabilité politique sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Les résultats issus de l'estimation de l'interaction entre le développement financier capté par l'indice du développement financier agrégé et la stabilité politique montrent une influence positive (voir le coefficient associé au terme d'interaction $IDF * STAPOL_{it}$ positif) mais non significative (voir la probabilité associée supérieure à 5%) de cette interaction sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

Ainsi, la non significativité de l'effet d'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique pourrait être expliquée d'une part par l'indice du développement financier lui-même. En effet, cet indice est un indice composite, il est formé par d'autres indices comme l'indice des institutions financières qui est mesuré à son tour par la profondeur financière, l'accès au marché financier et l'efficience des institutions financières. Il est aussi composé de l'indice des marchés financiers qui mesure la profondeur des marchés financiers, l'accès aux marchés financiers et l'efficience des marchés financiers. Tout cela montre que cet indice exige soit la profondeur soit l'accès soit l'efficience en ce qui est des institutions financières et des marchés financiers, ce que la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne n'a pas encore priorisé. D'autre part, la contribution positive mais non significative de l'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique sur la croissance économique pourrait être expliquée par l'instabilité politique observée dans la plupart des pays dont a porté cette étude, étant donné que ces pays ne manquent pas des conflits politiques.

Les Etats doivent jouer un rôle fondamental surtout pour assurer la stabilité politique au sein des pays de l'Afrique subsaharienne, surtout tout en assurant la bonne gouvernance qui est la principale source de la stabilité politique. La stabilité politique est un facteur crucial qui influence le niveau des investissements directs étrangers (IDE). L'environnement politique d'un pays peut avoir un impact significatif sur les décisions d'investissement des sociétés multinationales dont le secteur financier ne peut pas être épargné.

Le développement financier peut réduire la pauvreté de deux façons : soit directement, soit indirectement à travers son effet sur la croissance économique. L'effet indirect s'exerce à travers l'influence du système financier sur le commerce ou l'intensité des échanges, d'une part, et sur le volume et la qualité de l'investissement à travers l'allocation efficace des facteurs de production aux projets les plus productifs générateurs de croissance, d'autre part. Tout cela va bien dans un endroit où règne la stabilité politique. L'instabilité politique fait fuir les investisseurs non seulement étrangers mais aussi nationaux, et si ces derniers ne fuient pas, ils réduisent leurs activités.

Les travaux de Kpodar (2005) montrent que les faiblesses de l'environnement institutionnel légal, de la maitrise de la corruption, la supervision bancaire et les mauvaises performances économiques ne favorisent pas les externalités positives du développement financier sur la croissance économique.

Ceci se traduit généralement par les crises bancaires permanentes, la persistance de l'interventionnisme public dans le secteur financier et explique l'effet non significatif du développement financier sur la croissance économique dans les PED.

Pour le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1998) et celui de validité des instruments de Sargan/Hansen, nous savons que tout d'abord le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1998) permet d'accepter que par construction il y a toujours l'autocorrélation d'ordre un AR (1) (Anderson et Hsiao, 1981) ce qui est vrai pour notre cas car AR (1) (p = 0.000 < 5%). Mais par contre, il y a l'absence d'autocorrélation du second ordre (p = 0.077) ainsi que l'absence de celle du troisième ordre AR (3) car (p = 0.879). Pour l'hypothèse de validité des instruments (p = 0.359 et p=0.184), nous voyons que plus la valeur p de la statistique de Sargan est élevée, cela est mieux. Donc par les deux tests, ces résultats sont donc valides.

Tableau 5 : Résultats de GMM en système pour analyse de l'effet d'interaction entre l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Variables	**GMM en système**	
Variable endogène: $LPIBH_{it}$	**Coefficients**	**Prob**
Variables exogènes :		
Logarithme du Produit Intérieur Brut décalé ($LPIBH_{it-1}$)	0.967***	0.000
Interaction entre indice du développement fincier et contrôle de la corruption ($(IDF * CCORUPT)_{it}$)	0.095	0.363
Logarithme du crédit privé rapporté au PIB ($LCPSPIB_{it}$)	0.021	0.392
Logarithme de la Formation Brut du Capital Fixe ($LFBCF_{it}$)	0.045	0.120
Logarithme de l'abonnement à l'internet ($LINTERNET_{it}$)	0.017**	0.012
Logarithme de l'ouverture commerciale ($LOUVECO_{it}$)	0.086***	0.000
Inflation ($INFLA_{it}$)	-0.268	0.141
Test d'autocorrélation sérielle d'Arellano – Bond		
Autocorrélation, AR(1)	z = -3.252	0.001
Autocorrélation, AR(2)	z = -1.453	0.146
Autocorrélation, AR(3)	z = -0.057	0.953
Test de surdentification incrémentale des instruments de sargan/Hansen		
Moment en une étape	chi2(24) = 25.869	0.359
Moment en une et en deux étapes	chi2(24) = 30.000	0.184

Source : Auteurs à partir des estimations issues du stata 15 ; avec (*** ,** ,*) signification au seuil de 1%, 5%, 10%.

Il est à signaler que les variables à interpréter sont celles d'interaction du fait que les autres variables dites de contrôle ont gardé leurs signes que précédemment bien que le seuil de signification ait changé pour certaines. En effet, les résultats issus de l'estimation de l'interaction entre le développement financier capté par l'indice du développement financier agrégé et le contrôle de la corruption montrent une influence positive (voir le coefficient associé au terme d'interaction $IDF * CCORUP_{it}$ positif) mais non significative (voir la probabilité associée supérieure à 5%). L'Etat joue un rôle fondamental surtout pour assurer la bonne gouvernance économique tout en luttant contre la corruption qui a des impacts négatifs sur le secteur financier, ce qui pénalise par la suite la croissance économique. La corruption affecte le niveau de croissance à travers les effets qu'elle entraine sur le niveau d'investissement, raison pour laquelle les autorités politiques doivent investir dans la lutte contre la corruption et entreprendre des réformes visant à éradiquer ce phénomène comme le précise Mauro (1995).

Des travaux montrant le rôle de la gouvernance et surtout de la maitrise de la corruption dans l'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique ont été effectués ; contrairement à la thèse orthodoxe qui soutient l'idée selon laquelle le développement financier affecte positivement la croissance économique de manière automatique, les défenseurs de la deuxième thèse, quant à eux, démontrent que ce dernier ne conduit pas toujours à la croissance économique dans les PED. Ils justifient que cette croissance ne sera possible que si et seulement si certaines conditions sont réunies telles que la stabilité financière, la bonne gouvernance dont la lutte contre la corruption, l'égalité de revenu et même l'allègement des conditions de crédit à l'investissement. Tous ces études témoignent donc les résultats de contribution positive de l'interaction entre le développement financier et le contrôle de la corruption

Enfin, d'autres auteurs aboutissent à confirmer que l'effet positif du développement financier seul sur la croissance économique ne peut pas exister sans considération d'autres exigences. Il s'agit notamment de Christophe (2015), qui pense que le développement financier affecte positivement la croissance économique, si et seulement si, la qualité de la gouvernance est bonne. C'est ainsi qu'il ajoute que dans un environnement institutionnel adéquat, le développement financier stimule la croissance économique.

Les travaux de Kpodar (2005) s'inscrivent également dans la même lignée. Ils montrent que les faiblesses de l'environnement institutionnel légal, de la maitrise de la corruption, la supervision bancaire et les mauvaises performances économiques ne favorisent pas les externalités positives du développement financier sur la croissance économique. Ceci se traduit généralement par les crises bancaires permanentes, la persistance de l'interventionnisme public dans le secteur financier et explique l'effet non significatif du développement financier sur la croissance économique dans les PED.

Pour le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1998) et celui de validité des instruments de Sargan/Hansen, nous savons que tout d'abord le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1998) permet d'accepter que par construction il y a toujours l'autocorrélation d'ordre un AR (1) (Anderson et Hsiao, 1981) ce qui est vrai pour notre cas car AR (1) ($p = 0.001 < 5\%$). Mais par contre, il y a l'absence d'autocorrélation du second ordre ($p = 0.146$) ainsi que l'absence de celle du troisième ordre AR (3) car ($p = 0.953$). Pour l'hypothèse de validité des instruments ($p = 0.359$ et $p=0.184$), nous voyons que plus la valeur p de la statistique de Sargan est élevée, cela est mieux. Donc par les deux tests, ces résultats sont donc valides.

Les résultats trouvés sur l'effet de l'interaction entre le développement financier et le contrôle de la corruption sur la croissance économique nous conduisent à conclure que l'interaction entre le développement financier et le contrôle de la corruption exerce une influence positive sur la croissance économique mais cette influence n'est pas significative en Afrique subsaharienne.

Tableau 6 : Analyse de l'effet d'interaction entre le crédit privé et la stabilité politique ainsi que celui entre le crédit privé et l'abonnement à l'internet sur la croissance économique en Afrique subsaharienne

Variables	**GMM en système**	
Variable endogène: $LPIBH_{it}$	**Coefficients**	**Prob**
Variables exogènes :		
Logarithme du Produit Intérieur Brut décalé ($LPIBH_{it-1}$)	0.900***	0.000
Interaction entre le crédit privé rapporté au PIB et la stabilité politique ($LCPSPIB * STAPOL_{it}$)	0.019***	0.005
Logarithme de la Formation Brut du Capital Fixe ($LFBCF_{it}$)	0.049***	0.006
Interaction entre le crédit privé rapporté au PIB et l'internet **(**$LCPSPIB * LINTERNET_{it}$)	0.006	0.810
Contrôle de la corruption ($CCORRUPT_{it}$)	0.037	0.226
Logarithme de l'ouverture commerciale ($LOUVECO_{it}$)	0.107***	0.002
Inflation ($INFLA_{it}$)	-0.001**	0.023
Test d'autocorrélation sérielle d'Arellano – Bond		
Autocorrélation, AR(1)	z = -2.140	0.0323
Autocorrélation, AR(2)	z = -1.390	0.164
Autocorrélation,AR(3)	z = -0.599	0.548
Test de surdentification incrémentale des instruments de sargan/Hansen		
Moment en une étape	chi2(24) = 26.976	0.310
Moment en une et en deux étapes	chi2(24) = 31.000	0.153

Source : Auteurs à partir des estimations issues du stata 15 ; avec (*** ,** ,*) signification au seuil de 1%, 5%, 10%.

Les résultats issus de l'estimation de l'interaction entre le développement financier capté par le ratio crédit privé rapporté au PIB et la stabilité politique montre une influence positive (coefficient = 0.019) et significative (probabilité = 0.005) de l'effet d'interaction entre le développement financier et la stabilité politique sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Les résultats trouvés montrent que la stabilité politique augmente l'influence du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Comme la stabilité politique constitue une variable institutionnelle, l'Etat joue un rôle fondamental surtout pour assurer la stabilité politique tout en assurant la bonne gouvernance qui est la principale source de la stabilité politique.

En effet, les travaux montrant le rôle de la qualité institutionnelle dans l'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique ont été effectués par un certain nombre d'auteurs (Demetriades et Law (2006), Arestis et al. (2002), Christophe (2015)). Demetriades et Law (2006), dans leur étude, croisent le développement financier avec les indicateurs de la

qualité institutionnelle pour un échantillon de 72 pays portant sur une période allant de 1978-2000. Leur principal résultat est que l'effet positif du développement financier est plus large lorsque le système financier est intégré dans un cadre institutionnel sain et solide. En outre, ils montrent que, dans les pays à faible revenu, la qualité institutionnelle semble être un déterminant fondamental du développement économique plus que le développement financier et que tout effet positif du développement financier sur la croissance sera affaibli sans l'existence de bonnes institutions dont la stabilité politique ne peut pas manquer.

Arestis et al. (2002) prouvent que les différences institutionnelles affectent l'impact des politiques de libéralisation financière sur le développement financier. L'importance des institutions pour la finance, telles que les règles de lois, la stabilité politique, l'efficacité gouvernementale et le contrôle de la corruption, ressort également des travaux de Gani et Ngassam (2008) et Girma et Shortland (2008).

Enfin, d'autres auteurs aboutissent à confirmer que l'effet positif du développement financier seul sur la croissance économique ne peut pas exister sans considération d'autres exigences comme nous venons de le montrer à travers l'effet d'interaction entre ce dernier et la stabilité politique. Il s'agit notamment de Christophe (2015), qui pense que le développement financier affecte positivement la croissance économique, si et seulement si, la qualité de la gouvernance est bonne. C'est ainsi qu'il ajoute que dans un environnement institutionnel adéquat, le développement financier stimule la croissance économique.

L'analyse des résultats issus de l'effet d'interaction entre le développement financier et les TIC captées par l'abonnement à l'internet montre que cette interaction a des effets positifs mais qui ne sont pas significatifs (coefficient associé à la variable d'interaction = 0.013 et probabilité = 0.810).

Cependant, le fait que les résultats de l'effet d'interaction entre le développement financier et l'abonnement à l'internet influencent positivement la croissance économique peuvent être témoignés par des théories développées par certains auteurs dont les uns sont (Levine (2001), Shamim (2007), Andonova, (2006)). En effet, Levine (2001) dans ses travaux montre que le développement du secteur financier et la diffusion des TIC peuvent conjointement affecter la croissance économique par l'accumulation de capital, l'innovation technologique, la réduction des imperfections du marché des capitaux et l'asymétrie de l'information entre différents agents économiques.

De même, les travaux d'Allen et al. (2018) concluent que les technologies de la finance électronique réduisent l'asymétrie d'information car elles réduisent les coûts de communication, de calcul et de traitement des données, permettant ainsi aux acheteurs et aux vendeurs d'actifs financiers d'avoir un accès plus égal à l'information, ce qui augmente la production.

Sur le plan des études empiriques portant sur les effets de l'interaction TIC-finance sur la croissance, les travaux de Shamim (2007) montrent que le développement financier, accompagné par une meilleure infrastructure de télécommunication, est positivement associée à la croissance économique à long terme. Ainsi, il existe un courant de littérature en plein essor qui maintient que le faible niveau du développement financier dans les pays en développement est dû à l'asymétrie de l'information (Gajigo, Triki, & Drammeh, 2014 ; Asongu, 2015).

Ce courant peut expliquer le cas de notre étude, les résultats trouvés montrent que l'interaction entre le développement financier et l'internet n'exerce pas d'effet significatif sur la croissance économique en Afrique subsaharienne bien que cette influence soit positive, ce qui montre qu'il faut des initiatives à l'endroit de la promotion des TIC, surtout à l'endroit de l'usage d'internet en Afrique subsaharienne, le nombre d'usagers d'internet n'est pas encore suffisant en Afrique subsaharienne pour augmenter la significativité de l'effet du développement financier sur la croissance économique sans oublier aussi ceux qui en utilisent pour des choses sans importance.

Par ailleurs, les variables de contrôle comme la formation brute de capital fixe et l'ouverture commerciale ont une influence positive et significative au seuil de 1% (voir coefficients positifs et probabilité inférieur à 1%° sur la croissance économique. Ainsi, si la formation brute de capital fixe augmente de 1%, le produit intérieur brut par habitant augmente de 0.049%, ceteris paribus. De même, si l'ouverture commerciale est améliorée d'un point de pourcentage, le produit intérieur brut par habitant augmente de 0.107%. L'inflation quant à elle exerce une influence négative et significative sur le produit intérieur brut par habitant en Afrique subsaharienne (coefficient = -0.001 et probabilité = 0.023 inférieur à 5%).

Pour le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1998) et celui de validité des instruments de Sargan/Hansen, nous savons que tout d'abord le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1998) permet d'accepter que par construction il y a toujours l'autocorrélation d'ordre un AR (1) (Anderson et Hsiao, 1981) ce qui est vrai pour notre cas car AR (1) ($p = 0.032 < 5\%$).

Mais par contre, il y a l'absence d'autocorrélation du second ordre (p = 0.164) ainsi que l'absence de celle du troisième ordre AR (3) car (p = 0.548). Pour l'hypothèse de validité des instruments (p = 0.310 et p=0.153), nous voyons que plus la valeur p de la statistique de Sargan est élevée, cela est mieux. Donc par les deux tests, ces résultats sont donc valides.

Les résultats qui viennent d'être trouvés aboutissent à valider respectivement la deuxième et la troisième hypothèse qui stipulent que la qualité des institutions augmente l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne et que les TIC augmentent l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. L'effet est significatif pour le cas de la stabilité politique mais non significative pour l'abonnement à l'internet, raison pour laquelle quelques initiatives pour améliorer les TIC en Afriques subsaharienne sont à mettre en place.

Conclusion du quatrième chapitre

L'objectif du présent chapitre était de mener une analyse empirique pour capter la contribution du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Pour mener à bien cette analyse, nous avons d'abord effectué une estimation des modèles dynamiques avec la méthode de GMM en système. Les instruments utilisés ont été validés ainsi que l'absence d'autocorrélation des erreurs. Nous avons utilisé deux variables pour capter le développement financier à savoir le crédit intérieur privé et l'indice du développement financier.

En plus de ces variables qui captent le développement financier, nous avons utilisé les variables d'interaction à savoir l'interaction entre le crédit privé et la stabilité politique qui est une variable institutionnelle pour vérifier si la stabilité politique augmente l'effet du développement financier sur la croissance économique, l'interaction entre l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption qui est aussi une variable institutionnelle pour vérifier si le contrôle de la corruption augmente l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne ainsi que l'interaction entre le crédit privé et l'internet qui capte les TIC pour vérifier si les TIC augmentent eux aussi l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

En plus encore des variables d'intérêt qui viennent d'être cités, nous avons utilisé celles de contrôle comme la Formation Brute de Capitale Fixe, l'ouverture commerciale et l'inflation, la contrôle de la corruption. Les résultats trouvés nous ont révélés que l'effet direct du développement financier est positif mais non significatif et que l'effet d'interaction entre le développement financier capté par le crédit privé rapporté au PIB et la stabilité politique est positif et significatif au seuil de 1%, ce qui nous a permis de conclure que la stabilité politique augmente l'influence de l'effet du crédit privé sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. En d'autres termes, le développement financier exerce des effets positifs significatifs si d'autres conditions sont réunies.

Les résultats trouvés montrent aussi que l'effet d'interaction entre le crédit privé et l'internet est positif mais non significatif en Afrique subsaharienne. De même, les coefficients associés aux variables d'interaction, l'indice du développement financier et la stabilité politique, l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption ne sont pas significatifs.

CONCLUSION GENERALE, RECOMMANDATIONS ET LIMITES

Conclusion générale

L'objectif principal de notre travail de recherche était d'analyser la contribution du développement financier sur la croissance économique au sein des pays de l'Afrique Subsaharienne. En effet, pour vérifier cet objectif, nous avons d'abord introduit le premier chapitre concernant la littérature théorique sur le développement financier et la croissance économique, dans lequel nous avons développé les théories sur le développement financier et la croissance économique ainsi que quelques résultats empiriques de certains auteurs qui ont travaillé sur le développement financier. Il est cependant à signaler que la littérature a montré que bien que d'un moment le développement financier exerce une influence positive sur la croissance économique, il arrive aussi un moment ça exerce une influence négative. Il y a donc des conditions pour que l'influence du développement financier sur la croissance économique soit positive.

Après le premier chapitre, nous avons développé le deuxième dont l'objectif était d'analyser d'une façon descriptive l'état des lieux du développement financier et croissance économique en Afrique subsaharienne, où nous avons fait l'évolution de quelques variables en rapport avec le secteur réel et le secteur monétaire dans la région d'étude, ainsi que la comparaison entre les deux (variables du secteur réel et celles du secteur monétaire). L'analyse a été menée à travers les indicateurs du développement financier tels que le ratio crédit accordé au secteur privé rapporté au PIB, l'agrégat monétaire M2 en pourcentage du PIB et l'indice du développement financier agrégé. Les indicateurs de la croissance économique retenus comme objet d'analyse au cours de ce chapitre sont le taux de croissance du PIB et le PIB par habitant.

Concernant l'évolution des variables du secteur monétaire, l'état des lieux du ratio crédit accordé aux entreprises privées rapporté au PIB montre une faible intermédiation financière. L'Afrique Subsaharienne reste toujours en retard par rapport aux autres régions en développement en termes de volume de crédit accordé au secteur privé. Pour rattraper ce retard, des progrès doivent être réalisés sur des domaines tels que la circulation de l'information, la pertinence de l'offre produit des banques ou la sécurisation des crédits. L'évolution de l'agrégat monétaire en % du PIB montre une tendance non linéaire sur toute la période d'étude, ce qui reflète une faible intermédiation financière en Afrique subsaharienne ainsi qu'une faible disponibilité des liquidités pouvant financer les investissements.

Pour le cas des variables du secteur réel tels que le taux de croissance économique et le PIB par habitant, l'évolution renseigne toujours sur le retard du développement au sein de ces pays pour lesquels le PIB par habitants ainsi que le taux de croissance du PIB restent toujours très loin de ceux des pays développés. La comparaison des pays en développement financier et en taux de croissance économique montre qu'il est difficile de repérer d'une façon exacte les pays qui sont financièrement développés de plus que d'autres du fait que l'un est financièrement développé en tenant compte de telle variable mais ne l'est pas si nous considérons l'autre indicateur.

Le troisième chapitre quant à lui parle de la méthodologie sur le développement financier et la croissance économique. Au cours de ce chapitre, nous avons d'abord développé le cadre général des données de panel et spécification du modèle de base, ensuite nous avons estimé l'équation du modèle d'analyse de l'effet du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, nous avons par la suite montré les équations pour l'analyse de l'effet de direct l'effet du développement financier sur la croissance économique ainsi que celles d'interaction.

Enfin, le quatrième et dernier chapitre concernant l'analyse et interprétation des résultats avait comme objectif de mener une analyse empirique de la contribution du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Pour mener à bien cette analyse, nous avons d'abord effectué une estimation des modèles dynamiques avec la méthode GMM en système par utilisation de la commande « xtabond2 » dans STATA15.1.

Cependant, le travail en question avait un objectif principal accompagné de trois objectifs spécifiques et trois hypothèses de recherche. La première de savoir si le développement financier exerce une influence positive sur la croissance économique en Afrique Subsaharienne a été validée bien que cette influence ne soit pas significative. Le développement financier exerce donc une influence positive mais non significative sur la croissance économique en Afrique subsaharienne, d'où la confirmation de la première hypothèse. La deuxième était de vérifier si les variables institutionnelles augmentent l'effet du développement financier sur la croissance économique, cette hypothèse a été confirmée pour la variable d'interaction à savoir le crédit privé et la stabilité politique (coefficient = 0.019 et probabilité = 0.005) mais aussi pour les autres variables d'interaction entre l'indice du développement financier et la stabilité politique ainsi que l'indice du développement financier et le contrôle de la corruption bien que les coefficients trouvés ne soient pas significatifs. Il en est de même pour l'interaction entre le développement financier et l'abonnement à l'internet dont l'effet n'est pas significatif.

Recommandations

Etant donné que le secteur financier joue une grande importance pour les économies de tous les pays en général et des pays de l'Afrique subsaharienne en particulier ainsi que le rôle joué par les institutions, nous suggérons aux gouvernements, aux autorités monétaires ainsi qu'à toute la population et surtout les demandeurs de crédits :

-Les Gouvernements doivent mettre sur pied des institutions de qualité, promouvoir la transparence, la bonne gouvernance, le contrôle de la corruption et la stabilité politique qui constitue un élément moteur du climat des affaires.

- Les pouvoirs publics doivent faire le tout possible pour augmenter le nombre d'institutions financières et d'en améliorer la qualité ainsi que d'instaurer des mesures favorables d''accès à ces institutions. Il serait aussi utile pour ces pays de prioriser le secteur privé qui est le secteur considéré comme productif en ce qui concerne l'octroi des crédits sachant que le secteur financier qui priorise des crédits aux ménages n'est pas un secteur financier plus performant.
- Les pouvoirs publics sont aussi invités à développer d'autres secteurs comme celui des technologies de l'information et de la communication ainsi que d'exploiter les atouts dont ils disposent.
- Les autorités monétaires des pays de l'Afrique subsaharienne doivent faire le tout possible pour baisser l'inflation étant donné que cette dernière impacte négativement et la croissance économique et le développement financier.
- Les demandeurs de crédits (secteurs productifs, ménages) doivent affecter les montants de crédits contractés dans des activités ayant objet de contribuer au développement de leurs pays afin d'améliorer une approche participative au développement.

Les limites rencontrées

Comme d'autres chercheurs peuvent rencontrer des limites au cours de leurs travaux de recherche, nous avons rencontré quelques limites mais qui ont quand même été contournées pour mener le travail final. Il s'agit notamment du manque des données pour tous les pays de l'Afrique subsaharienne qui devraient être au nombre de 48 alors que l'étude a porté sur 31 pays, de même, pour ceux dont les données ont été disponibles, nous avons observé beaucoup de vides, ce qui nous a poussé à mener notre étude à partir de 2002 jusqu'à 2020 mais cela n'a pas été grand problème. Enfin, compte tenu de toutes ces limites et compte tenu de l'évolution dans le temps et dans l'espace de quelques indicateurs du développent financier et de la croissance économique, nous invitons d'autres chercheurs à continuer notre étude portant sur développement financier et croissance économique en Afrique subsaharienne.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Aghion P, Howitt P, Mayer D.(2004) « The Effect of Financial Development on Convergence ». Quarterly Journal of Economics, 14-33
2. Aminuzzaman, S., Baldersheim, H. and Jamil, I. (2003), "Talking Back! Empowerment and Mobile Phones in Rural Bangladesh: A Study of the Village Phone Scheme of Grameen Bank". Contemporary South Asia, 12, 327-348
3. Andersen T. et Tarp F. (2003). Financial Liberalization, Financial Development and Economic growth in LDC, Journal of International Development, vol. 15, n° 2, mars, pp. 189-209
4. Andonova & Veneta. (2006), " Mobile phones, the Internet and the institutional environment". Telecommunications Policy, volume 30 n°1, 29-45.
5. Ang J. B., McKibbin W.J. (2007), "Financial liberalization, financial sector development and growth: Evidence from Malaysia", Journal of Development Economics, 84, 215-233.
6. Ang J.B. (2008), "Survey of Recent Developments in the Literature of Finance and Growth", Journal of Economic Surveys, 22, 536-576
7. Arellano M. et Bond S. (1991). Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations, Review of Economic Studies, vol. 58, n°2, pp. 277-297.
8. Ben Naceur, S., & Ghazouani, S. (2007), "Stock markets, Banks and Growth in some Mena region countries", Research in International Business and Finance, 21, 297-315.
9. Bencivenga V.R and Smith B.D., (1991)," *Financial intermediation of Endegenous Growth*" Review of Economic Studies, Vol.58 n°2.
10. Bencivenga, V. R. and B.D. Smith (1991), "Financial intermediation and endogenous growth", Review of Economic Studies 58(2), 195-209.
11. Bendahmane M. El A. (2016). « Politiques monétaires et croissance économique dans les pays du Maghreb ».
12. Berthelemy, J-C, Varoudakis, A, 1996, « Développement Financier, réformes financières et croissance : Une Approche en Données de Panel », Revue Economique, Vol.46, N°2, PP. 217-235.
13. Berthemely, J.C. et A. Varoudakis (1995), "Club de convergence et croissance : le rôle du développement financier et du capital humain", Revue économique, numéro 2, mars, 217-234.

14. Caudamine G. et Montier J., (1998), *Banques et marchés financiers*, édition Economica, paris.
15. Cezar R. (2012). Un nouvel indice du développement financier. Document de travail UMR DIAL,DT/2012-04.
16. Deidda, L, Fattouh B, 2008, « Banks, Financial Markets and Growth », Journal of Financial Intermediation, Vol 17, N° 1, PP.6-36, Elsevier.
17. Demetriades, P., Law S. (2004). Finance, Institutions and Economic Growth. University of Leicester Working Paper No. 04/5.
18. Diandy, I, 2018, « Développement financier, institutions et croissance économique en Afrique subsaharienne : Cointégration et causalité par les VAR en panel », Finance et Finance Internationale, Vol.1, N°10, ISSN 2489-1290.
19. Eggoh, J, Villieu, P, 2013, « Un réexamen de la non-linéarité entre le développement financier et la croissance économique », Revue d'économie politique, Vol. 123, PP. 211-236.
20. Giuliano, P. & Ruiz-Arranz, M. (2009). Remittances, financial development, and growth. Journal of Development Economics 90, 144-152.
21. Goldsmith, R.W., (1969), Financial Structure and Development. New Haven, Conn, Yale University Press.
22. Gregory n. M. & Mark P. T. (2014). « Principes de l'économie ». 3è Edition
23. Gurley J. G. et SHAW E. S. (1960), Money in a Theory of Finance, Brookings Institution.
24. Gurley, J.G. & Shaw, E.S. (1955). Financial aspects of economic development. American Economic Review 45, 515-538
25. Honohan H. et Beck T. (2007), Making Finance Work for Africa, World Bank, Washington, février.
26. Keho, Y. (2012), « Le rôle des facteurs institutionnels dans le développement financier et économique des pays de l'UEMOA », Revue Economique et Monétaire (BCEAO), N°12, 9–43.
27. King, R. G., R. Levine (1993b), "Finance, entrepreneurship and growth", Journal of Monetary Economics 32, 1-30.
28. King, R.G. and R. Levine (1993a), "Finance and growth: Schumpeter might be right", Quarterly Journal of Economics 108, 717-737.

29. Kpodar K.R. (2005), « Le Développement Financier et la Croissance : L'Afrique Subsaharienne est-elle Marginalisée ? », African Development Review, Volume 17 Issue 1, pp. 106-137.
30. Kpodar, K, 2007, Développement Financier, Instabilité Financière et Croissance Economique : Implications pour la Réduction de la Pauvreté, Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université d'Auvergne, CERDI.
31. Kpodar, K. (2005), "Le developpement financier et la croisssance: l'Afrique SubSaharienne est-elle marginalisée? ", African Development Review 17 (1), 106-137.
32. Kuipou t. C. « Développement financier et croissance économique dans les pays africains de la zone franc : le rôle de la gouvernance », European Scientific Journal, vol 11, (Février 2015)
33. Kuipou, T, Nembot, N, Tafah, E, 2015, « Développement financier et croissance économique dans les pays africains de la zone Franc: le rôle de la gouvernance », European Scientific Journal, Vol.11, N°4, PP.131-159.
34. Law, S. H., & Habibullah, M. (2009). The Determinants of Financial Development: Institutions, Openness and Financial Liberalization. South African Journal of Economics, 77, 45-58.
35. Levine R. (1997), «Financial Development and economic Growth: Views and Agenda», Journal of Economic Literature, pp (688-729
36. Levine, Ross, 2005. "Finance and Growth: Theory and Evidence," Handbook of Economic Growth, in: Philippe Aghion & Steven Durlauf (ed.), Handbook of Economic Growth, edition 1, volume 1, chapter 12, pages 865-934, Elsevier.
37. Levine, R. (1997), « Financial Development and Economic Growth: Views and Agenda », *Journal of Economic Literature*, 35(2), 688-726.
38. Levine, R. (1997). Financial development and economic growth: Views and agenda. Journal of Economic Literature, 35(2), pp. 688-726.
39. Masoud Nili and Mahdi Rastad. The Quarterly Review of Economics and Finance, 2007, vol. 46, issue 5, 726-740.
40. McKinnon, R. (1973) Money and Capital in Economic Development. The Brooking Institute, Washington DC.
41. MeiseL, N, MVOGO, J, 2007, « Quelles politiques de développement financier en Zone Franc ? », Rapport Thématique Jumbo, n°23, octobre 2007, AFD, Paris.

42. Muto, M., & Yamano, T. (2009), "The impact of mobile phone coverage expansion on market participation: Panel data evidence from Uganda". World Development, 37(12), 1887–1896
43. Ndiaye, F. (2012). « Le financement par appel public à l'épargne par la BRVM : opportunités, obstacles d'accès et perspectives pour les entreprises sénégalaises ».
44. Ngongang, E, 2015, "Financial Development and Economic Growth in Sub-Saharan Africa: A Dynamic Panel Data Analysis", European Journal of Sustainable Development, Vol.4, N°2, PP. 369-378.
45. North D.C. (1990), "Institutions, Institutional Change, and Economic Performance". Cambridge University Press.
46. North D.C., (1990), *Institutions, Institutional change and Economic Performances*, Cambridge University Press, Cambridge.
47. Pagano M. (1993). Financial Markets and Growth: an Overview, European Economic Review, vol. 37, n° 2-3, pp. 613-622.
48. Perroux F., (1975), Politique du développement et lacunes du calcul économique, mondes en développement.
49. Rajan, R. and L. Zingales (1998), "Financial dependence and growth", American Economic Review 88, 559{586}
50. Ramona J., (2004), Développement financier et croissance économique dans les pays en transition, Université Paris XII, Val de Marne, Paris, Gratice, Novembre.
51. Rousseau, L.P. & Wachtel, P. (2000). Equity markets and growth: cross-country evidence on timing and outcomes, Journal of Banking and Finance 24, 1933-1957.
52. Rousseau, L.P. & Wachtel, P. (2000). Equity markets and growth: cross-country evidence on timing and outcomes, Journal of Banking and Finance 24, 1933-1957.
53. Schumpter J., (1911), The theory of economic development, Harvard University Press, Cambridge.
54. Shamim, F. (2007). The ICT environment, financial sector and economic growth: a cross-country analysis. Journal of Economic Studies, 34(4), 352–370.
55. Shaw, E.S. (1973) Financial Deepening in Economic Development. Oxford University Press, New York.
56. Singh, T. (2008), "Financial development and economic growth nexus: A time-series evidence from India", Applied Economics, Vol.40, pp. 1615-1627.

57. Singh, T. (2008), "Financial development and economic growth nexus: A time-series evidence from India", Applied Economics, Vol.40, pp. 1615-1627.
58. Stiglitz J.E. et Weiss A. (1981). Credit Rationing in Markets with Imperfect Information, American Economic Review, vol. 71, n° 3, juin, pp. 393-410
59. Tochukwu T, Ajibola R, 2019," Investigating the banking sector development transmission mechanism of financial development to growth: evidence from Sub-Saharan Africa", Journal of Economics and Behavioral Studies, Vol.11, N°2, PP.120-131.
60. Turunç G., (1999) « Développement du secteur financier et croissance : le cas des pays émergents méditerranéens », Revue Région et Développement, n°10, Université Montesquieu-Bordeau IV.
61. Yartey, C.A. (2008) Well-Developed Financial Intermediary Sector Promotes Stock Market Development. Evidence from Africa. Journal of Emerging Markets Finance, 6, 269-289.
62. Aizenman, J. and M. Spiegel (2003), "Institutional efficiency, monitoring costs, and the investment share of FDI", Federal Reserve Bank of San Francisco Working Paper, No. 2003- 06.
63. Barro, R.J. and Sala-I-Martin, X. (1995). Economic Growth, McGraw-Hill : New York
64. Marc *Fleurbaey, 2003*. "Social Welfare, Priority to the Worst-Off And the Dimensions of Individual Well-Being," IDEP Working Papers 0312, Institut d'economie.
65. Law, S.H. and W.N.W. Azman-Saini (2008) "The Quality of Institutions and Financial Development" Proceedings of Applied International Business Conference.
66. Loayza, N. V. and Ranciere, R. (2006). Financial development, Financial fragility, and growth. Journal of Money, Credit and Banking. vol. 38, issue 4, 1051-1076
67. Rioja, F. and Valev, N. (2004). Does one size at all ? A reexamination of the Finance and growth relationship. Journal of Development Economics vol. 74, issue 2, 429-447
68. Beck, T. (2011). "The Role of Finance in Economic Development: Benefits, Risks, and Politics," Discussion Paper 2011-141, Tilburg University, Center for Economic Research.
69. Panizza, U. (2012). "Finance and Economic Development," International Development Policy, 3: 141-160
70. Beck, T., H. Degryse and C. Kneer (2013). "Is More Finance Better? Disentangling Intermediation and Size Effects of Financial Systems," Journal of Financial Stability, vol 22, 35-65

71. CECCHETTI, S. and E. KHARROUBI (2012). "Reassessing the impact of finance on growth," BIS Working Papers 381.
72. Guillaumont J. & Kpodar K., 2004. "Développement financier, instabilité financière, croissance et pauvreté," Macroeconomics 0407003, University Library of Munich, Germany.
73. Bekaert, G., Harvey, R. et Lundblad, C., 2005, Does Financial Liberalization Spur Growth?, Journal of Financial Economics, 77, 3-55.
74. Kargbo, S.M. and Adamu, P.A. (2009) Financial Development and Economic Growth in Sierra Leone. Journal of Monetary and Economic Integration, 9, 30-61.
75. Levine R., Loayza N., Beck T. (2000), "Financial Intermediation and growth: causality and causes", Journal of Monetary Economics, Vol. 46, pp. 31-77.
76. Beck T. et R. Levine (2004) "Stock Markets, Banks, and the Sources of Growth: Panel Evidence", Journal of Banking and Finance, vol. 28, pp. 423-442.
77. Rajan, A., & Zingales, L. (1988). "Financial dependence and growth", American Economic Review, vol. 88, pp. 276-288.
78. Babacar S., et Ibrahim T. (2019), « La relation entre finance et croissance revisitée dans les pays de l'Afrique Sub-Saharienne : Banques versus marchés financier », Revue l'actualité économique vol. 94, pp. 91-119.
79. Eggoh J.C. (2010), « Développement financier, instabilité financière et croissance économique : Un réexamen de la relation », Région et développement, vol.32, p.9-29
80. Christophe K.T (2015), "développent financier et croissance économique dans les pays Africains de la zone francs : le rôle de la gouvernance », European Scientific Journal, vol. 11, pp. 1857-788
81. Minea A. et Villieu P. (2010), "Développement financier, qualité institutionnelle et croissance : un modèle simple avec effet de seuil", Research Papers in Economics.
82. De Gregorio, J., et Guidotti, P. (1995), « Financial development and economic growth", World Development, vol. 23, pp. 443-448.
83. Bisimwa (2021), « Développement financier et croissance économique des pays à faible revenu de l'Afrique Sub-saharienne : rôle modérateur de l'instabilité financière et la qualité de gouvernance », Mémoire de licence, Université Catholique de Bukavu
84. Adoullahi D. (2016), "Integration of financial markets, financial development and growth: Is Africa different", Journal of International Markets, Institutions and Money, vol. 42, pp. 43-59

85. Ibrahim M. et Alagidede P. (2017), « Financial development, growth volatility and information asymmetry in sub-Saharan Africa: Does law matter? », South African Journal of Economics, vol.85, pp.570-588
86. Perroux F. (1961), « Économie du XXe siècle », Presses universitaires de France.
87. Mauro, Paolo. (1995),"The Effects of Corruption on Growth, Investment, and Government Expenditure." International Monetary Fund Working Papers 96/98
88. Gazdar, K. (2011): "Institutions, développement financier et croissance économique dans la région MENA", Thèse de doctorat en Sciences économiques, Université de Reims-Marne.

ANNEXES

==========

Annexe 1 : **Résultats d'estimation de GMM en système pour analyse de l'effet direct du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne**

Generalized method of moments estimation

Fitting full model:
Step 1 f(b) = .00819049
Step 2 f(b) = .59634663

Group variable: id — Number of obs = 452
Time variable: year — Number of groups = 30

Moment conditions: linear = 21 — Obs per group: min = 3
nonlinear = 0 — avg = 15.06667
total = 21 — max = 18

(Std. Err. adjusted for 30 clusters in id)

Lpibh	Coef.	WC-Robust Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
Lpibh						
L1.	.9854015	.0382806	25.74	0.000	.9103728	1.06043
idf	.0603164	.5036321	0.12	0.905	-.9267844	1.047417
Lcpspib	.0140646	.0599265	0.23	0.814	-.1033892	.1315184
Lfbcf	.0614831	.0346475	1.77	0.076	-.0064247	.129391
Linternet	.0177364	.0127239	-1.39	0.163	-.0426748	.0072021
ccorrupt	.0010655	.0370974	0.03	0.977	-.0716441	.0737752
Louveco	.0918426	.033002	2.78	0.005	.02716	.1565253
infla	-.0016086	.0009773	-1.65	0.100	-.0035241	.0003069
_cons	-.451849	.4548123	-0.99	0.320	-1.343265	.4395667

Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals
H0: no autocorrelation of order 1 z = -3.2011 Prob > |z| = 0.0014
H0: no autocorrelation of order 2 z = -1.5932 Prob > |z| = 0.1111
H0: no autocorrelation of order 3 z = -0.0043 Prob > |z| = 0.9966

==========

Annexe 2 : **Résultats d'estimation de GMM en système qui montre le rôle de la stabilité politique dans l'analyse de l'effet de l'indice du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne**

```
Fitting full model:
Step 1          f(b) =   .01006543
Step 2          f(b) =   .76620762

Group variable: id                              Number of obs          =       487
Time variable: year                             Number of groups       =        31

Moment conditions:      linear =       32       Obs per group:    min =         3
                     nonlinear =        0                         avg =  15.70968
                         total =       32                         max =        18

                                                (Std. err. adjusted for 31 clusters in id)
```

Lpibh	Coefficient	WC-Robust std. err.	z	P>|z|	[95% conf.	interval]
Lpibh						
L1.	.9851566	.0333143	29.57	0.000	.9198618	1.050451
idfstapol	.0597103	.1220364	0.49	0.625	-.1794766	.2988972
Lfbcf	.0640165	.0211346	3.03	0.002	.0225935	.1054394
Linternet	.0152845	.0057309	2.67	0.008	.026517	-.0040521
Louvco	.0789034	.0183385	4.30	0.000	.0429605	.1148463
ccorrupt	.0154221	.0303385	0.51	0.611	-.0440402	.0748845
infla	-.0009634	.0005158	-1.87	0.062	-.0019744	.0000476
_cons	-.3570594	.2341129	-1.53	0.127	-.8159122	.1017933

```
Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions
H0: overidentifying restrictions are valid

2-step moment functions, 2-step weighting matrix       chi2(12)     =   17.8904
                                                       Prob > chi2  =    0.1191

2-step moment functions, 3-step weighting matrix       chi2(12)     =   23.2027
                                                       Prob > chi2  =    0.0261
```

==========

Annexe 3 : **Résultats d'estimation de GMM en système qui montre le rôle du contrôle de la corruption dans l'analyse de l'effet de l'indice du développement financier sur la croissance économique en Afrique subsaharienne**

```
Generalized method of moments estimation

Fitting full model:
Step 1          f(b) =  .00973107
Step 2          f(b) =  .86230964

Group variable: id                              Number of obs      =       452
Time variable: year                             Number of groups   =        30

Moment conditions:      linear =      32        Obs per group:  min =         3
                     nonlinear =       0                        avg =  15.06667
                         total =      32                        max =        18

                                              (Std. Err. adjusted for 30 clusters in id)
------------------------------------------------------------------------------
             |               WC-Robust
       lpibh |      Coef.   Std. Err.      z    P>|z|     [95% Conf. Interval]
-------------+----------------------------------------------------------------
       lpibh |
         L1. |   .9671609    .021252    45.51   0.000     .9255078    1.008814
             |
    idfccorup |    .095495   .1049126     0.91   0.363      -.11013    .3011199
      lcpspib |   .0214017   .0249972     0.86   0.392    -.0275919    .0703953
        lfbcf |   .0459872   .0295724     1.56   0.120    -.0119736    .1039481
    linternet |   .0174742   .0069367     2.52   0.012     .0310698    .0038786
      louveco |    .086868   .0248312     3.50   0.000     .0381997    .1355363
        infla |  -.0012241   .0007641    -1.60   0.109    -.0027217    .0002734
        _cons |  -.2681304   .1822101    -1.47   0.141    -.6252556    .0889948
------------------------------------------------------------------------------

. estat serial,ar(1/3)

Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals
H0: no autocorrelation of order 1      z =   -3.2523   Prob > |z|  =    0.0011
H0: no autocorrelation of order 2      z =   -1.4532   Prob > |z|  =    0.1462
H0: no autocorrelation of order 3      z =   -0.0579   Prob > |z|  =    0.9538

. estat overid

Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions
H0: overidentifying restrictions are valid

2-step moment functions, 2-step weighting matrix       chi2(24)     =   25.8693
                                                       Prob > chi2  =    0.3598

2-step moment functions, 3-step weighting matrix       chi2(24)     =   30.0000
                                                       Prob > chi2  =    0.1848
```

==========

Annexe 4 : **Résultats d'estimation de GMM en système qui montre le rôle la stabilité politique et de l'internet dans l'analyse de l'effet du crédit accordé au secteur privé sur la croissance économique en Afrique subsaharienne**

Generalized method of moments estimation

Fitting full model:
Step 1 f(b) = .01970988
Step 2 f(b) = .86697233

Group variable: id		Number of obs	= 496
Time variable: year		Number of groups	= 31
Moment conditions:	linear = 32	Obs per group:	min = 4
	nonlinear = 0		avg = 16
	total = 32		max = 18

(Std. err. adjusted for 31 clusters in id)

Lpibh	Coefficient	WC-Robust std. err.	z	P>|z|	[95% conf.	interval]
Lpibh						
L1.	.9002343	.0313482	28.72	0.000	.8387928	.9616757
lcpspibstapol	.01981	.0071124	2.79	0.005	.00587	.03375
lcpspiblinternet	.0005836	.0024301	-0.24	0.810	-.0053465	.0041792
Lfbcf	.0494228	.0178845	2.76	0.006	.0143698	.0844758
ccorrupt	.0379392	.0313501	1.21	0.226	-.0235058	.0993842
Louvco	.1076739	.0352909	3.05	0.002	.038505	.1768428
infla	-.0019954	.0008795	-2.27	0.023	-.003719	-.0002717
_cons	.1752518	.218234	0.80	0.422	-.2524789	.6029826

```
==========================================================
Arellano-Bond test for autocorrelation of the first-differenced residuals
H0: no autocorrelation of order 1      z =   -2.1401   Prob > |z|  =    0.0323
H0: no autocorrelation of order 2      z =   -1.3902   Prob > |z|  =    0.1645
H0: no autocorrelation of order 3      z =   -0.5994   Prob > |z|  =    0.5489

. estat overid

Sargan-Hansen test of the overidentifying restrictions
H0: overidentifying restrictions are valid

2-step moment functions, 2-step weighting matrix       chi2(24)     =   26.8761
                                                       Prob > chi2  =    0.3103

2-step moment functions, 3-step weighting matrix       chi2(24)     =   31.0000
                                                       Prob > chi2  =    0.1538
```

Annexe 5 : Classement des pays africains par PIB par habitant (2022)

Rang	Pays en 2022	PIB par habitant (en dollars)
1	Seychelles	13250
2	Maurice	10256
3	Gabon	8820
4	Botswana	7738
5	Guinée équatoriale	7182
6	Afrique du sud	6766
7	Namibie	5031
8	Cap-Vert	3754
9	Djibouti	3136
10	Angola	3000
11	République du Congo	2649
12	Côte d'Ivoire	2486
13	Sao Tomé – et - Principe	2386
14	Ghana	2203
15	Nigéria	2162
16	Kenya	2099
17	Mauritanie	2065
18	Zimbabwe	1676
19	Sénégal	1598
20	Cameroun	1563
21	Guinée	1515
22	Comores	1484
23	Zambie	1456
24	Bénin	1302
25	Tanzanie	1192
26	Soudan du Sud	1071
27	Ethiopie	1027
28	Lesotho	969
29	Rwanda	966
30	Ouganda	964

31	Togo	942
32	Mali	833
33	Burkina Faso	830
34	Gambie	808
35	Guinée-Bissau	775
36	Libéria	754
37	Tchad	716
38	République démocratique du Congo	653
39	Malawi	645
40	Erythrée	643
41	Somalie	592
42	Niger	585
43	Mozambique	558
44	Madagascar	516
45	Sierra Leone	475
46	République centrafricaine	427
47	Burundi	259

Source : rapport de la Banque Mondiale 2022

Annexe 6 : Pays à faible revenu ou Pays pauvres (inférieur ou égal à 1045$)

Rang	**Pays en 2022**	**PIB par habitant (en dollars)**
1	Ethiopie	1027
2	Lesotho	969
3	Rwanda	966
4	Ouganda	964
5	Togo	942
6	Mali	833
7	Burkina Faso	830
8	Gambie	808
9	Guinée-Bissau	775
10	Libéria	754
11	Tchad	716
12	République démocratique du Congo	653
13	Malawi	645
14	Erythrée	643
15	Somalie	592
16	Niger	585
17	Mozambique	558
18	Madagascar	516
19	Sierra Leone	475
20	République centrafricaine	427
21	Burundi	259

Source : Auteur à partir du classement du PIB/Hab par la Banque Mondiale 2022

Annexe 7 : Pays à revenu intermédiaire inférieur (supérieur à 1045$ et inférieur à 4125 $)

Rang	Pays en 2022	PIB par habitant (en dollars)
1	Cap-Vert	3754
2	Djibouti	3136
3	Angola	3000
4	République du Congo	2649
5	Côte d'Ivoire	2486
6	Sao Tomé – et - Principe	2386
7	Ghana	2203
8	Nigéria	2162
9	Kenya	2099
10	Mauritanie	2065
11	Zimbabwe	1676
12	Sénégal	1598
13	Cameroun	1563
14	Guinée	1515
15	Comores	1484
16	Zambie	1456
17	Bénin	1302
18	Tanzanie	1192
19	Soudan du Sud	1071

Source : Auteur à partir du classement du PIB/Hab par la Banque Mondiale 2022

Annexe 8 : Pays à revenu intermédiaire supérieur (supérieur à 4125$ et inférieur ou égal à 12736$)

Rang	Pays en 2022	PIB par habitant (en dollars)
1	Maurice	10256
2	Gabon	8820
3	Botswana	7738
4	Guinée équatoriale	7182
5	Afrique du sud	6766
6	Namibie	5031

Source : Auteur à partir du classement du PIB/Hab par la Banque Mondiale 2022

Annexe 9 : Pays à revenu élevé (supérieur à 12736$)

Rang	**Pays en 2022**	**PIB par habitant (en dollars)**
1	Seychelles	13250

Source : Auteur à partir du classement du PIB/Hab par la Banque Mondiale 2022